

UNIVERSITÉ DE DIJON — FACULTÉ DE DROIT

LES
EXPOSITIONS UNIVERSELLES
au point de vue économique

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES)

SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE DIJON

Le Lundi 23 Décembre 1901 à une heure et demie du soir

PAR

Georges GÉRAULT

Avocat à la Cour d'Appel de Paris

Sous la Présidence de M. BAILLY, *doyen*

Suffragants { MM. VIGNES, *agrégé*
ALLIX, *agrégé*



DIJON

IMPRIMERIE TYPOGRAPHIQUE ET LITHOGRAPHIQUE SIRODOT CARRÉ

40, rue Amiral-Roussin, 40

—
1901

LES
EXPOSITIONS UNIVERSELLES
AU POINT DE VUE ÉCONOMIQUE



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41548203_0040

UNIVERSITÉ DE DIJON — FACULTÉ DE DROIT

LES
EXPOSITIONS UNIVERSELLES
au point de vue économique

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES)

SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE DIJON

Le Lundi 23 Décembre 1901 à une heure et demie du soir

PAR

Georges GÉRAULT

Avocat à la Cour d'Appel de Paris

Sous la Présidence de M. BAILLY, *doyen*

Suffragants { MM. VIGNES, *agrégé*
ALLIX, *agrégé*



DIJON

IMPRIMERIE TYPOGRAPHIQUE ET LITHOGRAPHIQUE SIRODOT-CARRÉ

40, rue Amiral-Roussin, 40

—
1901

BIBLIOGRAPHIE

- Grande Encyclopédie*. — Mot Exposition.
- DE COLMONT. — Histoire des Expositions des produits de l'industrie française. — Paris 1855, in-8°.
- BACQUES. — Des arts industriels et des Expositions en France. — Paris, 1855, in-12.
- VERVYNK et DUBOIS. — Histoire des Expositions industrielles. — Paris, 1867, in-18.
- REGNIER. — Revue et examen des Expositions nationales et internationales en France et à l'étranger, depuis 1798 jusqu'à 1878. — Paris, 1878, gr. in-8°.
- A. S. DE DONCOURT. — Les Expositions universelles. — Lille, 1889, in-4°.
- LACOINTA. — Les Expositions internationales ou spéciales au point de vue du droit. — Paris, 1896, in-8°.
- CH. LAVOLLÉE. — Les Expositions de l'industrie et l'Exposition universelle de 1867. — In-12, 1867.
- DUTHOYER. — Villes franches. — Ports francs. — Entrepôts de douanes. — Laval, 1899, in-8°.
- A. HUARD. — Les Expositions industrielles. — Abus et réformes. — 1862, in-8°.
- BLOCK. — Annuaire de l'économie politique et de la statistique, 1870 à 1898. — Paris, 1895, in-16.
- Ministère du Commerce*. — Annuaire statistique de la France, 1889-1897. — 6 vol. gr. in-8°.
- Ministère du Commerce*. — Annales du commerce extérieur. — Situation commerciale de la France. — Exposé comparatif pour la période 1882-1897. — Paris, 1898, gr. in-8°.
- Ministère des Finances*. — Bulletin statistique (diverses années).
- Société de statistique*. — Annuaire statistiques.
- Ville de Paris*. — Annuaire statistiques (diverses années).
- Ministère de l'Agriculture*. — Statistique agricole de la France. — Paris, 1897, gr. in-8°.
- Ministère des Finances*. — Compte général de l'administration des finances.
- Société Philanthropique*. — Annuaire 1845... 1898. — 35 vol. in-8°.

- Bulletin mensuel de l'assistance par le travail*, 1881... 1894.
Office central des institutions charitables. — *Annuaire*. — Paris, 1896-97.
- TURQUAND. — Recherches statistiques sur les grèves qui se sont produites en France depuis 1874. — Paris, 1892.
- RENAULT. — Les grèves.
Office du travail. — Notices sur les statistiques des grèves en France en 1890-91 (fascicule III).
- Office du travail*. — Note sur la statistique du chômage. — Paris, 1895, in-4°.
- Office du travail*. — Documents sur la question du chômage. — Paris, 1896, in-4°.
- TURQUAND. — Recherches statistiques sur les grèves qui se sont produites en France depuis 1874. — Paris 1892.
- CLOUZEL. — Etude historique des coalitions et des grèves dans l'industrie. — Paris, 1887, in-8°.
- NEYMARCK. — Les chemins de fer et l'impôt.
- THÉRY. — Histoire des grandes Compagnies de chemins de fer dans leurs rapports financiers avec l'Etat.
- FELDMANN. — De la garantie d'intérêt due par l'Etat aux Compagnies de chemins de fer. — Paris, 1894, in-8°.
- CLÉMENT JUGLAR. — Les Crises.

Bibliographie (2^e Partie)

- PAYEN. — Rapport du jury départemental sur les produits de l'industrie admis à l'Exposition de 1827. — Paris, 1829.
- DUPIN. — Rapport du jury central sur les produits exposés en 1834. — Paris, 1836.
- J.-B. JOBARD. — Rapport sur l'Exposition de Paris de 1839. — 2 vol. in-8°, 1840.
- M. GABALDE. — Histoire de l'Exposition industrielle de 1844. — 2 vol. in-8°, 1844.
- X. — Rapports du jury et documents de l'Exposition de l'industrie belge de 1847. — Bruxelles, 1848.
- AYMAR BRESSION. — Revue générale de l'Exposition de 1849. — Paris, 1849, gr. in-8°.
- BERES. — Compte rendu de l'Exposition de 1849. — Paris, 1850.
- MICHEL CHEVALIER. — Exposition universelle de Londres considérée sous les rapports philosophique, technique, commercial et administratif au point de vue français. — 1851, in-8°.

- BLANQUI. — Lettres sur l'Exposition universelle de Londres. — in-12, 1851.
- AYMAR BRESSON. — Coup d'œil sur l'Exposition universelle de 1855. — In 18, 1857.
- ED. GORGES. — Merveilles de la civilisation. — Revue de l'Exposition universelle. — In-18, 1856.
- Prince J. NAPOLEON. — Rapport sur l'Exposition universelle de 1855. — Gr. in-8°, 1857.
- MICHEL CHEVALIER. — Documents officiels complétant les rapports du jury international sur l'ensemble de l'Exposition universelle de Londres de 1862. — In-8°, 1864.
- AYMAR BRESSON. — La France à Londres en 1862. — Gr. in-8°, 1863.
- X. — Rapports des délégués des ouvriers parisiens à l'Exposition de Londres en 1862, publiés par la Commission ouvrière. — In-8° 1864.
- MICHEL CHEVALIER. — Rapports des membres de la section française du jury international, sur l'ensemble de l'Exposition universelle de Londres de 1862. — 6 vol., in-8°, 1862.
- JULIEN TURGAN. — Etudes sur l'Exposition universelle de 1867, gr. in-8°.
- X. — Rapport sur l'Exposition universelle de 1867, à Paris. — Commission impériale. — Précis des opérations et listes des collaborateurs. — Avec un appendice sur l'avenir des Expositions, la statistique des opérations, des documents officiels et le plan de l'Exposition. — Gr. in-8°, 1869.
- X. — Rapports des délégations ouvrières à l'Exposition de 1867 à Paris. — 3 vol. gd in-4°, 1869.
- DE RIANCEY. — L'ouvrier à l'Exposition universelle de 1867. — Paris, 1867, in-12.
- MICHEL CHEVALIER. — Rapports du jury international. — Exposition de 1867 à Paris. — 13 vol. in-8°, 1868.
- LE PLAY. — Rapport administratif sur l'Exposition de 1867, à Paris. — 1868.
- J.-B. KRANTZ. — Rapport administratif sur l'exposition de 1878 à Paris. — 2 vol. in-8° et album 1881.
- J. SIMON. — Introduction au rapport général sur l'Exposition de 1878.
- X. — Exposition universelle de 1889. — Etude du rapport de la Commission consultative. — In-8°, 1885.

- Ministère du Commerce.* — Exposition universelle de 1889. — Economie sociale. — Enquête préparaire. — Instructions et questionnaire. — Paris, 1887. — Fasc. in-8°
- G. BERGER. — Exposition universelle et internationale de 1889. — Projet d'organisation financière. — In-8°, 1885.
- G. BERGER. — Exposition universelle internationale de 1889. — Considérations sur son organisation. — In-8°, Nancy, 1885.
- A. NEYMARK. — Ce que la France a gagné à l'exposition de 1889. — In-4°, 1890.
- E. MONOD. — L'Exposition universelle de 1889. — 3 vol., avec atlas in-4°, 1890-1891.
- E. DE VOGÜÉ. — Remarques sur l'Exposition du centenaire. — In-12, 1889.
- A. PICARD. — Rapport général sur l'Exposition universelle de 1889. — Paris, 1891-1892. — 9 vol. in-4°.
- X. — Rapports du jury international sur l'Exposition universelle de 1889. — Paris 1892.
- DUMAS et DE FOURCAUD. — Revue de l'Exposition universelle de 1889. — Paris, 1889. — 2 vol. in-4°.
- PONVOISIN. — L'Exposition et la paix. — Paris 1889. — Gr. in-8° pièce.
- MORILLON. — L'Exposition universelle de 1889. — Paris, 1889, in-8°.
- LOUIS ALBERTINI. — A propos de l'Exposition. — Paris, 1889, in-16 pièce.
- Chambre de Commerce de Paris.* — Rapport de M. E. Lourdelet sur l'Exposition de Chicago. — Paris, 1894.
- Ligue Lorraine de décentralisation.* — Pas d'Exposition en 1900. — Nancy, 1896.
- Exposition universelle internationale de 1900 à Paris.* — Actes organiques, 1895.
- Société d'encouragement pour le commerce français d'exportation, sous le patronage de la Chambre de Commerce de Paris.* — Notice pour l'exposition universelle de 1900. — Paris, 1900, gr. in-8°.
- Ministère du Commerce.* — Exposition de 1900. — Rapports des Chambres de Commerce. — Février, 1896.
- Journal Officiel.* — Débats parlementaires : Chambre. — 4 avril 1886. — juin-juillet 1893 — mars 1894 — mai 1894 — juillet 1894 — novembre 1895 — février 1896.
- Rapports du Conseil municipal de Paris.* — 1900.

Bibliographie (3^e partie)

REVUES ET JOURNAUX

- Le Rédacteur*. — 4 Vendémiaire, an VII.
Revue des Deux-Mondes. — Décembre 1855.
La République Française. — Août, septembre 1895.
Journal des Débats. — 28-29 août 1895.
Le Figaro. — Août-septembre 1895.
Le Temps. — 30 août 1895.
L'Eclair. — 2 septembre 1895.
Revue de Paris. — 1^{er} février 1896.
Le Radical. — 3-4 septembre 1896.
Revue des Deux-Mondes. — Année 1896.
Revue socialiste. — 1885 — 1895 — 1900.
Almanach de la question sociale. — 1900.
Economiste Français. — 9 juin 1895.
Revue d'Economie politique. — Juin 1901.
Bulletin mensuel de l'Office du Travail. — 1892-1901.
Recueil de l'Académie de législation de Toulouse. —
Année 1870. Tom. XXIV.
Revue Bleue. — 1889, 2^e semestre.
Revue de l'Exposition universelle de 1901.
Réforme sociale. — 1^{er} février 1901.
-

LES EXPOSITIONS UNIVERSELLES

au point de vue économique

INTRODUCTION

Au moment où vient de finir l'Exposition de 1900, que certains prétendent devoir être la dernière, il nous a semblé intéressant d'étudier les conséquences économiques des Expositions Universelles. Et en effet cette étude a dès maintenant comme base l'observation de phénomènes de même sorte assez nombreux pour qu'on puisse tenter d'en dégager une conclusion générale.

Il est aisé de concevoir qu'un fait aussi important qu'une exposition universelle, qui cause dans le monde entier et surtout dans le pays où elle a lieu, une perturbation profonde, puisse être examinée à bien des points de vue différents : point de vue politique, point de vue moral, point de vue artistique, point de vue économique.

Tout d'abord on pourrait examiner si une exposition modifie la situation politique d'une nation, dans quelle mesure, et pour combien de temps. On a dit à ce sujet que ces « grandes kermesses » comme on a appelé les expositions universelles, étaient un appel à la paix. M. Jules Simon, qui fut l'auteur de l'introduction au rapport du Jury sur l'Exposition de 1878, faisait remarquer que, à l'origine, « les Expositions

nationales avaient été comme une forme de la guerre que les peuples se faisaient les uns les autres... L'esprit philosophique n'était pas encore assez puissant et assez répandu pour que l'on comprit la fraternité des peuples. » M. Arsène Houssaye emploie les mêmes expressions quand il qualifie les expositions d' « *ultima ratio* de la fraternité des peuples. »

Une autre opinion au contraire, complètement opposée, soutient que non seulement les expositions universelles, faites en France, n'ont attiré au pays aucune amitié sérieuse, mais que des nations étrangères ont profité de ce que nous étions absorbés par les préparatifs de ces fêtes pour nous nuire. C'est ainsi, prétendent les partisans de cette idée, que 1867 nous a fait perdre le Luxembourg et 1889 les Nouvelles-Hébrides (1). Et l'on fait remarquer que la présence à Paris, pendant l'Exposition de 1867, de l'empereur de Russie, du roi de Prusse, de l'empereur d'Autriche, du Sultan, du roi des Belges, du roi de Portugal, du roi de Suède et du Prince de Galles, si elle flatta notre orgueil national, n'empêcha pas la guerre de 1870.

Ces critiques faites aux Expositions en se plaçant sur le terrain politique visent la politique extérieure ; d'autres concernent plus spécialement la politique intérieure. C'est ainsi que, tandis que les partisans des Expositions affirment qu'elles obligent les partis à conclure une trêve, les dissensions se calmant et les luttes s'apaisant pendant leur durée, leurs adversaires remarquent que jamais les luttes politiques

(1) Cf. la brochure « *Pas d'Exposition en 1900* » publiée en 1895 par la Ligue Lorraine de décentralisation.

ne sont aussi ardentes qu'à ce moment où, le gouvernement étant préoccupé du succès de l'entreprise, et désirant la paix, ses ennemis l'attaquent avec plus de force que jamais.

Si nous abandonnons le terrain politique, pour nous placer sur le terrain purement psychologique et moral, nous pourrions chercher quels sont les résultats des expositions sur l'état d'âme du peuple, question qui soulèverait plusieurs problèmes, entre autres celui-ci : déterminer si le niveau moral de la foule est élevé ou abaissé par les Expositions. M. Bouge, dans le rapport qu'il a soumis en 1896 à la Chambre des députés au nom de la commission nommée pour étudier le projet de l'Exposition de 1900; disait à ce sujet : « Depuis longtemps déjà, les Expositions ont été détournées de leur objet primitif qui était la manifestation de l'exaltation du génie et du travail humain sous toutes leurs formes et l'instruction des foules par l'aspect... Les organisateurs des Expositions savent par expérience combien est clairsemée la clientèle qui vient pour s'instruire et qu'elle forme une minorité infime. Cependant le succès dépend de la recette et s'affirme par elle. Que faire alors ? Attirer du bout du monde la clientèle du plaisir et lui offrir pour cela des attraits de plus en plus grossiers. » D'autres écrivains vont plus loin encore, et reprochent aux « grandes fêtes foraines » de contribuer puissamment à dépraver le peuple et à développer en lui les plus bas instincts. C'est ainsi que M. Paul Bourget parle de « ces vastes foires qui s'appellent du titre pompeux d'Expositions universelles et dont le succès apparent aboutit à l'appauvrissement et à la dépravation des villes où elles se

tiennent. (1) » Dans la *Revue des Deux-Mondes* du 15 janvier 1895, M. de Calonne écrit : « L'industrie n'a plus été que le prétexte, et l'amusement est devenu le but véritable. Les grandes capitales se sont mises à danser tour à tour, durant six mois, une grande sarabande autour d'un foyer où se concentrait le produit des efforts intellectuels et matériels d'une décade. » Et nombreux sont les écrivains, les orateurs, les penseurs qui ont protesté contre l'immoralité des spectacles qui ont l'Exposition pour décor et qu'on ne verrait pas sans elle. (2)

On peut dire que, si les expositions n'abaissent pas le niveau moral de la foule, du moins elles ne contribuent ni à son éducation intellectuelle, ni à son instruction artistique. Les palais de l'enseignement, en 1900, sont restés à peu près vides de visiteurs ; dans les palais où étaient renfermées de si merveilleuses œuvres d'art, les nombreuses personnes qui s'y pressaient recherchaient plutôt la satisfaction du changement de milieu qu'un plaisir artistique. Elles ne regardaient pas, ou regardaient sans comprendre, attirées surtout par les tableaux les plus grands qui s'imposaient à leurs regards dans une promenade trop rapide pour être profitable. Quant au Palais des congrès, s'il est vrai qu'une élite de travailleurs y a trouvé réunis des documents précieux, qui donc oserait prétendre que la grande masse de ceux qui si hâtivement y ont passé y aient appris quelque chose ?

Mais, dit-on, ce n'est pas seulement par elles-

(1) *Oùtre-Mer*. — T. II, p. 19.

(2) Cf. « *Réforme sociale* » 1^{er} février 1901.

mêmes que les expositions sont déprimantes intellectuellement et moralement, mais encore par leurs effets immédiats. Elles attirent sur le point où elles ont lieu une foule d'ouvriers qui resteront plus tard sans travail, et tomberont dans le plus absolu dénûment : à ceux-là il faudrait une honnêteté véritablement surhumaine pour ne pas demander à des moyens immoraux les ressources que la vie injuste leur refuse. Elles attirent aussi des gens sans moyens d'existence avouables, et qui espèrent profiter de la fête pour se livrer à des opérations louches. Elles contribuent ainsi à accroître la criminalité dans des proportions très notables. Les asiles de nuit furent encombrés après l'exposition de 1900 et le Préfet de Police fut amené à faire la déclaration suivante au Conseil Municipal de Paris : « Il n'y a pas à se le dissimuler, l'Exposition nous a malheureusement laissé une énorme quantité d'individus venus des quatre coins de la France et de l'Europe. Maintenant ils n'ont plus aucun moyen d'existence... avouable ! Ce sont les résidus des foules formidables accourues aux grandioses fêtes de Paris. Parmi ces parias, les uns ne sont que de pauvres miséreux, de pitoyables vagabonds ; mais il y a les autres ! Et les autres, le plus souvent, sont des bandits, des cambrioleurs, et des voleurs, ou — ce qui est pis encore — des souteneurs !...

« Depuis que j'ai ordonné les râfles que vous connaissez, on arrête en moyenne 420 rôdeurs par jour. Evidemment, et il faut s'en féliciter, ce ne sont pas tous des criminels. Mais dans le nombre, il s'en trouve ; il s'en trouve de véritables, à telle enseigne que, depuis huit jours, les tribunaux ont prononcé

deux cents condamnations sévères et qu'à l'heure présente, trois cents autres inculpés se trouvent sous mandat de dépôt.

« Cette année, dans les trois premiers mois seulement, la police parisienne a opéré pour tous les délits réunis, plus de 10.000 arrestations. A l'heure actuelle, il est facile de prévoir le total général de l'année : il ne sera pas inférieur à 130.000 individus ! Plusieurs, dans le nombre, récidivistes avérés, ont été relégués. »

Mais si cet accroissement subit de la population malheureuse accroît la criminalité, n'accroît-elle pas la mortalité et la maladie ? C'est encore une des questions que l'on peut se poser. Faisons simplement remarquer à ce sujet qu'aucune épidémie n'a éclaté à Paris en 1889. Malgré le grand nombre des étrangers qui y étaient accourus, les statistiques de la ville n'ont enregistré ni plus de fièvre typhoïde, ni plus de variole qu'à l'ordinaire. La foule d'Asiatiques et d'Africains qu'on avait amenés n'a pas contaminé la population. Et s'il est vrai qu'en 1900 on a eu à signaler une épidémie de fièvre typhoïde et une de variole, il n'est pas clairement démontré qu'elles aient pris naissance à l'Exposition.

A tous ces points de vue, une étude sur les Expositions universelles serait intéressante : chacun d'eux a d'ailleurs suscité des polémiques et des discussions. Il en est un autre qui, non moins intéressant, a été envisagé beaucoup moins souvent et que l'on n'a jamais traité d'une manière scientifique et approfondie : c'est le point de vue économique, auquel nous nous proposons de nous placer. A défaut d'autre mérite, cette étude aura donc du moins celui de la nouveauté.

Après avoir vu quelle fut, dans le passé, l'histoire des expositions, et l'organisation intérieure des expositions modernes, nous envisagerons successivement leur influence sur le commerce extérieur du pays où elles ont lieu; leurs rapports avec le commerce intérieur, la production et la consommation, leurs effets sur la situation de la classe ouvrière, leurs conséquences au point de vue de la centralisation, leur action sur les finances de l'Etat. Puis nous étudierons les divers projets proposés dans le but de remplacer ou de modifier les expositions telles qu'on les comprend actuellement.

Enfin, pour conclure, nous examinerons s'il faut remplacer ou modifier les expositions et, dans le cas où nous répondrions à cette question par l'affirmative, par quel moyen pratique on arriverait à le faire.

PREMIÈRE PARTIE

Historique

CHAPITRE PREMIER

L'origine des Expositions (1)

Il n'y a pas eu d'exposition dans l'antiquité. — Tentative de Louis XI en 1471 pour organiser une exposition française à Londres. — Les foires. — La première exposition artistique en 1648.

I

Les expositions universelles sont d'origine récente : elles ne datent en effet que du commencement du dix-neuvième siècle. Pourtant on a voulu voir dans certains faits historiques la source même des expositions, l'œuf dont elles sont sorties. Dans un ouvrage intitulé « *Déipnosophistæ* », l'auteur grec Athénée de Naucratis décrit une fête donnée par Ptolémée Philométor, au onzième siècle avant Jésus-Christ, fête à l'occasion de laquelle furent exposés des objets de luxe venant d'Égypte, meubles précieux, soies de grands prix, vases d'une merveilleuse beauté.

Ce n'était là qu'un déploiement orgueilleux du luxe dont le monarque s'entourait; et il faut arriver

(1) Cf. *Grande Encyclopédie*, mot Exposition. — Recueil de l'académie de législation de Toulouse, année 1870, T. XXIV, p. 140 et suiv. — *Revue Bleue* 1859, 2^e semestre, p. 238 (les Expositions nationales et universelles, par M. Gervais). — A. Picard, *Rapport général sur l'Exposition de 1889*, p. 1 et suivantes.

jusqu'au Moyen-Age pour trouver ce qu'on pourrait appeler un embryon d'exposition. Au quinzième siècle, on rencontre une tentative, qui d'ailleurs avorta, d'une manifestation de ce genre. A cette époque, l'industrie française était dans la plus triste situation, effacée qu'elle était par la concurrence étrangère. La Flandre et l'Italie fournissaient à l'Angleterre, alors le marché le plus important du monde, les matières premières et un grand nombre de produits dont cette nation avait besoin. Louis XI songea à conquérir le marché anglais et, pour ce faire, il signa en 1471, avec Henri VI, un traité « de dix ans de trêves, seur état, abstinence de guerre, et entrecours de marchandises. » Deux négociants de Tours, Jean de Beaune et Jean Briconnet furent chargés de rassembler les principaux produits français et d'aller les exposer à Londres. Ils ne devaient d'ailleurs vendre ces produits, étoffes d'or, argenterie, outils et épices, sous aucun prétexte, le seul but de cet étalage étant de faire juger et apprécier l'industrie française, afin que « les habitans du dit royaume d'Angleterre cogneussent par effect que les marchands de France estoient puissans pour fournir comme les autres nacions » Les commerçants français étaient à peine arrivés à Londres que de graves événements les obligèrent à se rembarquer, ce qui fit échouer la tentative.

Plus tard Sully projeta des expositions industrielles, qu'il appelait « conversations entre peuples » Ses projets ne furent jamais réalisés.

A Venise, au Moyen-Age, on faisait, à l'occasion de grandes solennités comme l'installation du doge ou la nomination du procureur, de grands déploie-

ments de « mercerie » et autres marchandises. On donna ce spectacle à Henri II, roi de France, à son entrée dans la ville. Mais il n'y a aucun rapport à établir entre ces étalages et nos modernes expositions. Les produits que l'on y montrait n'étaient là que pour la décoration de la ville, et l'avenir du commerce et de l'industrie n'avait rien à voir avec l'espèce de pavoisement dont se parait la cité en fête.

II. — LES FOIRES

Tout autre chose aussi que les Expositions étaient les foires anciennes et pourtant nous sommes bien obligés d'en parler puisque il est assez d'usage d'appeler les expositions du nom de « grandes foires », expression très impropre, comme nous le montrerons, mais qui, néanmoins, correspond en partie à la réalité, les expositions et les foires ayant un trait commun : à savoir l'accumulation et l'étalage de marchandises diverses de nature et d'origine sur un même point.

Du douzième au seizième siècle, il y eut des foires dont certaines duraient fort longtemps et avaient acquis une grande réputation, telle celle de Troyes qui était fréquentée par les Flamands, les Italiens, les Génois, les Provençaux, les divers peuples de l'Allemagne, et qui enrichit à ce point la ville que les marchands et bourgeois de Troyes se portèrent caution de Catherine de Médicis vis-à-vis des princes protestants, pour la somme de 1.026.421 livres, dix sols (1). Telles encore les foires de Nijni Novgorod

(1) Convention conclue entre le roi de France et le duc Casimir, le 13 avril 1568.

en Russie, de Francfort et Leipsig en Allemagne, de Beaucaire et de Lyon en France.

Mais, comme je l'ai déjà dit, ces foires étaient très différentes des expositions universelles. D'abord elles n'étaient pas inspirées par les mêmes motifs. A cette époque les communications peu rapides et coûteuses rendaient les voyages difficiles. Le consommateur attendait d'avoir besoin de plusieurs produits différents, ne se déplaçant qu'une fois pour les acheter en bloc. Chaque pays, chaque ville avait sa spécialité et ne fournissait pas tous les objets nécessaires à l'existence. Les foires trouvèrent là une cause de leur succès. D'une part en effet on y trouvait de tout, de telle sorte qu'un voyage suffisait pour les achats alors que sans elles il aurait fallu en entreprendre plusieurs ; d'autre part les commerçants qu'effrayaient les routes peu sûres, s'y rendaient en groupe et évitaient ainsi les nombreux dangers dont, voyageant seuls, ils auraient pu être les victimes.

Les objets exposés dans les foires étaient destinés à être consommés, et l'étalage qu'on en faisait n'avait pour but que leur vente immédiate. Mais on n'exposait ni les machines qui avaient servi à les faire, ni les moyens de production qu'on avait employés pour les fabriquer.

Nos expositions ont un but tout autre. Elles ne sont pas nécessitées par la pauvreté des voies de communication, et ne sont pas destinées à mettre en rapport le consommateur et le producteur, l'acheteur et le vendeur. Elles sont faites pour donner une idée du développement de l'industrie, du commerce et des arts, dans les différents pays ; on pourrait presque dire pour donner la mesure, le degré de civilisa-

tion et de progrès auxquels ont atteint les diverses nations. Aussi, à côté des choses qui s'y trouvent, et qui sont destinées à être vendues, en rencontre-t-on d'autres, et en nombre bien plus considérable, qui sont là simplement pour être vues et étudiées, tels les moyens de production, les documents d'enseignement, les tableaux et les statues, etc.

C'est en 1648 seulement qu'une exposition véritable fut décidée en France, exposition dont le but principal était non pas la vente des objets exhibés, mais leur étude sur place. A cette date, qui est celle de la fondation de l'Académie de peinture et de sculpture, il fut convenu que la dite académie exposerait annuellement en public les tableaux et les statues de ses membres (1). La première exposition de tableaux se fit dans la cour du Palais-Royal en 1673 et en 1699, Louis XIV accorda la grande galerie du Louvre à l'académie, pour y faire ses expositions qui sont l'origine et les précédents de nos « salons » annuels.

CHAPITRE II

Les Expositions nationales (1)

L'exposition de Prague en 1791. — L'exposition française de 1798. — Les espérances de François de Neufchâteau. — L'exposition de l'an IX : Chaptal rend l'institution annuelle.

(1) Règlement de 1663.

(1) Cf. *Grande encyclopédie*, Mot Exposition — E Monod. *L'exposition universelle de 1889*. — A. Picard. *Rapport général sur l'exposition de 1900*. — De Colmont: *Histoire des expositions des produits de l'industrie française*. — Reynier: *Revue des expositions nationales et internationales en France et à l'étranger*.

— L'exposition de 1802 : fondation de la société pour encouragement de l'industrie nationale. — L'exposition de 1806 — Pendant l'empire il n'y eut pas d'exposition. — La première restauration en reprend l'idée en 1819. — On décide que les expositions auront lieu tous les quatre ans. — Expositions de 1823, de 1827, de 1834, de 1839, de 1844.

I. — EXPOSITION DE L'AN VII

La première exposition industrielle eut lieu non en France, mais à Prague, en 1791. Le succès qu'elle obtint fut assez grand pour donner au ministre de l'intérieur du Directoire, François de Neufchâteau, l'idée de créer en France une semblable institution. Par une circulaire du 9 fructidor an VI (21 août 1798), il créait l'Exposition : « Les Français, disait-il, ont étonné l'Europe par la rapidité de leurs exploits guerriers, ils doivent s'élancer avec la même ardeur dans la carrière du commerce et des arts de la paix. » Il prononça un long discours d'inauguration où il vantait les bienfaits de la liberté, les progrès réalisés par la suppression des règlements, des corporations, et des entraves fiscales, le rôle considérable de l'industrie et du commerce dans la vie sociale, leur influence sur la paix ; et où il montrait que les arts mécaniques doivent s'allier à la science.

L'Exposition dura les cinq jours complémentaires de l'an VI et fut prolongée jusqu'au 10 vendémiaire an VII (1). Parmi les lauréats on distingua Bréguet pour les montres, Didot pour les livres, Conté pour les crayons. Il y avait eu 110 exposants. L'entreprise avait réussi et avait fait naître de grandes espérances. La conclusion du rapport du jury chargé de l'examen

(1) Arrêté du 5 vendémiaire an VII.

des produits exposés montre l'enthousiasme qu'elle avait provoqué: « Le jury doit au gouvernement de lui déclarer que les progrès de l'industrie française se lient essentiellement au maintien de l'institution qu'il vient de fonder. Il peut lui annoncer que le moment est venu où la France va échapper à la servitude de l'industrie de ses voisins; que partout les arts associés aux lumières se dégagent de cette honteuse routine qui est le caractère de l'esclavage; que l'émulation la plus brûlante embrase toutes les têtes des artistes et que le gouvernement n'a qu'à vouloir pour porter les arts au degré de supériorité où s'est placée la grande nation parmi les peuples de l'Europe. (1) »

La création de François de Neufchâteau avait une telle vogue que depuis l'an VI les Expositions se sont multipliées. Mais il devient utile de faire entre elles une distinction, car l'institution affecta dès lors diverses formes. Il y eut des Expositions universelles et des Expositions spéciales — nationales et internationales — permanentes et temporaires.

Les Expositions universelles sont celles qui comprennent les objets, produits fabriqués ou instruments de production, se rattachant à toutes les industries. Dans les Expositions spéciales, on n'exhibe que des objets, produits fabriqués ou instruments de production, se rattachant à une industrie déterminée, l'industrie du cycle, par exemple, ou celle de l'automobilisme, ou encore celle de la menuiserie.

Tandis que dans une Exposition nationale les in-

(1) Journal le *Rédacteur* 4 vendémiaire an VII.

dustriels nationaux, quelle que soit d'ailleurs la branche de l'industrie à laquelle ils occupent leur activité, exposent seuls, dans une Exposition internationale, les industriels du monde entier peuvent montrer leurs procédés de fabrication et les résultats auxquelles ils arrivent.

Une Exposition peut donc être à la fois spéciale et internationale, ou universelle et nationale. La forme que nous étudierons est celle de l'Exposition universelle internationale. C'est la plus moderne, car François de Neufchâteau et ses successeurs se bornèrent à quelque chose de plus restreint, et ne firent que des Expositions universelles nationales.

II. — EXPOSITION DE L'AN IX

Dans une circulaire du 24 vendémiaire an VII, François de Neufchâteau s'occupait déjà de l'organisation de la seconde Exposition, qu'il voulait ouvrir à la fin de l'année et à laquelle il voulait joindre une sorte de concours sous le nom de « fête de l'agriculture ». Mais il fut révoqué et ce n'est qu'en l'an IX que Chaptal reprit son idée, en la développant. Chaptal en effet rendait l'institution annuelle, décidant qu'il y aurait « chaque année une Exposition publique des produits de l'industrie française, pendant les cinq jours supplémentaires, et » que cette Exposition ferait « partie de la fête destinée à célébrer l'anniversaire de la fondation de la République. » Cette Exposition de l'an IX qui compta 220 exposants, venus de trente-huit départements et 401 produits exposés, fut critiquée parce qu'on n'y trouvait guère que « des tours de force qui n'attestent sou-

vent que l'adresse et la patience d'un individu et n'apprennent rien sur l'industrie d'une contrée. »

III. — EXPOSITION DE 1802 (AN X)

En 1802 se fonda en France la « Société pour l'encouragement de l'industrie nationale » sous la présidence de Chaptal et à l'instar d'une société analogue créée en Angleterre par Shipley en 1756. Cette société s'occupa de la préparation de la troisième exposition qui eut lieu l'année même de sa fondation et où cinq cent quarante industriels représentant soixante-treize départements présentèrent leurs marchandises.

IV. — EXPOSITION DE 1806

La caractéristique de l'exposition de 1806 qui avait été instituée par le décret du 15 février 1806, se trouve dans le grand nombre des exposants. Le rapporteur, M. Costaz, fait remarquer que cent quatre départements y étaient représentés par quatorze cent vingt-deux industriels.

V. — EXPOSITION DE 1819

Pendant toute la période de l'Empire, il n'y eut plus d'expositions ; la France était occupée ailleurs. Aussi ce ne fut qu'en 1819 que Louis XVIII, sur le rapport du duc Decazes (1), décida que des expositions publiques auraient lieu à des intervalles qui ne dépasseraient pas quatre années et que la série commencerait le 29 août 1819. Par une ordonnance du 9 avril 1819, il était ordonné que non seulement les manufacturiers exposants, mais les savants, les ingé-

(1) Ordonnance du 13 janvier 1819.

nieurs, les contremaîtres, les simples ouvriers qui, par leurs découvertes, leurs inventions ou leurs travaux auraient efficacement contribué aux progrès de l'industrie, seraient récompensés. L'exposition de 1819 dura jusqu'au 30 septembre et compta seize cent soixante-deux exposants. Ce fut elle qui, la première, montra les applications de la science à l'industrie, car on y vit des machines à carder, à filer la laine, etc. Elle piqua d'émulation les étrangers chez qui, à partir de 1820, eurent lieu de nombreuses expositions : à Gand en 1820, à Tournay en 1824, à Harlem en 1825 ; l'Allemagne suivit le mouvement en 1834, l'Autriche en 1835. La Russie les avait précédées dès 1829.

VI. — EXPOSITION DE 1823

En 1823, suivant les dispositions de l'ordonnance de 1819, eut lieu à Paris une exposition. Le rapporteur, M. Héricourt de Thury, signala le phénomène de la substitution de la machine à l'homme, surtout dans la métallurgie : « Des machines puissantes, des mécanismes ingénieux, suppléent dans presque tous nos ateliers à la force bornée et trop irrégulière des hommes et des autres moteurs animés ». Le nombre des exposants en 1823 n'avait pas été très considérable ; il accusait une baisse sur celui de 1819, n'étant que de seize cent quarante-deux.

VII. — EXPOSITION DE 1827

A partir de 1827, année où s'ouvrit l'exposition suivante qui compta seize cent quatre-vingt quinze exposants et dura soixante-deux jours, on tend à donner à l'institution un rôle plus pratique : « Les produits que réclame l'exposition de l'industrie, écrit

dans son rapport M. Migneron, ce sont avant tout des objets commerciaux susceptibles d'être fabriqués en grande quantité et d'arriver à la consommation avec profit pour le manufacturier et le consommateur ». De plus en plus les expositions tendent à devenir moins un étalage de chefs-d'œuvre qu'une exhibition de choses utiles et nécessaires, et surtout indiquant la capacité de production normale des diverses industries.

VIII. — EXPOSITION DE 1834

L'application de la règle suivant laquelle des expositions devaient avoir lieu tous les quatre ans se trouva suspendue par les événements politiques qui, en 1830, changèrent le gouvernement de la France, et donnèrent la couronne à Louis-Philippe. Mais cette interruption ne fut pas de longue durée, car celui-ci, par l'ordonnance du 4 octobre 1833, décida qu'« à l'avenir les expositions périodiques de l'industrie auraient lieu de cinq ans en cinq ans ». A la suite de cette circulaire une exposition eut lieu en 1834, qui eut un grand retentissement et dont le caractère est nettement défini par M. Thiers, alors ministre du commerce, dans une circulaire aux préfets du 7 août 1833 : « Je désire, Monsieur, que votre département soit au nombre de ceux qui se feront distinguer par leurs produits, et en parlant ainsi, je n'envisage pas seulement les arts de luxe, les articles réservés à l'opulence que vos artistes pourraient offrir ; les consommations propres aux classes les plus nombreuses, perfectionnées sous le rapport de la qualité ou du moindre prix, les meubles commodes, les vêtements sains mis à la portée du grand nombre de familles, attireront autant d'intérêt que les

articles les plus brillants », Ce programme se trouva en partie réalisé par les deux mille quatre cent quarante-sept exposants, et on peut constater les efforts faits pour substituer la machine et la vapeur à l'homme dans l'industrie, mais les machines ne sont pas encore exposées, et on se borne à soumettre au public les « produits de l'industrie ».

IX. — EXPOSITION DE 1839

L'année 1839 fut marquée aussi par une exposition. Les exposants y furent si nombreux (1) et les produits apportés si divers que le jury se divisa en huit sections : 1^o tissus ; 2^o métaux et substances minérales ; 3^o machines et ustensiles agricoles ; 4^o instruments de précision et instruments de musique ; 5^o arts chimiques ; 6^o beaux-arts ; 7^o arts céramiques ; 8^o arts divers. On y signala l'extension prise par les industries de la soie et de la laine, la métallurgie du fer, les tissus imprimés, la bijouterie parisienne, et un malheureux recul de l'industrie cotonnière.

X. — EXPOSITION DE 1844

Cette industrie d'ailleurs se releva rapidement puisque, à l'Exposition de 1844, ouverte le 1^{er} mai et fermée le 30 juin (2), on constata les progrès sensibles réalisés dans cette partie et qui tenaient surtout à ce fait que les dentelles de coton se substituaient de plus en plus aux dentelles de fil. Mais la partie la plus curieuse de l'exposition de 1844 fut la salle des machines qui contenait des machines à vapeur, des

(1) Trois mille trois cent quatre-vingt-un.

(2) Trois mille neuf cent soixante exposants.

machines à imprimer, des turbines, des pompes, des métiers à filer, des calorifères, etc. (1).

XI. — EXPOSITION DE 1849

Malgré la Révolution de 1848, et quoique le gouvernement de Louis-Philippe eût été remplacé par la République, la règle posée par l'ordonnance de 1833 et suivant laquelle une exposition devait avoir lieu tous les cinq ans fut respectée et 1849 fut une année d'exposition. Le gouvernement de la République était même si attaché à l'idée, que le Ministre du commerce Touret, rêva d'élargir le cadre de l'Exposition et songea à y inviter toutes les nations. Mais d'une part, les grands industriels français protestèrent, d'autre part l'Europe entière se tenait sur la réserve la plus stricte à notre égard, et Touret renonça à son idée. Mais il étendit néanmoins par un autre côté le principe de l'exposition, car il y introduisit, à côté des produits de l'industrie, les produits de l'agriculture.

(1) Voici le passage d'un discours prononcé par le baron Thénard, et qui montre l'enthousiasme que suscita alors l'Exposition des machines : « Que serait-ce, si nous remontions jusqu'à la première Exposition, jusqu'à l'an VI ? Que de sources de richesses découvertes dans cet intervalle !... Tout a changé de face, il n'est pas un art qui n'ait été inventé ou qui ne soit devenu un nouvel art par les perfectionnements qu'il a reçus. Quelques-uns occupent un rang bien élevé dans l'échelle industrielle, mais au-dessus de tout, domine de très haut l'art d'employer la vapeur comme force motrice. C'est la plus belle conquête qu'il ait été donné à l'homme de faire. Enfin apparaissent ces moteurs de forces diverses, d'une puissance quelquefois gigantesque, qui sont la merveille des temps modernes, moteurs que la France produit maintenant à l'égal de l'Angleterre et dont la destinée sera peut-être un jour de changer la face du monde, en opérant dans les mœurs publiques la révolution la plus grande et la plus heureuse. »

L'assemblée législative vota un crédit de 600.000 fr. pour subvenir aux dépenses de « l'Exposition nationale de l'industrie française agricole et manufacturière. »

Un autre fait est à signaler : les colonies, représentées par l'Algérie, exposaient pour la première fois. Enfin, l'Exposition cessait d'être l'accessoire d'une fête d'anniversaire quelconque, anniversaire de la République, ou fête du monarque, pour vivre par elle-même et pour elle-même, en dehors de toute autre considération (1). Elle fut ouverte, suivant le vœu des chambres consultatives des arts et manufactures. et des chambres de commerce, le 1^{er} juin, l'admission des produits ayant été réglementée par une cir-

(1) Circulaire de M. Buffet, ministre du commerce, en date du 14 janvier 1849.

ANNÉES	DURÉE	NOMBRE DES EXPOSANTS	NOMBRE DES RÉCOMPENSES (2)
An VI	3 jours	110	31
An IX	6 jours	220	110
An X	7 jours	540	251
1806	24 jours	1.422	610
1819	35 jours	1.662	869
1823	50 jours	1.642	1.091
1827	62 jours	1.695	1.254
1834	60 jours	2.477	1.785
1839	60 jours	3.281	2.305
1844	60 jours	3.960	3.253
1849	6 mois	4.532	3.738

(2) Tableau tiré du rapport de M. Picard sur l'exposition de 1889.

culaire du 28 février. Le résultat fut brillant : quatre mille cinq cent trente-deux exposants y prirent part ; et ainsi se trouva terminée par un succès la série des expositions nationales en France (1).

CHAPITRE III

Les Expositions universelles internationales (2)

L'Angleterre inaugure la série des expositions internationales.

— Exposition de 1850 à Londres. — Exposition de 1855 à Paris : détails sur son organisation. — Exposition de Londres en 1862. — L'Angleterre cesse d'entreprendre des expositions. — La France continue. — Exposition de 1867, son étendue, son organisation, son succès. — L'habitude s'établit en France de faire des expositions tous les onze ans : Expositions de 1878, 1889, 1900. — Développement progressif de l'institution, Expositions à l'étranger.

Il y avait eu à Paris, de 1798 à 1849, onze expositions universelles nationales. Mais, dès 1833, on avait songé, non pas dans les sphères gouvernementales mais dans des sociétés privées, à y admettre les producteurs étrangers. Cette année-là en effet, M. Boucher de Perthes, président de la société d'émulation d'Abbeville, en exhortant les ouvriers à prendre part à l'Exposition de 1834, prononçait ces paroles bien souvent citées : « Pourquoi donc ces expositions sont-elles encore restreintes ? Pourquoi ne sont-elles pas

(1) Rapport du Ministre du commerce en date du 24 janvier 1849

(2) Cf. Les ouvrages déjà cités, et les rapports généraux et administratifs rédigés à la suite des diverses Expositions universelles internationales. — De Doncourt. *Les Expositions universelles*.

faites sur une échelle vraiment large et libérale? Pourquoi craignons-nous d'ouvrir nos salles d'exposition au manufacturier que nous appelons étranger, aux Belges, aux Anglais, aux Allemands? Qu'elle serait belle, qu'elle serait riche, une exposition européenne! Quelle mine d'instruction elle offrirait pour tous!»

Quelques années plus tard, le gouvernement adoptait l'idée d'étendre ainsi les expositions. J'ai déjà parlé de la tentative infructueuse que fit Touret en ce sens. M. Buffet, ministre de l'agriculture et du commerce, fit au commencement de 1849 une autre tentative qui ne réussit pas mieux près des chambres de commerce (1).

I. — EXPOSITION DE 1850. — LONDRES

Ce fut l'Angleterre qui inaugura l'ère nouvelle des expositions universelles internationales. Sous l'influence de Richard Cobden et du Prince Albert, la « Société royale des arts, des manufactures et du commerce » prit l'initiative de constituer une compagnie qui, ayant réuni un capital de garantie, et obtenu la sanction officielle d'une ordonnance du 3 jan-

(1) Circulaire du 31 janvier 1849 : « J'ai pensé qu'il y aurait un intérêt, pour le pays entier, à connaître le degré de progrès et perfectionnement auxquels sont parvenus les produits étrangers avec lesquels les nôtres se trouvent sans cesse en concurrence sur les marchés extérieurs. Dans le rapprochement et la comparaison que chacun pourrait faire des résultats aujourd'hui obtenus en agriculture et en industrie, soit en France, soit au dehors, il y aurait d'utiles enseignements à retirer, et surtout un principe d'émulation qui tournerait au profit du pays. »

vier 1850, entreprit une vaste exposition. Celle-ci fut installée au Palais de Cristal; elle occupa 73.150 mètres carrés de constructions qui furent terminées en six mois. La France, la Belgique, la Russie, l'Allemagne, l'Autriche, les Etats-Unis, la Suisse, l'Italie, l'Espagne, la Sicile, la Toscane, le Portugal, le Danemark, la Suède, la Norvège, la Turquie, la Grèce, la Hollande y apportèrent leur concours. L'Exposition se divisait en quatre parties : matières premières ; machines ; objets manufacturés ; sculpture, modèles, arts plastiques.

La France avait fourni mille sept cent soixante exposants, dont soixante-huit Algériens, sur un nombre total de dix-sept mille. Elle obtint mille cinquante et une récompenses. L'exposition, en cinq mois, reçut six millions de visiteurs, encaissa douze millions et demi (1) de recettes et se solda par un bénéfice de cinq millions et demi (2).

Après Londres, Dublin, New-York, Munich eurent leurs expositions.

§ II. — EXPOSITION DE 1855

En France, le décret du 27 mars 1852 ordonna la création au grand carré des Champs-Élysées « d'un édifice destiné à recevoir des expositions nationales et pouvant servir aux cérémonies publiques et aux fêtes civiles et militaires, construit d'après le système du Palais de Cristal de Londres. » Ce fut le Palais de l'Industrie,

Le décret du 8 mars 1853, supprimant l'exposition

(1) Exactement 12 700 000 francs.

(2) Exactement 5.300.000 francs.

nationale qui devait avoir lieu en 1854, créa une exposition universelle et internationale des produits agricoles et industriels. Un autre décret en date du 22 juin 1853 y adjoignit une exposition des beaux-arts, considérant « qu'un des moyens les plus efficaces de contribuer au progrès des arts est une exposition universelle, qui en ouvrant un concours entre tous les artistes du monde et mettant en regard tant d'œuvres diverses, doit être un puissant motif d'émulation et offrir une source de comparaisons fécondes ; considérant que les perfectionnements de l'industrie sont étroitement liés à ceux des beaux-arts ; que cependant toutes les expositions des produits industriels qui ont eu lieu jusqu'ici n'ont admis les œuvres des artistes que dans une proportion insuffisante ; qu'il appartient à la France, dont l'industrie doit tant aux beaux-arts, de leur assigner dans la prochaine exposition universelle, la place qu'ils méritent. » Enfin un quatrième décret, daté du 24 décembre 1853, instituait une commission chargée d'organiser l'exposition.

Celle-ci fut inaugurée le 15 mai 1855. Elle occupait 168.000 mètres carrés de superficie totale, dont 99.000 étaient couverts de constructions. Les produits étaient classés en huit groupes : 1° industries ayant pour objet principal l'extraction ou la production des richesses brutes (3 classes) ; 2° industries ayant spécialement pour objet l'emploi des forces mécaniques (4 classes) ; 3° industries spécialement fondées sur l'emploi des agents physiques ou chimiques ou se rattachant aux sciences et à l'enseignement (4 classes) ; 4° industries se rattachant aux professions savantes (3 classes) ; 5° manufactures de

produits minéraux (4 classes); 6° manufactures de tissus (5 classes); 7° ameublement et décoration, modes, dessin industriel, imprimerie, musique (4 classes); 8° beaux-arts (3 classes).

L'admission des produits avait été autorisée pour la France par des comités départementaux; pour l'étranger, par des comités librement choisis par les divers pays. Tous les Etats de l'Europe étaient représentés, ainsi que l'empire Ottoman, les colonies Anglaises, Portugaises et Espagnoles, les Etats-Unis, la Confédération Argentine, le Brésil, Costa-Rica, la République Dominicaine, le Guatemala, la République mexicaine, l'Uruguay, la Nouvelle-Grenade, l'Egypte et Tunis. Le nombre total des exposants était de 23,954 dont 11.968 étrangers. Le jury international se divisait ainsi: section de l'industrie et de l'agriculture, section des beaux-arts et section d'économie domestique, il s'était hiérarchisé en jury de classe, jury de groupe et conseil des présidents et vice-présidents des classes.

L'exposition, pour laquelle l'Etat avait dépensé 1.150.000 francs, reçut 5.160.000 visiteurs et encaissa 3 200.000 francs (1).

III. — EXPOSITION DE 1862. — LONDRES

Quelques années plus tard, l'Angleterre, qui la première avait inauguré les expositions internationales universelles, en fit une seconde, qui fut d'ailleurs la dernière dans ce pays. Cette exposition, qui devait s'ouvrir en 1861, fut retardée par la guerre d'Italie, jusqu'à l'année suivante: elle dura du

(1) Rapport du prince Napoléon — Paris 1857.

1^{er} mai au 1^{er} novembre 1862. Elle était organisée d'après le même système que la première : une société, la Société des Arts de Londres, en ayant pris l'initiative, et ayant, après avoir constitué un capital de garantie, obtenu l'autorisation gouvernementale (1) Napoléon III, que sa politique de sympathie à l'égard de l'Angleterre encourageait à prendre part à cette entreprise, nomma par décret du 14 mars 1861 une commission chargée d'assurer la participation de la France. Cinq mille cinq cent vingt Français exposèrent, alors que le nombre total des exposants fut de 27.200. L'exposition reçut la visite de six millions de visiteurs et établit ainsi son bilan : 10.450.000 fr. de recettes et 11.470.000 de dépenses ; les recettes accessoires couvrirent le surplus des frais (2).

IV. — EXPOSITION DE 1867

A partir de ce moment, l'Angleterre cessa d'entreprendre des expositions universelles. En France, au contraire, on persista dans la voie où l'on s'était engagé et on donna à ces entreprises une extension qu'elles n'avaient pas eue jusqu'alors. De plus, sans que d'ailleurs aucune règle n'intervint à cet égard, l'institution devint périodique, les expositions se succédant régulièrement de onze ans en onze ans.

Les décrets du 22 juin 1863 (3) et 1^{er} février 1865 ordonnèrent l'ouverture d'une exposition en 1867. L'opération, à la différence de ce qui s'était passé en Angleterre, fut dirigée par l'Etat, qui accorda une

(1) Charte du 14 février 1861.

(2) Rapport des délégués ouvriers parisiens — Paris 1864.

(3) Décrets rendus sur le rapport de M. Rouher.

subvention de huit millions. La ville de Paris fournit également huit millions et un emprunt de huit autres millions fut souscrit avec garantie sur les produits de l'exposition. Les parts de garantie étaient de mille francs dont vingt francs exigibles immédiatement et le reste au cas où les recettes ne couvriraient pas les dépenses. Les bénéfices devaient être répartis par tiers entre l'Etat, la ville de Paris et les souscripteurs. Une commission impériale, d'abord présidée par le prince Napoléon, puis par le ministre d'Etat, reçut la charge de la direction et de la surveillance. Le souci qui domina les organisateurs fut de montrer les progrès réalisés par l'industrie, et d'en faire en quelque sorte l'histoire. L'admission des produits fut prononcée par des comités de classes désignés par la Commission impériale, mais on conserva les comités départementaux qui dans les expositions précédentes étaient chargés de ce soin, en réduisant leur rôle à la propagande. Comme d'ordinaire, l'enceinte de l'exposition fut considérée comme un entrepôt réel de douanes pour les produits exposés. Les produits, classés en dix groupes et quatre-vingt-quinze classes (1), occupèrent 687.000 mètres carrés

(1) 1^o Œuvres d'art postérieures au 1^{er} janvier 1855 et n'ayant pas figuré à l'exposition de 1855 (5 classes) 2^o Matériel et applications des arts libéraux (8 classes). 3^o Meubles et autres objets destinés à l'habitation (13 classes). — 4^o Vêtements et autres objets portés par la personne (13 classes). — 5^o Produits des industries extractives (7 classes). — 6^o Instruments et procédés des arts usuels (20 classes). — 7^o Aliments à divers degrés de préparation (7 classes). — 8^o Produits vivants et spécimens d'établissements de l'agriculture (9 classes). — 9^o Produits vivants et spécimens de l'horticulture (6 classes).

dont 158.000 furent occupés par la France. Toutes les colonies françaises étaient représentées et, pour la première fois on avait fait une part à l'enseignement et à la sociologie. Le jury, composé de 627 membres, dont 318 Français, accorda 19.395 récompenses. Il y eut onze millions de visiteurs, soit le double de ce qu'il y avait eu en 1855. La recette totale fut de 26.257 000 francs alors que les dépenses n'atteignaient que 23.440.000 francs. L'excédent des recettes fut donc de 8.216,000 francs. Le rapport administratif fut rédigé par Le Play. Michel Chevalier fit une introduction aux rapports du jury, et les délégations ouvrières rédigèrent aussi des rapports particuliers

V. — EXPOSITION DE 1878

Onze ans après, en 1878, autre exposition. Elle avait été décidée par les décrets du 4 et 13 avril 1876, La loi du 29 juillet 1876 avait mis à la disposition du gouvernement les crédits nécessaires, les dépenses étant évaluées à 35.313.000 francs et les recettes à 19.235.000 francs, ce qui laissait, étant déduit les six millions que fournissait la ville de Paris, 10.078.000 francs à la charge de l'Etat, puisqu'aucun capital de garantie n'avait été constitué. L'exposition de 1878 fut particulièrement brillante : on avait voulu donner au monde la preuve que la France, si bas tombée en 1870, s'était relevée et avait reconquis son ancienne place parmi les nations. Le Champ de Mars, le Trocadéro et le quai d'Orsay jusqu'au pont de l'Alma et à l'esplanade des Inva-

— 40° Objets spécialement exposés en vue d'améliorer la condition physique et morale de la population (7 classes).

lides, fournissaient le cadre qui contient l'exposition. Les produits se répartissaient en neuf groupes et quatre-vingt-dix classes (1). Des comités départementaux organisèrent une propagande active. La distribution de la force motrice étant, comme en 1867, gratuite ainsi que les emplacements, les exposants n'eurent à payer que la décoration (2). Les résultats de l'exposition, dont la durée fut de six mois (3), étaient appréciés par un jury de huit cents membres qui eût à juger 52.835 exposants dont 25.872 Français et le reste composé d'étrangers appartenant à trente-six gouvernements. Des congrès nombreux réunirent des savants illustres; il y eut le congrès de la propriété industrielle, celui de la propriété artistique, celui d'hygiène, puis le congrès pour l'amélioration du sort des aveugles et sourds-muets, le congrès pour l'unification des poids, mesures et monnaies, les congrès de démographie, de statistique, de génie civil, de météorologie, de géologie, de botanique et d'horticulture.

Plus de seize millions de personnes vinrent visiter l'exposition. Les dépenses s'élevèrent à 55.389.961 fr. et les recettes à la somme de 26 685.196 francs. La

(1) 1^o Œuvres d'art postérieures à 1867. — 2^o Education et enseignement, matériel et procédés des arts libéraux. — 3^o Mobilier et accessoires. — 4^o Tissus, vêtements et accessoires. — 5^o Industries extractives. — 6^o Outillage et procédés des industries mécaniques. — 7^o Produits alimentaires. — 8^o Agriculture et pisciculture. — 9^o Horticulture. — En outre, au Trocadéro, se trouvait une exposition de l'art ancien.

(2) Pour la galerie des Beaux-Arts, l'Etat supporta tous les frais.

(3) Du 1^{er} mai au 1^{er} novembre.

subvention fournie par la ville de Paris figure dans les recettes, d'où il résulte que le déficit à la charge de l'Etat est de 37 704.764 francs (1).

VI. — EXPOSITION DE 1889

L'exposition de 1878 coûta donc fort cher, mais cela n'empêcha pas la France de continuer sa constante tradition en ouvrant, en 1889, une nouvelle exposition à Paris. Dès le mois de juin 1883, M. Hérisson, ministre du commerce, recevait un groupe d'industriels et de députés qui l'entretenaient d'une exposition *nationale* qui se serait ouverte en 1885. Ce projet n'aboutit pas. Mais le 8 novembre 1884, M. Rouvier, ministre du commerce, adressait à M. Grévy, président de la République, un rapport à la suite duquel intervinrent deux décrets, le premier décidant qu'une exposition universelle s'ouvrirait à Paris le 5 mai 1889, le second instituant une commission de trente membres chargés d'étudier les moyens d'exécuter le projet. Cette commission se mit au travail et déposa son rapport le 10 mars 1885. Elle évaluait les dépenses à cinquante millions, et élaborait un projet financier pour y subvenir. L'Etat et la ville de Paris fournissaient vingt-huit millions; le rendement des entrées était évalué à quatorze millions; les concessions devaient fournir quinze millions et la revente des matériaux un million, soit en tout cinquante-huit millions. La commission avait imaginé une association de garantie afin « de donner à l'Etat la certitude que les recettes comprises

(1) Rapport de M. Krantz. — Paris 1881.

parmi les voies et moyens de l'Exposition seront réellement recouvrées » Le 3 avril 1886 le gouvernement proposa au Parlement un projet de loi réglant la situation financière de la future exposition. Les vues du gouvernement furent adoptées et la loi du 7 juillet 1886 édicte les dispositions suivantes : les dépenses à effectuer pour l'exposition sont fixées à 43 millions ; l'Etat y contribue pour 17 millions, la ville de Paris pour 8 millions, Le surplus, soit 18 millions, est fourni par l'association de garantie formée par la convention du 27 mars 1886 conclue entre le Ministre du Commerce, la ville de Paris et le directeur du Crédit Foncier. Les bénéfices possibles seront partagés entre les trois parties au prorata de leurs apports.

En vertu de cette loi, une souscription au capital de garantie fut ouverte, qui fut close le 1^{er} mai 1888. 23.124 actions de mille francs avaient été souscrites et le premier versement était de 50 francs par action. Mais on constata bientôt que les dépenses seraient bien supérieures aux prévisions. C'est alors que sur la proposition du directeur du Crédit Foncier, une nouvelle combinaison intervint, que consacra la loi du 4 avril 1889. Un syndicat de banquiers s'engageait à verser dans les caisses publiques, à des échéances échelonnées du 1^{er} mai au 31 août 1889, une somme de 21.500 000 francs. Par contre, ils étaient autorisés à émettre 1 200 000 bons de 25 francs munis de 25 tickets d'entrée et donnant droit à quatre-vingt-un tirages à lots répartis entre 1889 et 1964, date à laquelle les bons seraient remboursés à leur valeur d'émission. De plus, et pour terminer l'exposé du budget de l'exposition, il faut ajouter

que les colonies accordèrent des subventions (1).

Par un arrêté en date du 26 août 1886, le ministre du commerce avait fixé le règlement général de l'Exposition et réparti les produits en neuf groupes (2). Le 2 août 1887 un autre arrêté organisait les conférences et les congrès.

L'Exposition avait à sa tête un commissaire général qui était le ministre du commerce lui-même, ayant sous ses ordres trois directeurs généraux, un pour les travaux, un pour l'exploitation, et un pour les finances, et des commissaires spéciaux pour les expositions des beaux-arts, des colonies et des pays de protectorat. Enfin les services administratifs étaient complétés par une commission de contrôle financier et plusieurs comités techniques.

Les exposants ne payaient pas l'emplacement, le terrain de l'exposition était considéré comme entrepôt réel de douane, les marchandises étrangères ne payaient pas de droit de statistique, ni de droits de

(1) L'Algérie, 350.000 francs. — Le Gabon, 5.000 francs. — La Guadeloupe, 40.000 francs. — La Guyane, 20.000 francs. — L'Inde française, 10.000 francs. — La Martinique, 12.500 fr. — Mayotte, 3.000 francs. — Nossi-Bé, 4.000 francs. — Nouvelle-Calédonie, 12.000 francs — Réunion, 10.000 francs. — St-Pierre et Miquelon, 7.000 francs. — Sénégal, 25.000 francs. — Tahiti, 20.000 francs. — Tunisie, 510.000 francs.

(2) 1° Œuvres d'art (5 classes). — 2° Education et enseignement, matériel et procédés des arts libéraux (11 classes). — 3° Mobilier et accessoires (13 classes). — 4° Tissus, vêtements et accessoires (11 classes). — 5° Industries extractives, produits bruts et ouvrés (7 classes). — 6° Outillage et procédés des industries mécaniques, électricité (19 classes). — 7° Produits alimentaires (7 classes). — 8° Agriculture et pisciculture (4 classes). — 9° Horticulture (6 classes).

douanes sauf si elles étaient livrées à la consommation, auquel cas elles étaient soumises au régime des produits de la nation la plus favorisée. Les gouvernements étrangers invités, se récusèrent officiellement pour la plupart, l'Exposition étant destinée à fêter le Centenaire de la Révolution (1), mais ils soutinrent très activement leurs nationaux exposants.

Le rapport général fait par M. Picard, qui depuis fut commissaire général de l'Exposition de 1900, nous fournit les renseignements suivants : la superficie de l'Exposition de 1889 fut de 958.572 mètres carrés, où exposèrent 55.486 industriels dont 30.122 Français et 5.110 artistes dont 2 955 Français. Le nombre des visiteurs s'éleva à 25 121.975. La somme totale des dépenses fut de 46 500.000 francs auxquels on doit ajouter 6.817.000 francs de crédits spéciaux accordés aux membres du gouvernement pour frais de représentation et de frais résultant des gratifications accordées aux agents de l'Etat en résidence à Paris et dont le traitement ne dépassait pas 2.500 francs.

Les recettes dépassèrent beaucoup le chiffre sur lequel on comptait tandis que les dépenses restaient inférieures à ce qu'on avait prévu. L'excédent des recettes sur les dépenses fut de huit millions.

L'admission des produits français avait été préparée par des comités départementaux et prononcée par les comités des groupes et le comité supérieur de révision. Des commissions étrangères admettaient les produits étrangers, sous le contrôle de l'administration française. Le Jury des récompenses, divisé

(1) Discours du premier ministre Hongrois.

en jurys de classes, jurys de groupe et jury supérieur, comptait 1.052 membres titulaires et 306 suppléants, 33.889 récompenses furent accordées.

En somme, l'Exposition de 1889 peut se compter comme un succès.

§ VII. — EXPOSITION DE 1900

Sa réussite fut telle que, à peine les comptes en étaient-ils terminés, le ministre du commerce soumettait au Président de la République un rapport d'où j'extrais ce passage : « La périodicité admise jusqu'ici ramène nécessairement la prochaine exposition de Paris qui semblait dès 1889 s'imposer aux pouvoirs publics, à l'année 1900. Ce sera la fin d'un siècle de prodigieux effort scientifique et économique ; ce sera aussi le seuil d'une ère dont les savants et les philosophes prophétisent la grandeur et dont les réalités dépasseront sans doute les rêves de nos imaginations. L'Exposition de 1900 constituera la synthèse, déterminera la philosophie du ^{xix}^e siècle. » A la suite de ce rapport, le décret du 13 juillet 1892 décida qu'« une Exposition universelle des œuvres d'art et des produits industriels ou agricoles s'ouvrira à Paris le 5 mai 1900 et sera close le 31 octobre suivant » Un autre décret du 5 novembre 1892 nommait la commission préparatoire et un troisième, en date du 10 novembre, organisait une commission consultative appelée : « Commission supérieure des Expositions » pouvant être appelée à donner son avis sur toutes les questions relatives aux expositions internationales, ainsi qu'aux expositions françaises à l'étranger, notamment sur la préparation et l'organisation des expositions internationales ayant lieu en

France, sur les conditions de la participation officielle de la République française aux expositions étrangères, sur l'organisation de cette participation et sur la quotité des crédits ou subventions à demander aux Chambres (1).

Le 10 juin 1893, au cours de la discussion du budget de 1894, la Chambre votait un crédit d'études ; le gouvernement ayant demandé 10.000 francs pour diverses expositions, la commission du budget fit réduire le crédit à 5.000 francs en l'affectant à l'exposition de 1900 (2).

Le 9 septembre 1893, sur un rapport de M. Terrier qui avait succédé à M. Jules Roche au ministère du commerce, un décret organise les services généraux de l'exposition de 1900. Il les place sous l'autorité du ministre du commerce et ordonne qu'ils soient dirigés par un commissaire général (art. 1^{er}). Le commissaire général et la Commission préparatoire élaborèrent alors un plan portant fixation de l'emplacement et des moyens de transport ; ce plan fut approuvé provisoirement (3) et devint dans la suite définitif. Il en fut de même (4) du règlement administratif réglant les conditions d'admission, instituant les comités départementaux de propagande, fixant l'expédition, la réception, l'installation et la réexpédition des œuvres et produits, le régime au point de vue

(1) Art. 2 du décret.

(2) Sur l'exposition de 1900, voir Chambre 21 nov. 1895. J. Off., Doc. Parlem. 1895, p. 1 300. — Chambre 3 février 1896. J. Off. Doc. Parlem. 1896 p. 124 et suivantes. — Sénat 9 juin 1896 J. Off., Doc. Parlem. 1896, p. 137 à 146.

(3) Décret du 18 novembre 1893.

(4) Décret du 4 août 1894.

des douanes, des contributions indirectes et de l'octroi, les récompenses aux exposants, la classification générale de l'exposition.

Mais l'opportunité d'une exposition en 1900 était très contestée. Le principe des expositions universelles n'était pas encore attaqué mais beaucoup prétendaient que le projet qui « ne reposait que sur une idée abstraite — l'idée d'une date fin de siècle — ne correspondait à aucun besoin national ». « Nous ne songeons pas à méconnaître, écrivait-on, que, dans une certaine mesure, les expositions antérieures aient eu leur raison d'être. En 1855 on tentait un essai. En 1867, l'Empire, déjà ébranlé, cherchait un dérivatif pacifique.... En 1878, le pays avait à cœur d'affirmer qu'il s'était relevé de ses ruines.... En 1889 on a célébré 1789 qui est une date dans l'histoire ; 1900 n'est qu'une date dans le calendrier (1) ».

D'autre part, un mouvement décentralisateur se produisait. Sur l'instigation de M. Léon Goulette la Ligue lorraine de décentralisation, discutant même le principe des expositions, publiait une brochure intitulée : « *Pas d'exposition en 1900* » et le conseil municipal de Nancy, le 13 août 1895, émettait le même vœu qu'adoptaient aussi les Conseils généraux du Rhône, de Meurthe-et-Moselle, de la Côte-d'Or et de l'Aube. Aussi le 8 février 1896, le Ministre du commerce consulta les Chambres de commerce qui firent parvenir leur avis le 17. La majorité donnait un avis favorable au projet d'exposition.

Celle-ci se fit donc. Le nombre des visiteurs qu'elle

(1) « *Pas d'exposition en 1900* » Nancy, 1895.

reçut s'élève à 50 millions. Le budget des prévisions était ainsi établi : les recettes composées de soixante millions résultant d'une émission de bons à lots non remboursables, de vingt millions fournis par l'Etat et de vingt millions fournis par la ville de Paris devaient s'élever à cent millions, et équilibrer les dépenses qui, s'élevant aussi à cent millions, devaient se répartir ainsi : huit millions pour l'administration, soixante-treize millions pour les travaux, douze millions pour l'exploitation, sept millions pour la réserve. Le total des dépenses définitives fut de 116 500.000 francs et le total des recettes définitives de 114.456 213 francs, ce qui donna un excédent de dépenses de 2 millions 40.000 francs.

VIII. — EXPOSITIONS INTERNATIONALES A L'ÉTRANGER

Durant ce siècle, quelques nations étrangères firent quelques expositions : à Londres, de 1871 à 1874, il y eut une série d'expositions spéciales ; puis il y eut des expositions universelles à Vienne en 1873, à Philadelphie en 1876, à Sydney en 1879, à Melbourne en 1880, à Amsterdam en 1883, à Anvers en 1885, à Barcelone en 1888, à Bruxelles en 1888, à Moscou en 1891, à Chicago en 1893.

Mais ces expositions n'atteignirent nulle part l'importance et l'éclat des expositions françaises, importance d'ailleurs qui a cru dans de vastes proportions depuis 1855. La France est donc restée jusqu'à ce jour la terre classique des expositions. Il reste à savoir si c'est là un privilège qu'elle doit s'attacher à conserver ou bien si, au contraire, elle n'aurait pas eu tort de développer ainsi l'idée de François de Neufchâteau.

Tableau comparatif des Expositions universelles
internationales ouvertes en France (1)

DATES	SUPERFICIE	NOMBRE DES EXPOSANTS	NOMBRE DE VISITEURS
1855	11 hectares	25.600	4.180.117
1867	20 hectares	52.200	9.062.965
1878	29 hectares	52 835	16.102.089
1889	50 hectares	60.000	28.121.975
1900			50.000.000

(1) Ce tableau est extrait de la *Grande Encyclopédie* : mot Exposition

CHAPITRE IV

Organisation d'une Exposition (1)

I. Organisation administrative. — Entreprise privée ou nationale. — Combinaisons financières. — II. Règlements divers. Le ministre du Commerce, chef des services administratifs. — Admission, réception, retrait des produits. — Rapports de l'administration avec les exposants. — III. Situation juridique des locaux et des produits. — Récompenses.

SECTION I

Mais avant d'examiner les conséquences économiques des expositions, il est nécessaire de montrer quelle est l'organisation, la structure des entreprises de ce genre parvenues au degré de développement qu'on leur donne aujourd'hui. Il faut montrer comment elles naissent, se développent, vivent et meurent, étudier les modes d'exploitation, d'organisation générale, d'administration, énoncer enfin quelques règles sur la situation juridique de l'œuvre elle-même, et de ceux qui y prennent part.

Une exposition universelle internationale peut être organisée et exploitée soit par l'Etat, soit par une municipalité, soit par une société privée. Il peut aussi intervenir, entre ces différentes personnes morales, des ententes pour arriver au même but. C'est ainsi que l'Etat, dans le cas où c'est une société privée qui entreprend une exposition, inter-

(1) Cf. Les rapports administratifs sur les expositions (déjà cités). — Lacointa : *Les Expositions universelles ou spéciales au point de vue du droit*.

vient généralement pour la patronner et la subventionner.

Par exemple les expositions de Londres en 1851 et en 1862 ; l'exposition de Philadelphie en 1876, furent organisées et dirigées par des sociétés privées fonctionnant sous le patronage de l'Etat. En France, ce système n'a été adopté que pour des expositions internationales spéciales (1).

L'Etat, avons-nous dit, peut agir seul, et exploiter seul l'entreprise qu'il a fait naître seul. C'est le mode qu'a adopté en 1873 le gouvernement autrichien, et auquel s'est rallié, en 1878, le gouvernement français (2). Mais, pour l'organisation des expositions universelles françaises, on a préféré une autre combinaison, à savoir une entente entre l'Etat et une société privée. La crainte d'un déficit financier possible est la cause de cette préférence, qui a fait employer ce système en 1867, en 1889, et en 1900.

Nous avons déjà dit, au cours de notre exposé historique, quelques mots de l'organisation de ces expositions. Nous y revenons ici, car il nous paraît utile de bien montrer la structure même des entreprises sur lesquelles porte cette étude.

Le 19 mars 1865 intervint entre le Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, représentant l'Etat, le préfet de la Seine représentant la ville de Paris, et les membres de la Commission impériale, fondateurs d'une association de garantie, une convention, qui fut approuvée par la loi du

(1) Exposition d'électricité en 1881 (D. 23-26 oct. 1880). — Expositions ouvrières de 1885 et de 1891 (L. 24-25 mars 1891).

(2) L. 29 juillet 1876. — D. P. 76 4-118. — D. 18 oct. 1876.

8 juillet 1865 et qui fut le premier acte de l'organisation de l'Exposition de 1867. Aux termes de cette convention l'Etat et la ville de Paris s'engageaient à fournir par portions égales à l'Exposition, une subvention de 12 millions ; et l'association, de son côté, prenait l'engagement de réaliser le capital de garantie. La subvention devait être entièrement employée avant que les associés eussent à fournir des fonds ; et, au cas où le produit des recettes, ajoutées aux subventions, excéderait le montant des dépenses, la différence serait considérée comme bénéfice et partagée entre les trois contractants.

En 1889, une convention de même nature intervint mais le capital à souscrire par l'association de garantie ne fut pas limité et on en fixa seulement le minimum : 18 millions. L'association était présidée par le ministre et devait être consultée par lui au sujet de tous les actes de gestion financière. La convention prévoyait le cas où les dépenses excéderaient 43 millions ; alors l'Etat devait seul les supporter, mais s'en rembourserait, avant tout prélèvement au profit de la ville et de la société, sur les recettes excédant 18 millions. Une loi des 6 et 7 juillet 1886 approuva cette convention qui fut modifiée dans la suite.

En effet le Crédit Foncier s'engagea à verser à des échéances échelonnées du 1^{er} mai au 30 août 1889, 21,500,000 francs, somme supérieure de trois millions et demi à celle que la société de garantie s'était engagée à fournir ; en échange de quoi, la société était autorisée à émettre 1,200,000 bons de 25 francs, munis de 25 tickets d'entrée, bons qui devaient participer à 81 tirages à lots, répartis sur l'année 1889 et les 75 années suivantes. Ceux qui resteraient dans la

circulation au bout de ces 75 années seraient remboursés au prix d'émission. Cette combinaison fut approuvée par la loi des 4 et 5 août 1889.

Pour l'Exposition de 1900, une combinaison similaire intervint, mais les bons que la société de garantie était autorisée à émettre ne portèrent plus que vingt tickets d'entrée, furent émis au prix de vingt francs et ne furent pas remboursables.

SECTION II

C'est une loi qui, en France, fixe l'ouverture et la durée de l'exposition ; mais tous les rouages administratifs de l'entreprise sont l'objet de décrets. Il n'y a que le régime financier qui soit réglé par une ou plusieurs lois, ce qui est conforme aux principes d'une République Parlementaire.

L'ouverture d'une exposition ayant été décidée, c'est au ministre du commerce, d'accord avec ses collègues, qu'incombe la charge d'en organiser l'exécution. Il est secondé dans cette tâche par une Commission supérieure qu'il préside lui-même, comme en 1889, ou qui est présidée par un Commissaire général, agissant en son nom, comme en 1900.

Aux côtés de ce Commissaire général, et placés sous son autorité directe, se trouvent des chefs de service, qui, même s'ils ne sont pas rétribués, doivent être considérés dans l'accomplissement de leur tâche, comme fonctionnaires publics.

Le Commissaire général élabore un règlement général qu'un décret ou un arrêté ministériel approuve, et complète.

Puis des règlements particuliers, émanés de la même source, déterminent les détails de l'organisa-

tion, règlent les rapports entre les exposants et les autres participants avec l'administration, édictent les conditions d'admission, font connaître les cahiers des charges imposés aux entrepreneurs et concessionnaires, traitent des conditions d'entrée, de transport, de sorties des marchandises, etc.

Quand tout cela est fait, le gouvernement convie par la voie diplomatique les Etats étrangers à y prendre part. Si ceux-ci acceptent officiellement, ils forment une commission chargée d'organiser la participation de leurs nationaux. S'ils déclinent l'invitation, et refusent de prendre part officiellement à l'œuvre projetée, il arrive le plus souvent que l'initiative privée se substitue, dans chaque Etat, au gouvernement, qui ne se refuse jamais à faciliter la tâche ainsi entreprise. C'est ce qui arriva, dans la plupart des Etats européens, pour l'exposition ouverte par la France en 1889.

Chaque commission ou comité étranger désigne un délégué qui aura seul qualité pour entrer en son nom en rapport avec l'administration de l'exposition. Au cas où un gouvernement étranger prend part officiellement à l'exposition, c'est lui qui prononce l'admission des produits.

C'est ainsi qu'est facilitée la participation des étrangers à l'exposition.

En France, pour attirer l'attention des nationaux sur l'entreprise et encourager les industriels, artisans et commerçants à y prendre part, on constitue des comités départementaux qui provoquent les demandes. De semblables Comités fonctionnent aussi dans les colonies. Et auprès du commissariat général, fonctionnent des comités d'admission, chargés du choix

définitif, et répartis le plus souvent en comités de classes, comités de groupes, et comité supérieur. celui-ci jugeant en dernier appel.

Le commissariat général répartit les emplacements, ordinairement accordés gratuitement aux exposants (1), qui en tirent parti à leur frais. Les concessions aux cafetiers, restaurateurs, directeurs de théâtre, se font soit à l'amiable, soit par contrat, soit par adjudication. Les services de surveillance, d'entretien des locaux, etc., sont à la charge de l'administration.

Les produits exposés ne peuvent ordinairement pas être retirés de l'enceinte de l'exposition avant la clôture de celle-ci, à moins d'une autorisation spéciale de l'administration.

Peu de temps avant la clôture, on procède à la distribution des récompenses, les marchandises ayant été examinées, durant l'exposition, par un jury international (2), les jurés nationaux étant nommés par la commission organisatrice, et les jurés étrangers par la commission de leur pays, proportionnellement à l'espace occupé dans l'exposition par les produits de leur patrie, ou au nombre de leurs concitoyens exposants. Il y a généralement trois degrés de juridiction : les jurys de classe, les jurys de groupe et le jury supérieur. Les exposants membres du jury et les administrations publiques sont mises hors concours.

(1) Règlement général de l'exposition de 1900. — Décret du 4 août 1894.

(2) En France, le jury est toujours international. A l'exposition de Chicago, il n'en a pas été ainsi et des difficultés sans nombre surgirent.

SECTION III

a) Les terrains occupés par l'exposition sont la propriété soit de l'Etat, soit d'une ville, soit de particuliers. Si le propriétaire des terrains est une ville, elle les met, en général, gratuitement à la disposition de l'Etat ou de la société organisatrice, en renonçant même à son droit d'accession sur les bâtiments qu'on y élève. De même l'administration de l'exposition abandonne à son tour son droit d'accession sur les bâtiments élevés par les exposants. (1)

Le contrat qui lie l'administration et les exposants est un contrat de dépôt ; les règles qui, en droit français, régissent cette matière, sont donc applicables, nonobstant toute clause contraire. Les créanciers de l'administration n'ont, par suite, sur les objets exposés, aucun droit de gage et ne peuvent les saisir.

b) A ce même point de vue de l'organisation juridique d'une exposition, il est une chose grave qu'il faut signaler : les expositions universelles sont considérées depuis 1855, comme entrepôts réels de douanes (2). De la sorte, les marchandises, pendant la durée de l'exposition, peuvent y rester en dépôt sans acquitter les droits de douane. La perception de ces droits est en quelque sorte suspendue. Si, après la clôture, le propriétaire des marchandises introduites les livre à la consommation intérieure, il acquitte les droits à la sortie de l'entrepôt ; s'il les

(1) Un seul jugement en sens contraire. Trib. Seine 6 août 1878.

(2) Cf. Règlement expos. de 1855, art. 21. — Règlement expos. de Londres en 1862, art. 104. — Règlement expos. de 1867, art. 44. — Règlement expos. de 1878, art. 37.

réexporte, il est quitte de toute redevance. Jusqu'au moment où il prend ainsi une résolution, ses marchandises sont considérées par l'administration des douanes comme se trouvant toujours à l'étranger.

Un autre privilège, corollaire de celui que nous venons d'indiquer, profite aux produits étrangers entrés en France pour être exposés. Ils sont, en effet, affranchis des droits de statistique et d'octroi et ils circulent « en transit et à destination d'entrepôt réel ». L'envoi a lieu « sous les conditions du transit international ou du transit ordinaire, au choix des intéressés, par tous les bureaux ouverts au transit (1) ». La douane vérifie l'exactitude des déclarations lors de l'arrivée à l'exposition.

Nous avons dit que ce privilège de voyager en transit était un corollaire de l'institution des expositions en entrepôt réel de douanes. En effet, par le transit, on emprunte temporairement un territoire étranger pour faire parvenir des marchandises dans un autre Etat étranger dont on est séparé par le premier. Les expositions, en tant qu'entrepôts réels, étant considérées temporairement comme territoire étranger, le privilège dont nous venons de parler dérivait logiquement de celui que nous énoncions plus haut.

De cette situation spéciale faite au point de vue de la perception des droits de douane aux produits étrangers admis à l'exposition découlent plusieurs conséquences ; les objets vendus ou saisis en cours

(1) L'expédition en transit international est affranchie de toute visite, l'expédition en transit ordinaire ne donne lieu qu'à une visite sommaire et les plombs de douane sont apposés gratuitement.

de route paient des droits ; car, par le fait même de leur saisie ou de leur vente, ils sont livrés à la consommation intérieure ; le saisissant d'un produit admis à l'exposition doit payer les droits de douane avant d'entrer en possession, mais il bénéficie des tarifs de la nation la plus favorisée ; il n'en est pas ainsi du saisissant de produits non admis, qui paie les droits applicables au pays d'origine du produit saisi.

Les produits envoyés à l'exposition sont encore exonérés des contributions indirectes proprement dites : les spécimens de boissons exposés par exemple, ne paient pas les droits d'octroi.

Pour terminer, faisons observer que la constitution d'une exposition en entrepôt réel de douanes est un privilège et une dérogation au droit commun. On ne saurait donc l'étendre en dehors des limites fixées par les textes. A tout autre point de vue que la perception des droits de douane, le droit commun est applicable aux marchandises exposées et il ne saurait en aucune manière, être question ici d'exterritorialiser les sections étrangères.

DEUXIÈME PARTIE

Les expositions universelles et leur influence sur le commerce, la production et la consommation

CHAPITRE PREMIER

Les expositions universelles et leur influence sur le commerce extérieur (1)

Les expositions sont-elles un moyen de faire connaître à l'étranger les produits français? — Leur influence sur les exportations. : Statistiques. — Leur influence sur les importations : Statistiques. — Comparaison entre les valeurs respectives des importations et des exportations pendant les périodes d'exposition. — Les expositions n'impriment pas à notre commerce d'exportations une impulsion très vigoureuse. — Les expositions profitent surtout aux nations jeunes ou à celles dont la situation économique s'est subitement améliorée. — La plus-value d'affaires amenées par certaines expositions ne profite qu'à certaines branches de commerce. — Les expositions ne dévoilent pas les procédés de fabrications.

Le premier avantage et le plus important que l'on tire des expositions, prétendent les partisans de ces entreprises, consiste en un accroissement formidable de notre commerce extérieur. Les expositions sont un

(1) Cf. *Bulletin mensuel de l'office du travail*, (années 1899, 1900, 1901) — *Journal officiel* : Débats parlementaires, chambre des députés 96, p. 124 et suivantes et p. 464 et suivantes. — *Ministère du commerce* : *Annales du commerce extérieur* : exposé comparatif pour la période 1882-1896. — Morillon : *les Résultats de l'Exposition* : Rapport de M. Picard, T. IX, 393 et suivantes.

moyen pratique offert aux industriels de révéler les progrès qu'ils ont accomplis, et d'affirmer leur supériorité. On a dit souvent que le Français était un industriel excellent, mais un mauvais commerçant : il ne sait pas faire connaître à la clientèle étrangère ses produits souvent si supérieurs, il néglige les moyens de réclame ordinaires, dédaigne les prospectus et les annonces, n'envoie pas chez les peuples étrangers ces voyageurs qui prônent les marchandises, les font valoir et les font acheter. Or les expositions offrent un système de réclame excellent : bien plus que les prospectus, bien plus que les annonces, plus même que les voyageurs de commerce, elles sont susceptibles d'agir sur l'esprit de la clientèle possible, et de produire une profonde impression sur l'acheteur étranger qu'elles mettent en contact avec le produit, lui permettant d'examiner et de comparer des produits qu'il ignorait et ignorerait toujours sans elles.

Voilà la thèse. Si elle correspond à la réalité, il est évident que toutes les expositions ont dû avoir pour conséquence un accroissement sensible de notre commerce extérieur. (1) Nous devons donc envisager successivement, pour résoudre cette question, leur influence sur nos exportations et sur nos importations.

(1) a) C'est une loi générale que nous cherchons à dégager. Il ne faudra donc, au cours de cette étude, nous attacher qu'aux phénomènes qui se sont produits d'une manière constante, après toutes les expositions. Ou du moins, si un fait qui d'ordinaire se rencontre après les expositions n'est pas né après l'une d'entre elles, il nous faudra, si nous voulons le retenir, montrer pourquoi, par suite de quelles circonstances, il ne s'est pas produit alors. D'autre part, il nous faudra nous

SECTION I

En relevant le mouvement des exportations quelques années avant et quelques années après les expositions, on aboutit aux résultats suivants :

a) *Exposition de 1855.* — En 1852 la valeur de nos exportations s'élevait à 1.257 millions, en 1853 à 1.242 millions, en 1854 à 1.414 millions. En 1855, année de l'exposition, elle monte à 1.558 millions et s'élève en 1856 et 1857 à 1,893 et 1.866 millions. Donc l'accroissement de la valeur de nos exportations fut de quatre cents millions en deux ans, et ce phénomène, qui ne fut pas suivi d'un phénomène contraire, c'est-à-dire d'une baisse, fit son apparition l'année même de l'exposition.

assurer, avant d'invoquer un fait, qu'il y a bien un rapport de causalité entre l'exposition et lui. Ainsi par exemple, au sujet de l'influence des expositions sur nos exportations et nos importations, nous nous assurerons, avant de conclure que les expositions amènent un accroissement ou une diminution de notre commerce extérieur, que cet accroissement ou cette diminution se sont produites après toutes les expositions, et ce n'est qu'alors, et après avoir analysé les chiffres fournis par les statistiques, que nous pourrons conclure d'une manière générale.

b) Pour observer le commerce extérieur, il faut distinguer le commerce spécial du commerce général. Ce dernier comprend le mouvement de toutes les marchandises qui entrent en France ou qui en sortent, tandis que le commerce spécial ne comprend que le mouvement des marchandises qui ont été produites à l'intérieur et qui sont exportées pour être consommées à l'étranger, et le mouvement des marchandises produites à l'étranger et dont l'importation a pour but leur consommation à l'intérieur : il ne comprend donc ni les marchandises en transit, ni les admissions temporaires. Les chiffres signalés dans cette étude se rapportent au commerce spécial.

Il est vrai de dire qu'à cette époque les voies de communication se perfectionnaient en France d'une façon extraordinaire, par l'introduction et le développement des chemins de fer, ce qui amena une extension rapide de nos relations commerciales.

b) En l'année 1867, année d'exposition, nos exportations fléchirent considérablement, et ce ne fut qu'en 1869 qu'un relèvement se produisit, qui fit remonter le chiffre ; mais néanmoins, en 1869 même, la valeur des marchandises exportées n'atteignit pas la somme à laquelle elle était parvenue dans les années précédentes. L'aurait-elle atteint dans la suite ? Nul ne peut le dire, car les malheureux événements de 1870 causèrent un trouble profond dans la situation économique, et rendent impossible toute appréciation de ce genre. Pour chacune des années 1864, 1865, 1866, les exportations se chiffraient par 2.924 millions de francs, 3.088 millions et 3.181 millions. Elles baissent en 1867, n'atteignant plus que 2.826 millions et en 1868, où leur valeur est de 2.790 millions. En 1869 elles s'élèvent à 3.075 millions.

c) L'histoire de nos exportations pendant la période qui s'étend de 1876 à 1880, et qui comprend une année d'Exposition, 1878, est semblable à celle que nous venons de retracer ; mais après 1880, une ère de prospérité durable s'ouvrit pour notre commerce extérieur. En 1876 la valeur de nos exportations s'élève à 3,776 millions, en 1877 à 3,436 millions, en 1878 elle fléchit de plus de deux cents millions puisqu'elle n'atteint plus que 3,180 millions. Ce n'est qu'en 1880 qu'elle arrive de nouveau au chiffre auquel elle était montée avant l'Exposition. En 1879 elle n'était encore que de 3,231 millions, elle fut de

3,468 millions en 1880, de 3,561 millions en 1881, de 3,574 millions en 1882.

d) Le progrès sensible dans l'activité du commerce extérieur se manifesta l'année même de l'Exposition de 1889, progrès bientôt ralenti, et suivi d'un recul notable.

Les exportations qui, en 1886, 1887 et 1888 avaient atteint un chiffre de 3,249 millions, 3,246 millions et 3,247 millions; sautèrent brusquement, en 1889, à 3,704 millions pour se maintenir en 1890, à 3,753 millions, et baisser en 1891 et 1892 à 3,570 millions et 3,461 millions, et en 1893 à 3,236 millions.

En l'absence des statistiques douanières, nous ne pouvons encore nous rendre compte des conséquences qu'aura l'Exposition de 1900 sur notre commerce extérieur, mais dès maintenant, nous pouvons constater, avec l'*Office du Travail*, que « l'amélioration du commerce extérieur de la France par rapport à l'année précédente, constatée en 1899, ne s'est pas maintenue en 1900. Dans l'ensemble, or, argent et billon non compris, la valeur de nos exportations et importations réunies, a atteint en 1900, 8,486,600,000 fr. soit une diminution de 184,400,000 francs, ou d'un peu plus de 2 0/0 par rapport aux résultats de 1899 ».

Tableau indiquant la valeur des exportations pendant les périodes d'exposition (1)

ANNÉES	Exportations (2)	Excédent sur l'année précédente	ANNÉES	Exportations (2)	Excédent sur l'année précédente
1852	1.257	»	1876	3.776	»
1853	1.542	285	1877	3.436	— 340
1854	1.414	— 128	1878*	3.180	— 256
1855*(3)	1.558	144	1879	3.231	51
1856	1.893	335	1880	3.468	237
1857	1.866	— 27	1881	3.561	93
1864	2.924	»	1887	3.246	»
1865	3.088	164	1888	3.247	1
1866	3.181	93	1889*	3.704	457
1867*	2.826	— 355	1890	3.753	49
1868	2.790	— 36	1891	3.570	— 183
1869	3.075	285	1892	3.461	— 109
			1893	3.236	— 225

SECTION II

Le communiqué de l'*Office du Travail* cité plus haut envisage, à côté de la valeur des exportations, celle des importations. Il nous faut aussi tenir compte

(1) Chiffres tirés des *Annales du commerce extérieur*, publiées par le ministère du Commerce.

(2) Valeurs exprimées en millions de francs.

(3) Les années où les Expositions ont eu lieu sont marquées d'une astérisque.

de ces dernières, car elles constituent une partie importante de notre commerce extérieur.

a) A la suite de l'Exposition de 1855, nos importations qui pendant les années précédentes, 1852, 1853 et 1854 avaient valu 989 millions, 1,196 millions et 1,292 millions, s'accroissent prodigieusement. Leur valeur monte à 1,594 millions en 1855, à 1,990 millions en 1856, à 1,873 millions en 1857.

b) Le même accroissement se produit après les Expositions de 1867, 1878 et 1889. En 1864 le total de nos importations était de 2,328 millions; il était de 2,642 millions en 1865, de 2,794 millions en 1866. Il s'élève à 3,027 millions en 1867, à 3,304 millions en 1868, à 3,153 millions en 1869.

c) Même phénomène après l'Exposition de 1878. En 1876, nos importations atteignaient la somme de 3,988 millions; elles baissent jusqu'à 3,670 millions en 1877 pour monter à 4,176 millions en 1878, à 4,595 millions en 1879 et à 5,033 millions en 1880.

d) Enfin, tandis qu'en 1887 leur total n'atteignait que 4,026 millions et en 1888, 4,107 millions, il atteint en 1889, année de l'Exposition, 4,317 millions puis s'élève à 4,436 millions en 1890, à 4,768 millions en 1891, subissant une baisse en 1892 où il est de 4,188 millions, et en 1893 où il n'est plus que de 3,853 millions.

Tableau indiquant la valeur des importations pendant les périodes d'exposition (1)

ANNÉES	Importations (2)	Excédent sur l'année précédente	ANNÉES	Importations (2)	Excédent sur l'année précédente
1852	989	»	1876	3.988	»
1853	1.196	207	1877	3.670	— 318
1854	1.292	96	1878	4.176 *	506
1855	1.594*(3)	302	1879	4.595	419
1856	1.990	396	1880	5.033	438
1857	1.873	— 117			
1864	2.328	»	1887	4.026	»
1865	2.642	314	1888	4.107	81
1866	2.794	152	1889	4.317 *	210
1867	3.027 *	233	1890	4.436	119
1868	3.304	277	1891	4.768	332
1869	3.153	— 151	1892	4.188	— 580
			1893	3.853	— 335

(1) Chiffres tirés des *Annales du commerce extérieur*, publiées par le ministère du Commerce.

(2) Valeurs exprimées en millions de francs.

(3) Les années où les Expositions ont eu lieu sont marquées d'une astérisque.

SECTION III

Si on calcule l'excédent des exportations sur les importations ou des importations sur les exportations dans les années qui précèdent les expositions, ou dans celles qui les suivent, on est frappé de ce fait que l'excédent des importations sur les exportations s'accroît d'une façon considérable après toutes les expositions. C'est ainsi que :

a) Tandis que la valeur des exportations dépassait celle des importations de 268 millions de francs en 1852, de 346 millions en 1853, de 122 millions en 1854, à partir de 1855, année d'exposition, la proportion se renverse et on trouve un excédent des importations sur les exportations, excédent qui monte à 36 millions en 1855, à 97 millions en 1856, à 7 millions en 1857.

b) Un calcul analogue donne pour la période où se place l'exposition suivante un résultat similaire. L'excédent des exportations sur les importations était de 396 millions en 1864, de 446 millions en 1865, de 387 millions en 1866. L'excédent des importations sur les exportations est de 201 millions en 1867, année d'exposition, de 514 millions en 1868, de 78 millions en 1869.

c) Avant l'exposition de 1878, on constate déjà un excédent des importations sur les exportations, mais tandis qu'il n'était en 1876 et 1877 que de 412 et 234 millions, il s'élève en 1878 à 996 millions, et les années suivantes à 1.364 et 1.565 millions.

d) Le même excédent était de 780 millions et 860 millions en 1887 et 1888. Il baisse, il est vrai, en 1889 jusqu'à 613 millions et n'est encore que de

683 millions en 1890, mais il atteint la somme énorme de 1.198 millions en 1891 pour rester à 727 millions en 1892.

De telles constatations devraient rendre ennemis irréconciliables des expositions, tous les partisans de la balance du commerce.

Tableau comparatif des exportations et des importations
durant les périodes d'exposition (1)

ANNÉES	Excédent des importations sur les exportations	Excédent des exportations sur les importations (2)	ANNÉES	EXCÉDENT	
				des importations sur les exportations	des exportations sur les importations
1852	»	268	1876	412	»
1853	»	346	1877	234	»
1854	»	122	1878 *	996	»
1855 (3)	36	»	1879	1.364	»
1856	97	»	1880	1.565	»
1857	7	»			
1864	»	396	1887	780	»
1865	»	446	1888	860	»
1866	»	387	1889 *	613	»
1867 *	201	»	1890	683	»
1868	514	»	1891	1.198	»
1869	78	»	1892	727	»
			1893	617	»

(1) Valeurs exprimées en millions de francs.

(2) Les années où des expositions ont eu lieu sont marquées d'une astérique.

(4) Chiffres calculés d'après les deux tableaux précédemment fournis ; tableaux composés avec les indications données dans les *Annales du commerce extérieur*, publiées par le Ministère du commerce.

SECTION IV

a) Que conclure de ces données, à quelle solution nous amènent les chiffres que nous venons de citer ? Indiquent-ils une prospérité de notre industrie dans les années qui suivent les expositions ou au contraire une diminution de son activité pendant les mêmes périodes ?

Tout d'abord deux faits sont très remarquables : le premier, c'est que « tandis que nos importations continuaient à croître, on peut dire que depuis 1875, nos exportations sont demeurées en palier. » (1)

Le second, c'est que, sur le tableau récapitulatif du commerce des dix principaux pays producteurs, l'Angleterre occupe toujours la première place ; mais que dès 1880, la France n'était plus qu'au quatrième rang avec 13 % au lieu de 17 % comme en 1869 ; ayant devant elle les Etats-Unis au deuxième rang, l'Allemagne au troisième. En 1889, la France reste au quatrième rang avec l'Allemagne au second, les Etats-Unis au troisième. Or, de toutes ces nations, la France est le seul pays qui ait persisté à faire des expositions. (2)

Les chiffres que nous avons donnés montrent que les expositions n'impriment pas à notre commerce d'exportations une impulsion très vigoureuse ; leur résultat se fait surtout sentir sur notre commerce

(1) Rapport de M. Picard. T. IX, p. 393.

(2) Les Etats-Unis ont fait une exposition à Chicago. Ils sont restés au même rang sur le tableau récapitulatif du commerce.

d'importation. Or pour savoir si cet accroissement de la valeur des importations, que l'on signale durant les années qui les suivent, est heureux ou funeste pour l'industrie française, il faut savoir sur quels genres d'importations il porte. Si c'est sur des importations de matières premières nécessaires à l'industrie et s'il correspond à un accroissement des exportations de produits fabriqués d'égale valeur, on pourra dire que la situation du commerce extérieur s'est améliorée. Et encore faudrait-il que cette situation favorable soit durable et ne soit pas le résultat d'une fièvre commerciale qu'un calme absolu viendrait bientôt interrompre. Or c'est précisément ce qui arrive.

Prenons comme exemple la dernière exposition dont nous connaissons les résultats : l'exposition de 1889. Les importations de l'année 1889 (1) se décomposent ainsi : objets d'alimentation, 1.441 millions deux cent mille francs ; matières premières nécessaires à l'industrie, 2.262 millions et demi ; objets fabriqués, 613 millions deux cent mille francs. L'importation des matières premières nécessaires à l'industrie était plus considérable de 241 millions que celle de l'année précédente ; elle s'élève encore de 79 millions en 1890 et de 77 millions sept cent mille francs en 1891, mais en 1892 elle baisse de 246 millions sept cent mille francs.

D'autre part, nous l'avons vu, les exportations de

(1) Ces chiffres sont extraits des *Annales du commerce extérieur* publiées par le ministère du commerce ; Exposé comparatif pour la période 1882-1896. — Résumé du commerce de la France par catégorie de marchandises.

1889 offrent un excédent de 457 millions sur celles de 1888. Or cet excédent est composé en majeure partie par l'augmentation des exportations d'objets fabriqués par notre industrie nationale, augmentation qui se chiffre par 219 millions, alors que celle des exportations de matières premières nécessaires à l'industrie n'est que de 127 millions et celle des exportations d'aliments de 111 millions. L'année suivante l'industrie française exporta encore pour 73 millions de plus de produits manufacturés par elle. La baisse survint alors et ne s'arrêta qu'en 1895. La conclusion qui s'impose alors, c'est que la prospérité du commerce extérieur produite par l'exposition de 1889 était toute artificielle et bien fragile, puisqu'elle ne dura que l'année de l'exposition et l'année suivante. Parfois dans le corps humain, une surexcitation accélère les mouvements du cœur, colore les joues, donne un éclat brillant aux yeux et procure à tout l'organisme une force factice et passagère. Bientôt une réaction a lieu, et le moindre effort devient impossible au corps tout à l'heure si animé, maintenant complètement abattu. De même, au moment des expositions le commerce extérieur acquiert une force nouvelle, mais cette force est un acompte sur la force future ; et l'accalmie nécessaire ne tarde pas à se produire. On fait peut-être plus d'affaires avec l'étranger pendant deux ans, on en fera moins au cours des années suivantes ; l'équilibre rompu sera bien vite rétabli.

b) Mais il est une des expositions faites en France qui a été suivie d'une ère de prospérité indéniable pour le commerce extérieur, aucune baisse dans la valeur des exportations et des importations n'ayant suivi la hausse qui s'était produite l'année de l'ex-

position et au contraire cette hausse ayant persisté.

Cela est vrai. Mais l'exposition de 1855 a été faite à une époque favorable, et dans des circonstances qui l'ont rendue utile. La période où se place l'exposition de 1855 a été marquée dans le monde entier par une activité d'affaires inconnue jusqu'alors. La grande industrie, qui nécessite des capitaux énormes, le grand commerce, qui n'est possible qu'avec des voies de communications rapides, naissaient seulement à cette époque et se développaient d'une façon extraordinaire. On peut dire, sans être taxé d'exagération, que le monde économique, qui jusqu'alors avait vécu d'une vie faible et malade, naquit à nouveau, acquérant la force et la santé. La France venait de perfectionner ses voies de communication et ses moyens de transport par l'application d'une de ces découvertes qui révolutionnent le monde industriel : les chemins de fer. De plus les relations commerciales avec l'étranger étaient favorisées par le libéralisme de la politique douanière de l'empire. L'exposition de 1855 permit à la France de montrer la première les changements accomplis ; par elle notre commerce acquit une avance sur celui des autres nations ; et c'est pour cela qu'elle eut des résultats heureux.

Les autres expositions eurent lieu dans des circonstances bien différentes. Dans les années qui les ont précédées, aucun événement n'était venu activer le développement du commerce français. L'exposition de 1867 inaugure une période de moins-value pour notre commerce d'exportation et d'importation ; celle de 1878 fut aussi suivie d'une crise immédiate du commerce extérieur ; et s'il est vrai que la crise tarda

d'avantage après celle de 1889, elle ne se produisit pas moins.

Ce phénomène est facilement explicable. En 1867, comme en 1878, comme aussi en 1889, comme enfin en 1900 les nations étrangères savaient très bien les produits que pouvait fournir la France et les expositions ne leur apprirent rien de nouveau sur notre capacité commerciale.

D'un autre côté, à ces dates nous nous trouvions en face de nations jeunes, dont le commerce né de la veille avait acquis une grande importance. Ces nations trouvèrent dans les expositions un moyen de réclame excellent pour faire connaître leurs produits, moyen de réclame dont nous n'avions pas besoin puisque notre commerce extérieur était déjà très développé.

Elles profitèrent des expositions car elles se trouvaient dans les mêmes conditions que la France en 1855 : leur apparition fut une révélation. Nous avions sur elles l'avance que donne la possession des marchés, elles se posèrent en concurrentes redoutables et nous nous créâmes par les expositions de 1867, de 1878, de 1889, de 1900, des adversaires commerciaux qui jusqu'alors avaient été ignorés de notre clientèle.

C'est ainsi que l'industrie de l'article de Paris, à la suite de l'exposition de 1867 a passé en grande partie de la France à l'Allemagne. (1)

C'est ainsi qu'en 1900, l'Allemagne encore, pour les industries de l'électricité, de l'optique, et

(1) Discours de M. Chapuis à la chambre des députés lors de la discussion du projet de loi sur l'exposition de 1900.

pour les industries chimiques, remporta un succès incontestable. Et ce qui rend le fait plus frappant c'est que ces industries s'inspiraient d'idées et de découvertes françaises. Nos ingénieurs avaient trouvé des procédés nouveaux, inventé des mécanismes et des instruments, dont notre commerce avait tiré un certain parti : nous avons donc jusqu'à l'exposition sur nos concurrents allemands, l'avantage de venir les premiers. Nous leur avons, par l'exposition, fourni le moyen de rattraper cette avance et même de nous dépasser. Aussi, pour les industries que nous avons citées, les établissements allemands ont accumulé, après l'exposition, un chiffre d'affaires égal au chiffre d'affaires des établissements similaires situées dans tous les autres pays d'Europe réunis.

Certains économistes frappés de ce résultat, ont qualifié l'exposition de 1900 de « Sedan industriel ». Ce mot nous paraît trop fort car, là même où la France fut battue, elle le fut, comme nous l'avons dit, par des idées françaises. Puis pour certaines industries, celles par exemple qui ont pour objet l'habitation et la parure, elle se montra supérieure aux autres nations. Mais cela encore prouve que les expositions sont funestes aux peuples dont la situation commerciale est assise depuis longtemps, et dont les produits sont connus sur tous les marchés du monde. En effet pour ces industries pour lesquelles la France laissa loin derrière elle ses concurrentes, celles-ci occupaient déjà une forte position, supérieure ou égale à la nôtre. Le genre d'ameublement dit « modern-style » auquel la mode a donné une si grande extension est né en Angleterre, d'où il passa en Autriche. Les fabricants

viennois surtout, en le perfectionnant, inondèrent le monde de leurs produits. L'exposition de 1900 a montré à leur clientèle que l'industrie de l'ameublement en France avait su se transformer selon les nécessités du moment et que nos ébénistes et nos tapissiers fabriquaient mieux et à meilleur marché que leurs concurrents un genre de meubles que ceux-ci avaient inventé.

L'histoire de la parure à l'exposition de 1900 nous fournit le même enseignement. La bijouterie s'étant renouvelée complètement par l'application qui y a été faite de « l'art nouveau », c'était une industrie inconnue qui a cherché et qui a réussi à s'attirer l'attention de la clientèle du monde.

Tout ceci nous autorise à affirmer que, quand M. Lebon, alors ministre du commerce, disait, dans un discours prononcé à l'occasion de la distribution des récompenses de l'exposition de Bordeaux, en 1895: « Le monde, en dépit des succès d'expositions, si utiles et si brillants qu'ils soient, fait mine d'échapper au petit morceau de continent qui le dominait du droit d'une ancienne supériorité », il disait exactement le contraire de ce qu'il eût fallu dire. Les expositions ne sont favorables qu'aux nations jeunes, et qu'aux industries nouvellement nées. Elles constituent une réclame pour les changements survenus dans les procédés industriels et commerciaux, encore inconnus de la clientèle mondiale. Elles sont funestes pour le commerce extérieur des nations qui ont une situation économique ancienne et dont les produits sont connus du monde entier. Pour celles-là, le mieux qu'elles puissent faire, et cela arrive quand aucune autre nation n'a développé sa fabrica-

tion de manière à conquérir les positions occupées par la première, c'est de ne servir à rien.

c) Ces réflexions faites, on peut se demander si la plus-value des affaires traitées avec l'étranger, que l'on signale après quelques expositions, qu'elle soit ou non suivie d'un ralentissement, est un fait général, produit par une prospérité de toutes les branches du commerce, ou si certaines industries seulement en profitent.

Les chiffres communiqués par le ministère du commerce permettent de constater que cette augmentation n'est pas générale. Elle est nulle, insignifiante, pour certaines branches du commerce, tandis que d'autres en profitent largement.

A) C'est ainsi que (1) les industries dites « industries parisiennes », la tabletterie, la bimbeloterie, etc. ont exporté pour dix-sept millions de plus en 1889 qu'en 1888, pour neuf millions de plus en 1890 qu'en 1889, et après une baisse de deux millions en 1891, pour cinq millions de plus en 1892 qu'en 1891.

L'industrie des modes et fleurs artificielles augmenta ses exportations de huit millions en 1889, de dix millions en 1890. La confection pour dames, qui avait vu baisser les siennes de quatre millions en 1889, les voit hausser de dix-huit millions en 1890, de dix-huit millions encore en 1891, de six millions en 1892 (2).

(1) Ces chiffres ont été obtenus par des calculs faits sur les chiffres donnés par le ministère du Commerce dans les Annales du commerce extérieur : exposé comparatif pour la période 1882-1896.

(2) Je ne connais pas encore les chiffres de 1900 et 1901. Mais on constate, depuis l'exposition de 1900, une recrudescence des modes françaises à l'étranger.

B) Tandis que l'industrie des tissus de coton n'augmente que de dix millions ses exportations en 1889, et éprouve des diminutions successives de six millions en 1890, de neuf millions en 1891, de six millions en 1892, celle des tissus de laine au contraire, exporte pour quarante millions de plus en 1889 qu'en 1888 ; et, après une baisse de deux millions en 1890, pour trente-cinq millions de plus en 1891 que l'année précédente. Après 1893, où se produit une baisse de cinquante millions, les exportations annuelles de l'industrie des tissus de laine diminuèrent chaque année pendant longtemps.

Il est juste, d'ailleurs, de faire remarquer que les augmentations et les diminutions signalées dans les exportations des deux dernières industries citées ne peuvent être très notablement influencées par les exportations. Elles sont bien plutôt amenées par les variations des arrivages de coton et de laine, et par les autres conditions du marché. Ce qui le prouve, c'est la baisse de valeur que subirent les exportations de tissus de coton, même pendant la période prospère qui suivit 1889 et la diminution, légère il est vrai, qui interrompt en 1891, la hausse de la valeur des exportations de tissus de laine.

Les exportations ne peuvent profiter, en effet, qu'aux industries dont la production ne dépend, en quelque sorte, que de la volonté du producteur, et dans lesquelles la perfection des produits, leurs beautés et leurs qualités priment le prix coûtant. Il y aura toujours assez de tissus pour que les couturiers parisiens soient prêts à fournir des robes à toute leur clientèle étrangère, et le prix de ces robes est basé bien plutôt sur l'art du couturier que sur la valeur de

l'étoffe employée : or, ce que l'on recherche surtout, c'est cet art même qu'on ne rencontre pas chez les concurrents étrangers. Aussi on conçoit que les expositions, en faisant connaître aux étrangers qui les viennent visiter, le goût et l'habileté des couturiers français, soient pour ceux-ci une réclame excellente qui porte ses fruits.

Mais quand il s'agit, comme pour les cotons ou les laines, par exemple, d'industries ou de commerce dont l'objet est une marchandise produite sur le monde entier, transformée dans les différents pays avec des procédés qui sont sensiblement les mêmes; dont le prix varie selon que la récolte a été plus ou moins bonne et les provisions faites sur les différentes places plus ou moins considérables, une exposition ne saurait vraiment avoir d'influence, car elle ne modifie en rien les conditions du marché.

Pour une autre sorte d'industrie, l'importance des expositions est encore plus insignifiante. La France, en raison du peu d'étendue de ses gisements miniers, est tributaire de l'étranger pour sa consommation de houille et de métaux. Aussi le prix de la houille y est toujours plus élevé qu'ailleurs. D'autre part, la main d'œuvre, en raison de la richesse générale, est très coûteuse. Dans ces conditions, les industries fabriquant en France les produits bruts et les produits courants de grande consommation ont des prix de revient plus élevés que leurs concurrents étrangers; elles doivent, par suite, se borner à l'alimentation du marché intérieur et des colonies. (1)

(1) Rapport de M. de Lespinatz à la Chambre de Commerce de Nancy. — On peut dire la même chose des industries agri-

d) L'influence des expositions sur le commerce extérieur ne se fait donc sentir que pour certaines branches. On a soutenu, d'ailleurs, que cette influence, qui pourrait avoir d'heureuses conséquences sur la vente et l'écoulement des produits, était néanmoins funeste parce que pendant les expositions, les commerçants nationaux livraient aux étrangers leurs modes et leurs procédés de fabrication, permettant ainsi à leurs concurrents de se livrer à un véritable « espionnage industriel. » (1)

Ce reproche nous paraît assez peu justifié et il nous semble qu'à ce point de vue, le résultat des expositions est purement négatif. En admettant que les expositions puissent favoriser la copie, par les divers concurrents, des modèles et des procédés employés dans les usines des autres nations, il faudrait, pour que cette sorte de vol soit véritablement fructueuse, que, pour chaque produit, les producteurs, ou tout au moins les principaux et les mieux outillés exposassent. Or, ce n'est pas ce qui arrive généralement. Par exemple, on a fort remarqué que les grandes manufactures d'armes allemandes s'étaient abstenues de se mettre en comparaison avec celles du Creusot à l'exposition de 1900. A la même exposition, l'usine de verrerie de Baccarat s'abstint de faire paraître ses produits. Enfin, pour prendre une industrie moins spécialisée, des trois nations où on fabrique de la bonneterie, Angleterre, Allemagne, France, cette dernière seule exposa en 1900.

coles. On a même remarqué que, malgré la quantité énorme de vins que produit la France, les exportations de vin n'augmentent pas après les expositions. Ministère du commerce, Annuaire statistique de la France, année 1891, p. 483.

(1) Introduction au rapport sur l'exposition de 1889.

Mais il est faux de dire que cette copie des procédés de fabrication est favorisée par les expositions, et cela pour plusieurs raisons. A l'exposition de 1900 nous avons pu remarquer le petit nombre des machines fonctionnant d'une manière telle que l'on pût se rendre compte de leur mécanisme. Beaucoup étaient en activité, mais on ne présentait aux curieux que leur aspect extérieur ; or, vouloir se rendre compte des œuvres vives d'une machine en regardant son enveloppe, c'est vouloir faire de l'anatomie en regardant le visage humain. D'un autre côté, la plupart des machines exposées l'étaient en qualité de produit, par les métallurgistes qui les avaient faites ; mais bien rares étaient les industriels exposant les machines dont ils se servaient pour arriver à fabriquer autre chose.

On a dit que la France étant une nation essentiellement créatrice de modèles, son avantage n'était pas de livrer, par les expositions, ces modèles aux étrangers qui les copient à meilleur marché. La réplique à cet argument est facile, car avant que les étrangers aient eu le temps de copier les modèles des fabricants français, (1) ceux-ci auront celui de les vendre et d'en créer d'autres. Puis une usine dont le personnel possède le sens artistique n'a pas à craindre un concurrent qui ne le possède pas au même degré.

Enfin pour tout ce que montre une Exposition, apparence, forme, côté artistique des produits, une visite dans les magasins faite à n'importe quelle époque permet aux concurrents étrangers d'envoyer

(1) J. Méline. — Journal *La République Française* 24 août 1895.

comme modèles à leurs usines nos produits les mieux réussis. Quant aux secrets de fabrication, ils peuvent être dévoilés tous les jours soit par la vente même (1), soit par l'emploi dans les usines d'ouvriers étrangers (2).

CHAPITRE II

Les Expositions Universelles et la situation Commerciale (*suite*)

Les Expositions Universelles et leur Influence sur le Commerce intérieur (3)

Les affaires financières pendant les périodes d'exposition : statistique des valeurs contenues dans le portefeuille de la Banque de France, et des valeurs successives de son encaisse pendant les périodes d'exposition. — Statistiques indiquant le rendement des octrois pendant les périodes d'exposition. — Les recettes des chemins de fer pendant les expositions. — Les expositions ne suscitent pas de découvertes. Il y a avant et pendant les expositions une activité plus grande d'affaires,

(1) Discours prononcé au Havre en 1887 par M. le ministre du Commerce.

(2) Lockroy. — Introduction au rapport sur l'exposition de 1889.

(3) Cf. Block : *Annuaire de l'Economie politique et de la statistique*. — Ministère du commerce : *Annuaire statistique de la France*. — Office du travail : *bulletins mensuels*. — *Journal Officiel*, débats parlementaires, Chambre 96 p. 124 et suiv. — Ministère du Commerce : exposition de 1889 ; *économie sociale*, enquête préparatoire. Neymark : *Ce que la France a gagné à l'exposition de 1889*. — Morillon : *l'exposition de 1889*. — Ligue lorraine de décentralisation : *Pas d'exposition en 1900*. — Les bilans de la Banque de France. — Clément Juglar : *Les Crises*.

que compense ensuite un ralentissement. — Le déplacement d'affaires n'affecte que certaines branches d'industrie.

Les premiers organisateurs d'expositions voyaient dans leur œuvre une cause de prospérité inouïe pour le commerce et l'industrie du pays ; et ils ne croyaient pas seulement que cette influence s'étendrait sur le commerce extérieur ; ils croyaient aussi qu'elle serait un levier puissant d'activité à l'intérieur même. C'est ainsi que Chaptal, dans une circulaire du 13 ventôse an XI, écrivait : « Une exposition semblable » (à celle qu'il organisait) « eut lieu vers la fin de l'an VI, et de cette époque datent les premières espérances de nos fabriques » (1). Et Napoléon, après l'exposition de 1806, s'écriait : « Le moment de la prospérité est venu, qui oserait en fixer les limites ? » Beaucoup plus tard enfin, en 1833, le *Moniteur* publiait une ordonnance de M. Thiers, décidant une exposition « sur le vœu général des manufacturiers ».

Nous avons vu que, pour le commerce extérieur, les expositions n'avaient pas procuré les avantages immenses que leur création avait fait espérer ; il nous faut examiner maintenant si leur influence sur le commerce intérieur a été aussi heureuse que le désiraient les hommes qui, au commencement du dix-neuvième siècle, les inaugurèrent.

Pour nous livrer à cette étude, nous envisagerons tour à tour les principaux signes de l'activité commerciale d'un pays, c'est-à-dire : 1^o la situation financière. — 2^o le rendement des octrois pendant

(1) *Moniteur* de l'an XI, page 896.

les périodes d'exposition. — 3° les recettes des chemins de fer pendant les mêmes périodes. — 4° le nombre des procès commerciaux.

SECTION I

Pour apprécier l'activité du commerce intérieur, de nombreux éléments nous sont offerts, et le premier de tous, c'est la circulation fiduciaire de la monnaie de papier.

Si nous jetons un coup d'œil sur les bilans des grandes banques, et surtout sur celui de la Banque de France, nous constatons en effet que pour les deux principaux articles, l'encaisse et le portefeuille (effets de commerce escomptés), les chiffres dans la colonne des maxima et des minima présentent des séries ascendantes et descendantes qui correspondent à des périodes bien caractérisées. Si le mouvement est ascendant pour le portefeuille, descendant pour l'encaisse, nous sommes dans une période prospère (1) En effet, si ces deux phénomènes, baisse de l'encaisse et hausse du portefeuille se produisent simultanément, cela indique que les échanges commerciaux sont nombreux et que le besoin de monnaie se fait sentir partout. Cette activité commerciale s'arrête d'ailleurs d'elle-même à un moment donné, et voici comment : tout mouvement considérable d'affaires amène avec lui une hausse des prix des denrées, car la demande s'accroît plus vite que la production : d'autre part la monnaie en cours devient bientôt insuffisante et l'usage de la monnaie fiduciaire s'accroît à mesure que le commerce devient plus

(1) Cf. Clément Juglar : *Des Crises commerciales et de leur retour périodique*.

actif. Il arrive un moment où on ne trouve plus ni crédit ni preneurs, la hausse des prix étant devenue trop forte entraîne une demande moins considérable, et les capitalistes ne voulant plus hasarder leur signature pour escompter des effets qui peut-être ne seront pas payés. On est alors souvent obligé de vendre en baisse ce qu'on a acheté en hausse. Alors se fait une liquidation, sorte de tri qui permet de reconnaître les bons crédits des mauvais, et d'éliminer ces derniers. C'est ce qu'on appelle la crise, phénomène caractérisé par l'effondrement des cours.

A ce moment, l'encaisse métallique des grandes banques (1) augmente, car les transactions commerciales devenant moins considérables, le besoin de monnaie se fait moins sentir, et le portefeuille commercial diminue par l'élimination des effets douteux.

C'est pour ces motifs qu'il nous faut étudier les variations qu'ont subies les valeurs respectives de l'encaisse métallique (2) aux époques des diverses expositions.

a) En 1852, 1853 et 1854, l'encaisse subit une baisse constante, tombant successivement à 584 millions huit cent mille francs, 452 millions huit cent mille francs, 404 millions cinq cent mille francs ; la baisse s'accroît l'année de l'exposition et l'année suivante, car l'encaisse n'est plus que de 340 millions cinq cent mille francs en 1855, et de 224 millions six cent mille

(1) En France, la Banque de France.

(2) Nous n'établirons pas de distinction entre l'encaisse or et l'encaisse argent, ce qui nous évitera d'avoir à tenir compte des variations de valeur qu'ont subies ces deux métaux.

francs en 1856. Mais elle remonte à 226 millions et demi en 1857 et à 460 millions et demi en 1858. (1)

La valeur du portefeuille commercial, pendant ce temps, était en hausse, passant de 166,745,000 francs en 1852 à 302,736,000 francs en 1853, à 318,205,000 francs en 1854 ; atteignant 387,406,000 francs en 1855, année de l'exposition, 456,547,000 francs en 1856 et 553,353,000 francs en 1857 ; il fléchit en 1858 à 417,602,000 francs. Pour cette période, la prospérité s'arrêta donc à la fin de l'année 1857.

b) L'exposition de 1867 ouvre une période de dépression pour la valeur du portefeuille commercial, qui avait crû jusqu'à cette date. En 1864, la Banque de France avait en portefeuille pour 644,454,000 francs de valeurs ; en 1865, pour 601,570,000 francs ; en 1886, pour 659,339,000 francs ; elle n'en avait plus que pour 523,559,000 en 1867 ; 457,388,000 francs en 1868 et 576,150,000 francs en 1869.

Pendant les mêmes années, l'encaisse métallique croissait sans cesse. Elle était de 252 millions en 1864, de 439 millions et demi en 1865, de 588 millions en 1866, de 845 millions en 1867, année de l'exposition, de 1,174 millions et demi en 1868 et de 1.190 millions en 1869. La valeur de l'encaisse ayant augmenté à partir de 1864, tandis que celle du portefeuille diminuait, on peut en conclure, en appliquant le *critérium* que nous avons donné, qu'une crise s'est produite à cette date et c'est en effet ce qui est arrivé.

c) Pendant la période où se place l'exposition sui-

(1) Ces chiffres, comme les suivants, expriment des moyennes annuelles.

vante, la situation est plus favorable et une amélioration sensible se produit. Mais il faut remarquer que cette amélioration a commencé antérieurement à l'exposition, et tient à d'autres causes. Le commerce français, si troublé par la guerre de 1870, n'avait pas cessé depuis la paix de se reconstituer et d'acquérir chaque jour de nouvelles forces. L'exposition de 1878 eut lieu à l'époque où cette évolution devenait fructueuse, et, si elle consacra et rendit évidente aux yeux de tous la prospérité nouvelle de notre commerce, elle ne l'activa pas d'une façon très sensible.

Toujours est-il qu'à cette époque l'encaisse métallique tend à baisser et la valeur du portefeuille à s'accroître. Voici, pour les années 1876, 1877, 1878, année de l'exposition; 1879, 1880 et 1881, les chiffres indiquant le montant de l'encaisse : 1,987 millions et demi, 2,195 millions, 2,872 millions et demi, 2,115 millions, 1,974 millions et demi, 1,823 millions. A partir de 1882, l'encaisse s'accroît rapidement. Au cours de ces mêmes années, le portefeuille commercial contenait une valeur de 454,546,000 francs en 1876, de 465,880,000 francs en 1877, de 526,888,000 francs en 1878, de 540,611,000 francs en 1879, de 744,930,000 francs en 1880, et de 1,165,563,000 francs en 1881. En 1882, une crise se produit et la valeur du portefeuille n'est plus que de 1,140,242,000 francs, la baisse s'accroissant dans les années suivantes.

d) En appliquant le même *critérium* à la période où se place l'exposition de 1889, nous remarquons que l'année de l'exposition fut une année prospère, mais que cette ère de prospérité fut de courte durée, puis-

qu'en 1892 déjà, le portefeuille descendait à la valeur de 545,247,000 francs, chiffre le plus bas qu'il ait atteint depuis 1879, alors qu'il était monté de 576,410,000 francs, en 1887 à 618,764,000 francs en 1888, à 713,189,000 francs en 1889, année de l'exposition, et à 758,238,000 francs en 1891, après un fléchissement à 675,728,000 francs en 1890. L'encaisse métallique, pendant ce temps, montait de 2,294 millions et demi en 1888 à 2,411 millions en 1889 et à 3,477 millions en 1890.

e) Les résultats auxquels peut amener l'exposition de 1900 ne peuvent encore être affirmés d'une manière sûre. Néanmoins les renseignements que nous avons pu recueillir et les signes caractéristiques que nous avons pu observer permettent de prévoir, pour les années qui vont suivre, un ralentissement sensible des affaires financières; ce phénomène s'est déjà produit en 1901.

Tableau indiquant les valeurs de l'encaisse et du portefeuille commercial de la Banque de France pendant les années d'exposition (1)

— En mille francs —

ANNÉES	ENCAISSE	Portefeuille	ANNÉES	ENCAISSE	Portefeuille
1852	584.800	166.745	1876	1.987.300	454.546
1853	452.800	302.736	1877	2.195.900	465.580
1854	404.500	318.205	1878*	2.072.700	526.888
1855*(2)	340.500	387.406	1879	2.115.100	540.611
1856	224.600	456.547	1880	1.974.400	754.930
1857	228.400	553.353	1881	1.823.500	1.165.563
1858	460.400	417.602			
1864	252.100	644.454	1885 (2)	2.150.700	782.055
1865	439.600	601.570	1886 (2)	2.373.100	622.486
1866	588.300	659.339	1887	2.358.900	576.410
1867*	845.000	523.559	1888	2.294.500	618.764
1868	1.174.300	457.388	1889*	2.411.200	713.189
1869	1.189.800	576.150	1890	2.476.700	675.728

(1) Les années marquées d'un astérisque sont les années où ont eu lieu des expositions.

(2) En 1885 et 1886, les obligations du trésor à court terme se trouvent comprises dans le portefeuille commercial.

(3) Les chiffres ci-dessus sont tirés des bilans que publie la Banque de France ; ils expriment des moyennes annuelles.

SECTION II

Le deuxième facteur qui permet d'apprécier l'intensité de la vie commerciale dans un pays est fourni par le produit des octrois (1). Plus il y a de marchandises arrivant dans une ville à destination de cette ville, plus le produit de l'octroi est élevé, et si on totalise les produits des octrois des différentes villes du territoire on a la mesure des marchandises qui y ont été livrées.

Si on jette un coup d'œil sur les statistiques des produits des octrois depuis 1850, on s'aperçoit que les chiffres fournis sont chaque année plus élevés que l'année précédente. Il ne s'agit donc pour nous que de savoir si les diverses expositions universelles ont facilité cette marche ascendante, et par suite activé le mouvement commercial à l'intérieur du pays (2).

a) L'exposition de 1855 a amené un accroissement énorme dans le rendement des octrois. En effet alors qu'ils fournissaient à l'Etat 96.434.211 francs en 1853 et 99 610.383 francs en 1854, leur rendement est, en 1855, de 100.972.089 francs, passe à 108.975.195 francs en 1856 et arrive à 117.806.393 francs en 1857, ayant ainsi augmenté de 21.372.182 francs en quatre années.

(1) Nous aurons à parler à nouveau des octrois lorsque nous traiterons l'influence des expositions sur les impôts. — Pour le moment nous n'envisageons les rendements des octrois que comme signe caractéristique de l'activité commerciale.

(2) Nous envisageons pour le moment le rendement global des octrois, qui est un signe de l'activité du commerce intérieur du pays envisagé dans son ensemble. Nous distinguerons plus loin entre les octrois de Paris et les octrois de province ce qui nous permettra de dire dans quelle partie du pays l'activité du commerce intérieur s'est accrue.

b) Un semblable accroissement ne se produit pas dans la période où se place l'exposition de 1867. — Le produit des octrois était de 181.806.475 francs en 1865 ; de 191.867.058 francs en 1866 ; il ne s'augmente que de deux millions en 1867, année où il atteint 193.947.921 francs ; et au contraire une baisse se fait sentir en 1868 où il descend à 181.834.987 francs. En 1869, il est vrai, il y a un relèvement, dû à des circonstances très étrangères à l'exposition : le rendement de l'octroi est cette année-là de 201.348.148 francs.

c) L'année de l'exposition de 1878 et les années suivantes, un saut brusque se produit dans le rendement des octrois : en 1876 ils avaient donné 249.437.915 francs ; en 1877, 249.840.320 francs ; leur rendement s'élève brusquement en 1878 à 256.710.925 francs, en 1879 à 261.688.774 francs ; et en 1880 à 274.954.991 francs l'augmentation en quatre ans a été de 25.517.076 francs.

d) Passons à l'exposition de 1889, la dernière que nous examinerons, car nous n'avons pas encore les chiffres définitifs des années 1900 et 1901. Pour chacune des années 1886, 1887 et 1888, les octrois produisent 277.559.126 francs, 284.065.495 francs et 287.381.854 francs. Il y eut une baisse en 1889 où le rendement des octrois ne fut que de 274.168.632 francs et les années suivantes furent des années de stagnation.

Tableau indiquant le rendement des octrois pendant les périodes d'exposition (1)

ANNÉES	RENDEMENT DES OCTROIS	ANNÉES	RENDEMENT DES OCTROIS
1853	96.434.211	1876	249.437.915
1854	99.610.383	1877	249.840.320
1855*	100.972.089	1878*	256.710.925
1856	108.975.195	1879	261.688.774
1857	117.806.393	1880	274.954.991
1865	181.806.475	1886	278.443.126
1866	191.867.058	1887	284.363.495
1867*	193.947.921	1888	287.381.854
1868	191.834.987	1889*	298.986.632
1869	201.348.148		

Les années d'expositions sont marquées d'un astérisque.

SECTION III

Les recettes des chemins de fer, au point de vue de l'activité du commerce intérieur, nous sont aussi une indication précieuse (2).

a) Or, en 1854 les recettes de nos chemins de fer étaient de 198 millions de francs et quelques centaines de mille francs, en 1855 elles étaient de 267 millions, en 1856 de 305 millions. Entre l'année qui

(1) Ces chiffres sont extraits de l'*Annuaire statistique de la France* publié par le ministère du commerce. T. XV, années 1892-93-94, p 618.

(2) Les chiffres suivants sont ceux qui ont été cités à la chambre des députés, en 1896, lors de la discussion du projet d'exposition en 1900, par M. Lavertujon, député.

précède et l'année qui suit l'exposition il y a une différence de 107 millions.

b) L'exposition de 1867 amène aussi une augmentation des recettes des chemins de fer : elles étaient en 1866 de 623 millions ; elles furent en 1867 de 677 millions et 1868 de 684 millions ; mais l'année suivante fut une année de stagnation.

c) Passons à l'exposition de 1878. Les recettes des chemins de fer s'accroissent beaucoup à cette époque, sautant de 868 millions en 1877 à 931 millions en 1878, et à 945 millions en 1879. Les années suivantes la hausse s'accroît.

d) Ce phénomène se produit aussi dans la période où se place l'exposition de 1889. En 1886 les recettes sont de 1.036 millions, en 1887 de 1.060 millions, en 1888 de 1.080 millions, en 1889 elles montent à 1.159 millions, mais elles baissent en 1890 où elles sont de 1.153 millions pour remonter à 1.184 millions en 1891 et baisser à nouveau, très peu il est vrai en 1892 où elles sont de 1.183 millions et dans les années qui suivent.

e) En 1899 les recettes des chemins de fer ont été de 1.396 millions, surpassant celles de 1898 de 44.686.100 francs et celles de 1898 étaient en hausse sur celles de 1897. L'année 1900 a été elle aussi une année de hausse (1). Les chemins de fer ont en effet, en 1900, rapporté 1.478 millions de revenus bruts, plus-value moindre qu'on ne l'espérait (2).

(1) Comme nous aurons à revenir plus loin sur cette question de la situation faite aux chemins de fer par les expositions, nous n'y insisterons pas pour le moment.

(2) M. Gide, à qui j'emprunte ce dernier chiffre qu'il cite dans la *Revue d'économie politique* (n° de juin 1900, p. 677),

SECTION IV

Enfin, il faut remarquer que le nombre des procès commerciaux, qui augmente nécessairement avec le nombre et l'importance des affaires, ne s'est accru dans des proportions anormales qu'après deux expositions universelles, celle de 1855 et celle de 1878. L'exposition de 1867 ne fut suivie d'aucune augmentation sensible dans le nombre des affaires contentieuses introduites devant les tribunaux de commerce et celle de 1889 fut suivie d'une diminution du nombre de ces affaires.

SECTION V

Toutes ces constatations nous amènent à conclure que, seules les expositions qui, comme celle de 1855, ont eu lieu après un développement économique formidable, ou qui, comme celle de 1878, se placent à une époque où le commerce, troublé par des événements malheureux, reprend son essor, peuvent avoir sur le commerce intérieur une influence heureuse.

Il faut remarquer qu'aucune exposition universelle n'a suscité des découvertes nombreuses, ni brillantes, et les grandes inventions qui, depuis un siècle, ont révolutionné l'industrie, n'ont pas été faites à la suite de ces concours internationaux, mais à la suite d'une expérience de tous les jours. (1)

fait remarquer en signalant sa faiblesse relative qu'il conduirait à penser que la grande majorité des 50 millions d'entrées à l'exposition aurait été constituée par des Parisiens.

(1) Annuaire statistique de la France, publié par le ministère du commerce. 15^e vol., années 92-94 p. 396. Le nombre des brevets, qui augmente tous les ans, ne s'accroît pas plus pendant les années comprises dans les périodes d'exposition que pendant les années ordinaires.

La seconde conclusion qui s'impose, c'est que, si la période qui précède l'exposition, et l'année où elle a lieu, sont généralement fructueuses, pendant les années qui la suivent, un calme inusité ralentit l'activité des affaires. La constatation de ce phénomène a été faite à la Chambre des Députés, lors de la discussion de la loi sur l'exposition de 1900 par le rapporteur de la commission, M. Bouge.

Ce calme s'explique parce que « la livraison des commandes faites en vue de l'exposition amène naturellement un ralentissement du travail ». (1).

L'affluence des visiteurs, et tous les besoins qui en sont la conséquence, nécessitent de nombreux travaux, aménagements d'hôtels et de maisons, perfectionnement des voies de communication, approvisionnements de toute sorte. D'autre part, les espoirs que fait naître une exposition sont vastes, et nombreux sont les commerçants et les industriels qui, comptant sur l'exposition pour écouler leurs produits, se tiennent prêts à satisfaire une clientèle bien plus nombreuse que leur clientèle habituelle. Ces rêves se réalisent en partie peut-être, mais non complètement. L'industriel a trop fabriqué, le commerçant a trop acheté; chez l'un et chez l'autre, il reste un stock de marchandises et, avant qu'il soit écoulé, il faudra que le premier réduise sa production, que le second diminue ses acquisitions.

D'autre part, la consommation n'augmente pas dans des proportions indéfinies, et, si on a beaucoup acheté, si on a acheté plus que besoin n'était, pendant une période donnée, il arrive une nouvelle pé-

(1) Bulletin de l'Office du travail. — Février 1901.

riode pendant laquelle la vente baisse et l'équilibre rompu se rétablit.

L'exposition finie, on a trop de maisons et d'hôtels, trop de véhicules, trop de marchandises dans les magasins : il faut utiliser ces produits avant d'en fabriquer ou d'en acheter d'autres. C'est pourquoi les matières premières, qui atteignent des prix très élevés dans la période qui précède les expositions, subissent, étant moins demandées, une forte baisse dans les années qui suivent.

Par suite de ce que nous venons de dire, le grand reproche que l'on peut faire aux expositions au point de vue du commerce intérieur, c'est de se résoudre par un immense déplacement d'affaires en accroissant le chiffre des affaires pendant deux ou trois ans aux dépens de toute une période. Il serait assurément bien préférable de voir les affaires se répartir plus équitablement entre les différentes années. (1)

Le mal signalé est d'ailleurs moins considérable qu'il le paraît au premier abord, car il n'atteint que les branches de l'industrie ou du commerce qui sont appelées par leur nature à subir le contre-coup des expositions. L'influence directe de celles-ci sur le commerce n'est en effet pas générale. C'est ainsi que l'industrie textile échappe aux conséquences qu'elles amènent et que le Bulletin de l'Office du travail signale dès l'année 1898, une période de calme dans les industries du livre, les ateliers de modes et de fleurs artificielles, de la tabletterie, de la boutonnerie, de

(1) On peut ajouter qu'il arrive que certaines branches de l'industrie française ne pouvant suffire aux commandes reçues avant l'exposition, le trop-plein de ces commandes va à l'étranger.

l'horlogerie, etc., tandis qu'elles sont la cause d'un énorme effort des métallurgistes, qui ont été, dans la période qui a précédé l'exposition de 1900, obligés de doubler leurs moyens de production. (1)

Quant au point de vue des relations commerciales à établir, les expositions universelles ont une influence très variable suivant les branches du commerce. Certains industriels se plaignent des conséquences fâcheuses qu'elles entraînent pour eux. Suivant leurs propres paroles : « Leur prospérité est due au soin qu'ils mettent à ne livrer à la vente que des produits aussi réguliers que le permet une fabrication pratique, et non pas à l'exécution plus ou moins parfaite des pièces qu'exige une exposition. Aussi les ouvriers qui ont collaboré aux chefs-d'œuvres exhibés et dont on a exigé pendant plus d'une année un travail très soigné mais sans souci des quantités, ont perdu l'habitude de leur travail normal. Le prix de revient, qui est leur constante préoccupation, ne peut être une considération pour les objets exécutés en vue de l'exposition, objets que l'on vend difficilement à perte et qui ne sont pas redemandés. D'autre part, détournés pendant de longs mois de leur véritable objectif qui est de servir vite et bien leur clientèle, ils l'auront indisposée et un grand prix ne leur amène pas un seul acheteur. » Les industriels qui s'expriment ainsi sont les fabricants d'objets courants, usuels.

D'autres industries, celles qui ont pour objet la fabrication des matières premières ou des demi-produits telles l'industrie minière, et, dans la métallur-

(1) Il en est résulté une surproduction considérable.

gie, les hauts-fourneaux, les forges, les aciéries, n'ont pas plus de profit pécunier à espérer des expositions.

Au contraire, toutes les industries dont le but est la fabrication d'objets de luxe ou d'objets d'art, toutes celles en un mot, dont les produits ont une valeur autre que celle du prix de revient, ont un intérêt à exposer. Il en est ainsi pour la verrerie d'art, la grande couture, l'ameublement, les fonderies de cuivre, les ateliers de serrurerie, la ferronnerie, etc.

Et cette constatation, que tous les commerces et toutes les industries ne profitent pas également de l'exposition, se complète par celle-ci que certains économistes ont faite et dont nous allons vérifier l'exactitude, que pour la même sorte de commerce, l'exposition ne profite qu'à certains commerçants exerçant autour du lieu où elle est placée, et non aux autres. C'est la grande question de la lutte entre la province et Paris, que nous abordons ainsi.

CHAPITRE III

Les Expositions Universelles et la situation commerciale (*suite*)

Les Expositions universelles et leur influence sur le Commerce de Province (1)

Les adversaires des expositions prétendent qu'elles sont funestes au commerce de province. — Examen de cette théorie. — La province ne profite pas des expositions : statistiques indiquant les rendements des octrois de province comparés à ceux de Paris.

SECTION I

Parmi les considérants du vœu, d'abord présenté à la Ligue Lorraine de décentralisation par M. L. Goulette, et voté ensuite par le conseil municipal de Nancy, le 13 août 1895, on lit : « Considérant que... ainsi que le prouve la statistique, les expositions antérieures (2) ont causé le plus grave préjudice aux commerçants de province (3). » Et le Conseil général du Rhône indiquait « qu'en faisant affluer sur un seul point les ressources du public, les Expositions universelles appauvrissent nécessairement les autres régions, et qu'en outre elles paralysent pendant plusieurs années l'essor et le mouvement régulier des affaires ; qu'il paraît injuste de faire supporter à la province

(1) Cf. — Ouvrages cités au chap. précédent. — Ministère des finances : bulletin statistique. — Compte général de l'administration des finances.

(2) A celle de 1900.

(3) A l'appui de cette théorie, on peut citer les renseignements publiés par le Bulletin de l'Office du Travail. — Cf. n° février 1901, p. 143 et suiv.

les risques d'une entreprise dont la seule ville de Paris est appelée à profiter. »

Le raisonnement que tiennent à ce sujet les adversaires de l'exposition se résume ainsi : pendant les deux années qui précèdent une exposition, le provincial, qui veut aller la visiter, fait des économies pour son voyage. Il sait que c'est un plaisir supplémentaire qu'il s'offrira, et il retranche sur ses frais de tous les jours pour pouvoir subvenir à un déplacement coûteux. L'année même de l'exposition il est à Paris pendant un certain temps et le commerce de province est privé de sa clientèle. Enfin l'année qui suit, comme malgré ses économies préalables, il a dépensé plus qu'il n'avait prévu, ce qui arrive nécessairement à un homme qui a calculé ses dépenses de voyage d'après ce que coûte la vie dans sa province et qui se trouve dans une ville où tous les prix sont plus élevés, il économise à nouveau pour réparer la brèche faite à son budget.

De plus, le provincial même qui ne part pour l'exposition que pour se distraire, se laisse tenter par les étalages parisiens et s'y approvisionne ; il a réservé pour Paris dans l'espérance d'y trouver des choses plus nouvelles, plus à la mode, un certain nombre d'achats que d'habitude il faisait dans sa ville.

Enfin il n'y a pas seulement à compter avec la perte immédiatement subie par le commerce local, mais avec toutes celles qui résulteront de l'habitude prise par les visiteurs de l'Exposition d'acheter à Paris et non dans leur province, les objets dont ils ont besoin. Combien de provinciaux sont entrés dans les grands magasins de Paris que la province n'a jamais revus comme clients ?

SECTION II

A ce raisonnement les partisans des Expositions universelles répondent par des arguments très différents. M. le Ministre du Commerce (1), défendant devant la Chambre des Députés le projet d'exposition pour 1900 prétendait que « les travaux prévus pour l'Exposition n'intéressaient pas seulement les constructeurs parisiens, mais toute la France » Et quand nous parlons des travaux de l'exposition » disait-il, « nous n'entendons pas seulement les constructions mais la somme considérable de produits manufacturés destinés à être exposés. »

C'était là, nous paraît-il, une pétition de principes. M. le Ministre du Commerce, dans son discours, parle de deux sortes de produits : ceux qui devaient être exposés, et ceux qui servirent à la construction de l'exposition.

S'il s'agit des premiers, la réponse est facile à faire, et résulte de ce que nous avons dit en parlant du commerce général : les expositions, en règle générale, ne nous paraissent pas devoir fournir aux exposants une réclame fructueuse.

Envisageant l'autre partie de l'assertion, vouloir soutenir que, parce qu'on fait certaines commandes à certaines industries de province, on fait œuvre profitable au commerce de province, c'est soutenir que du moment que l'argent et le travail consacrés à l'Exposition et qui sont fournis par les nationaux, il ne faut pas l'oublier, sont dépensés dans le pays, la dépense qu'on en fait ne constitue pas une perte,

(1) *Journal Officiel* 1896. — p. 511. — Débats parlementaires, Chambre des Députés.

mais un gain. Qu'il soit un gain pour certains industriels, je le veux bien, mais comme c'est la masse des autres qui, soit par l'impôt, soit par l'emprunt, paie les produits fournis, je ne vois pas bien ce qu'elle peut gagner à cette opération. « Chaque dollar, disait en 1887 le ministre des finances des Etats-Unis, chaque dollar pris au citoyen et qu'il eût employé à subvenir à ses besoins, contribue à détourner le travail de son but réel, à appauvrir la nation et à la grever d'impôts, même si le gouvernement remet immédiatement ce dollar en circulation. C'est ce qu'on comprendra facilement, si l'on prend comme exemple une Société composée de cent membres. Si dix de ces membres s'adonnent à la construction de forteresses et d'édifices publics (1), les quatre-vingt-dix autres seront évidemment obligés de sacrifier une partie de leur travail à l'entretien des dix premiers. La majorité, par conséquent, sera obligée de travailler plus de jours et d'heures dans l'année, ou bien elle sera obligée de renoncer à une partie de ses bénéfices ou de son épargne. » Or cela n'est juste que si le travail entrepris profite à cette majorité. Donc le raisonnement de M. le Ministre du Commerce consiste à s'appuyer, pour démontrer que l'exposition est profitable à la province, sur cette même idée qu'elle lui sera profitable. On ne saurait admettre une telle manière de raisonner.

SECTION III

M. Picard, commissaire du gouvernement, s'appuyait sur une autre sorte d'idées pour défendre le

(1) Ou d'Expositions.

projet d'exposition en 1900. Il disait : « D'une manière générale le commerce de Paris bénéficie d'une situation privilégiée. Mais ce commerce s'alimente dans les départements ; ses bénéfices vont pour une large part à l'agriculture et aux industries locales. Si quelques intermédiaires de nos grandes et de nos petites villes éprouvent une souffrance temporaire, le mal est beaucoup moins grave qu'on ne pourrait le supposer au premier abord, car la concurrence des grands magasins de Paris est permanente. »

Et, développant son argumentation, M. Picard, prenant comme exemple l'exposition de 1889, répartissait les capitaux apportés à Paris par elle en deux grandes catégories : d'une part 750 millions laissés par les étrangers, d'autre part 500 millions laissés par les provinciaux. Or Paris, disait-il, ne produit pas, et les capitaux laissés par les étrangers sont retournés pour la plus grande part à la province sous forme d'achats de blé, de légumes etc.. Les millions des provinciaux ne correspondent qu'à un mouvement intérieur de capitaux et Paris a renvoyé à la province ce qu'il en avait tiré, ne prélevant qu'une sorte de commission d'intermédiaire.

M. Le Play répondait à cet argument en faisant remarquer ironiquement que la production agricole n'augmentait pas pendant l'Exposition.

Mais il y a plus et mieux à dire. Sur tous les objets que la province produit et que Paris ne produit pas, Paris en effet ne prend qu'une commission d'intermédiaire. Or c'est justement cette commission que les adversaires des expositions trouvent injustifiée. Dans les années ordinaires, alors que le provincial vit en province et y fait ses achats, cette sorte

de bénéfice va à l'intermédiaire de province, qui en est dépouillé en temps d'exposition.

Et ce qui est vrai quand il s'agit de toute la clientèle nationale enlevée par Paris à la province, l'est aussi pour une partie considérable de la clientèle étrangère. On dit que les étrangers ont apporté à la France, en 1889, 750 millions de plus que les autres années. On oublie que parmi ces étrangers, beaucoup, et les plus riches, viennent passer chaque année de longues semaines dans les villes d'eau ou sur les plages françaises, qu'ils y vivent et y laissent de l'argent. Que Paris ait encaissé de la part des étrangers venus pour visiter l'exposition de 1889, 750 millions de plus que pendant les années ordinaires cela peut être mais il faut ajouter qu'une partie de cette somme était laissée ordinairement en France et que la province, qui en profite en temps normal, en est privée pendant les années d'exposition. Le nombre des villas situées sur nos plages, et qui restèrent non louées pendant l'exposition de 1900 fut très considérable, et les hôtels des villes d'eaux se plaignirent unanimement de leur situation à la même époque. Puis il est faux de dire que Paris ne produit pas. Il y a des marchandises que Paris produit en concurrence avec la province ; pour celles-là, il est hors de doute que Paris seul les vend pendant les expositions et que la province est entièrement dépouillée.

Enfin, s'il est vrai dans une certaine mesure que Paris fasse venir pour ses hôtes, des produits de la province, il n'est pas moins vrai que celle-ci fabrique des masses de marchandises qu'elle vend en temps ordinaire, et que Paris ne lui achètera pas, parce qu'elles sont des marchandises de luxe et qu'on n'en

a pas besoin. Toutes les spécialités locales, qui n'ont de prix qu'achetées sur place, sont dans ce cas (1).

Quant à la phrase de M. Picard que j'ai citée et dans laquelle il rappelle que la concurrence des grands magasins de Paris est permanente, il est à peine besoin de relever l'erreur qu'elle contient. Sans doute nul ne conteste qu'en tout temps les grands magasins de Paris fassent une concurrence terrible au commerce provincial. Mais c'est justement parce que c'est là un fait constant et regrettable qu'une entreprise qui aboutit à donner à ces adversaires puissants une force encore plus grande ne saurait être appréciée comme favorable au commerce qu'ils tuent.

Il y a une autre objection encore à faire à la thèse de M. Picard. Le provincial, l'étranger, qui viennent à Paris pour une exposition, n'y viennent pas uniquement pour acheter des vêtements ou s'y bien nourrir. Ils viennent pour s'amuser. Et c'est pour les spectacles, les distractions qu'ils font les plus grandes dépenses. Plus les expositions sont considérables, plus on y trouve réunies ces attractions diverses, exotiques ou non, qui ont soulevé parfois de violentes paroles réprobatrices. A côté de l'exposition, dans Paris même, les théâtres et les concerts tentateurs coûtent plus cher au voyageur que sa nourriture et

(1) Pourtant il faut observer que les marchandises de consommations de luxe, comme les beaux fruits, les beaux poissons etc., sont envoyées en plus grande quantité par la province à Paris pendant les expositions. — La portée de cette constatation est d'ailleurs affaiblie par cette autre observation que durant les années ordinaires, la consommation de ces denrées se fait sur place, dans les plages et les villes d'eaux.

son logement. Pourrait-on soutenir sérieusement que l'argent dépensé dans ces établissements retourne à la province?

SECTION IV

D'ailleurs, si les statistiques locales manquent, qui pourraient permettre d'évaluer d'une façon sûre l'affaissement du commerce de province pendant les années qui précèdent et qui suivent les expositions et pendant l'année où elles ont lieu, du moins la comparaison des octrois de province et de l'octroi de Paris nous donne-t-elle une indication sûre qui vient à l'appui des déclarations unanimes des commerçants que nous avons pu consulter.

Dans la brochure *Pas d'exposition en 1900*, la Ligue Lorraine de décentralisation constatait qu'en 1889, les recettes de l'octroi de Nancy ont été inférieures de 40.080 fr. à celles de 1888 et de 52.000 fr. à celles de 1890 et que cette diminution porte pour plus de moitié sur le troisième trimestre, où l'exposition a reçu le plus de visiteurs. Ce qui est vrai pour Nancy en 1889 est vrai pour toute la province et toutes les expositions.

a) C'est ainsi que, à l'époque de l'exposition de 1855, tandis que le rendement de l'octroi de Paris passait par une hausse continue de 39,622,398 francs en 1851 à 41,769,628 francs en 1852, à 43,398,543 francs en 1853, à 44,845,834 francs en 1854, à 48,300,683 francs en 1855, année de l'exposition, à 51,209,438 francs en 1856 et à 56,975,046 francs en 1857, celui des octrois de province accusait une baisse sensible dans les années qui précédaient l'exposition et dans celles pendant laquelle elle avait

lieu. En 1851, les octrois de province fournirent au trésor 56,050,589 francs ; en 1852, 55,528,617 francs ; en 1853, 53,035,668 francs ; en 1854, 51,764,949 francs ; en 1855, 52,671,406 francs ; en 1856, 57,765,757 francs ; et en 1857, 60,831,347 francs.

b) Le même phénomène se remarque pour la période de l'exposition suivante. En 1865 et 1866, l'octroi de Paris produit 90,018,572 francs et 96,274,957 fr. ; l'année de l'exposition, en 1867, son rendement s'élève à 100,101,337 francs et arrive en 1868 et 1869, à 100,813,390 fr. et 107,557,565 fr. Pendant ce temps, le rendement des octrois de province qui en 1865 était de 91,787,903 francs, après une légère hausse qui le fit monter en 1866 à 95,592,101 francs, baissait en 1867 à 93,846,584 francs, en 1868 à 91,020,197 francs et en 1869 à 93,790,583 francs.

c) Les années 1877 et 1878 furent aussi des moments de baisse dans le produit des octrois de province, tandis qu'à la même époque l'octroi de Paris donnait un rendement de plus en plus considérable. L'octroi de Paris fournit 124,248,466 francs en 1876 ; 125,398,041 francs en 1877 ; 132,182,370 francs en 1878, année de l'exposition ; 135,628,725 francs en 1879 et 141,870,068 francs en 1880. Pendant la même période, l'octroi de province produisait : 125,189,449 francs en 1876 ; 124,442,279 francs en 1877 ; 124,528,555 francs en 1878 ; 126,060,049 francs en 1879 et 133,084,923 francs en 1880.

d) Au moment de l'exposition de 1889, l'octroi de Paris qui avait augmenté son rendement de six millions durant les années 1887 et 1888, l'accroissait de trois autres millions en 1889 et arrivait ainsi à cette date à produire 145,393,944 francs. Pendant ce temps,

les octrois de province qui en 1887 produisaient 147,329,798 francs ne produisaient plus que 144,864,293 francs en 1888 et 128,774,688 francs en 1889. (1)

Ces chiffres mettent en évidence ce fait remarquable que le produit des octrois de province est égal ou supérieur, dans le cours des années qui précèdent les expositions, au produit de l'octroi de Paris, mais que, par suite de la hausse de celui-ci et de la baisse ou du stationnement de ceux-là, dans les années d'exposition, le rendement de l'octroi de Paris est bien plus considérable que le rendement des octrois provinciaux pendant les années suivantes. Et il faut un certain temps pour rétablir l'équilibre.

SECTION V.

On voit par là que les expositions ne profitent pas au commerce de province pris dans son ensemble. Il faut examiner si leur influence heureuse sur le commerce parisien se fait sentir sur toutes ses branches ou seulement sur quelques-unes ; et si leurs résultats sont également appréciables, dans chaque branche du commerce pour les grands et les petits magasins.

(1) En juin 1900, l'octroi parisien avait déjà produit 5,400,643 francs de plus qu'en 1899 à la même époque.

Tableau comparatif du produit de l'octroi parisien et du produit des octrois de province pendant les périodes d'exposition (1)

— En francs —

Années	PRODUIT brut des octrois de Paris	PRODUIT brut des octrois autres que celui de Paris	Années	PRODUIT brut des octrois de Paris	PRODUIT brut des octrois autres que celui de Paris
1852	41.739.628	55.528.617	1875	118.243.254	117.318.693
1853	43.398.543	53.035.668	1876	124.248.466	125.189.449
1854	44.845.434	51.764.949	1877	125.398.041	124.442.279
1855*	48.300.683	52.671.406	1878*	132.182.370	124.528.555
1856	51.209.438	57.765.757	1879	135.628.725	126.060.049
1857	56.975.046	60.831.347	1880	141.870.068	133.084.923
1864	91.314.927	85.739.934	1885	134.509.900	141.524.244
1865	90.018.572	91.787.903	1886	136.682.825	140.916.301
1866	96.274.957	95.592.101	1887	136.735.697	147.329.798
1867*	100.101.337	93.846.584	1888	142.517.561	144.864.293
1868	100.813.990	91.020.197	1889*	145.393.944	128.774.688
1869	107.557.565	93.790.583	1890	144.962.000	125.066.000

(1) Les années d'exposition sont marquées d'un astérisque.

(2) Ces chiffres sont extraits de l'Annuaire statistique de la France, publié par le ministère du commerce. — Tome 15, années 1892-93-94, p. 618.

CHAPITRE IV

Les Expositions universelles et la situation commerciale

(Suite)

Les Expositions universelles et leur influence sur le Commerce de Paris (1)

Les expositions profitent à toutes les branches du commerce parisien, mais tous les commerçants d'une même branche n'en profitent pas.

SECTION I.

D'après le rapport de M. Le Play sur l'exposition de 1867, 381.000 provinciaux et 250,000 étrangers, venus pour voir l'exposition avaient séjourné dans les hôtels de Paris. Ce chiffre était donné d'après les rapports du service des garnis de la Préfecture de Police, rapports qui ont été brûlés pendant la commune. En 1873 les hôtels parisiens reçurent 353,170 provinciaux et 218,622 étrangers ; et en 1889, cinq cent mille (2) provinciaux et 391,000 étrangers. Enfin pendant la dernière exposition, 1,528,000 voyageurs dont 983,000 provinciaux et 545,000 étrangers constituèrent la clientèle des hôtels meublés de tout ordre que contient Paris. (3)

(1) Cf. Ouvrages cités dans les deux précédents chapitres et : Ville de Paris ; Annuaires statistiques.

(2) Ce chiffre est donné sous toutes réserves.

(3) Le nombre des personnes séjournant à Paris pendant les expositions est bien plus considérable. Mais il est impossible d'évaluer le nombre de ceux qui logent pendant leur séjour chez des parents ou des amis.

C'est donc toute une population nouvelle qui visite Paris pendant les années d'exposition et qui y vit. Aussi, nécessairement, le commerce de la capitale profite de cette clientèle extraordinaire ; mais on peut se demander si toutes les branches du commerce en tirent un profit réel, et si, dans la même branche, certains commerçants n'attirent pas à eux tout le bénéfice du surcroît d'affaires amené par l'exposition, tandis que les autres qui avaient espéré avoir leur part dans ces bénéfices, n'éprouveraient qu'une cruelle désillusion. (1)

On a voulu restreindre aux industries alimentaires et aux agences de plaisir le nombre de ceux qui profitaient de l'exposition. Ce sont en effet ces branches de commerce qui sont les plus favorisées par l'accroissement de la clientèle, car les acheteurs que procure momentanément une exposition au commerce parisien ne peuvent pas être confondus avec les acheteurs ordinaires. Ce sont des gens venus pour s'amuser, qui n'ont pas, pour la plupart du moins, l'intention de s'installer à Paris, qui y vivent au jour le jour, logés à l'hôtel et achetant ce qui est nécessaire à leur nourriture d'abord et à leur distraction ensuite.

(1) Nous ne parlons pas ici des commerçants, restaurateurs ou directeurs d'attraction qui s'établissent à l'intérieur des expositions. Disons toutefois, à titre de renseignement, qu'en 1889 les 37 restaurants établis à l'intérieur de l'exposition ont tous gagné de grosses sommes. En 1900, il y en eut 207 qui presque tous perdirent de l'argent. Il en fut de même pour les attractions qui, trop nombreuses en 1900, ne couvrirent pas leurs frais. Pour plus amples détails : Cf. Revue d'Economie politique, juin 1901, p. 674. « *La liquidation de l'Exposition universelle* » par Ch. Gide.

Aussi les ventes d'objets d'alimentation augmentent-elles dans des proportions anormales pendant les années d'exposition. Par exemple la quantité de viande ayant acquitté les droits d'octrois à son entrée à Paris, (2) qui était de 189,914,699 kilogs en 1888, atteignit 195,170,252 kilogs en 1889; et les introductions de volailles et gibiers en 1889 furent supérieures de 10,9 pour cent à celles de 1888 et de 9 pour cent à la moyenne des cinq années précédentes. Par exemple encore, le total des ventes faites aux Halles qui était en 1899 de 226,241,500 francs, atteignit, en 1900, 252,719,500 francs, soit une différence de 26,400,000 francs en faveur de 1900. Et les quelques chiffres suivants accusent mieux encore le mouvement colossal d'affaires que procura l'exposition au commerce des aliments : on avait vendu aux Halles, en 1899, 50.400,000 kilogs de viande; on en vendit, en 1900, 57,500,000 kilogs; on avait vendu 291,270,000 œufs en 1899; on en vendit, en 1900, 317,818,000; enfin on avait vendu en 1899 pour 9,984,000 francs de fromage; on en vendit pour 10,458,000 francs en 1900.

De leur côté, les théâtres, cafés-concerts, établissements de plaisirs de toute sorte font des affaires d'or. Le tableau suivant indique avec évidence l'accroissement de leurs recettes à ces époques heureuses :

(2) Tous les chiffres cités dans cette section sont extraits des *Annuaire statistiques de la ville de Paris*.

Recettes des théâtres de Paris (1)

— En francs —

ANNÉES	RECETTES	ANNÉES	RECETTES
1853	11.352.222	1876	21.663.662
1854	10.738.078	1877	20.978.180
1855 ⁽¹⁾	13.228.123	1878*	30.657.499
1856	12.186.125	1879	20.619.310
1857	12.722.501	1880	22.614.018
1865	15.907.006	1887	22.062.440
1866	16.962.502	1888	23.007.074
1867*	21.983.867	1889*	32.138.908
1868	13.361.020	1890	23.013.459
1869	15.198.000	1900	45.765.000 (2)

Aussi le nombre de ceux qui trafiquent des denrées alimentaires s'accroît-il beaucoup à ces moments d'activité commerciale. Le nombre des boulangers établis à Paris par exemple, qui était de 1,799 au 31 décembre 1888 se trouvait de 1,810 au 31 décembre 1889.

Il en est de même du nombre des entrepreneurs de spectacles. En 1877, il y avait à Paris 351 théâtres ou concerts : il y en avait 392 en 1878. En 1888, il y en avait 354 et l'année suivante 424.

(1) Les années d'exposition sont marquées d'une astérisque.

(2) A la différence des précédents, ce chiffre n'est pas tiré des annuaires statistiques de la ville de Paris. Il a été puisé dans la Revue d'Economie politique (n° de juin 1901) où il est cité par M. Ch. Gide.

SECTION II

Mais, si l'activité que ces professions acquièrent au moment des expositions est considérable, et frappe plus l'esprit par l'impulsion qui lui est donnée, que celle que peuvent acquérir les autres branches du commerce parisien, il ne s'en suit pas que ces dernières restent dans un état de stagnation. Nous avons fait observer, en parlant de l'influence que les expositions peuvent avoir sur le commerce de la province, que bien des provinciaux n'achetaient rien en province pendant l'année qui précède l'exposition, se réservant de faire leurs acquisitions à Paris où ils espèrent trouver des choses plus nouvelles et à meilleur marché. Il en est de même des étrangers. Si les objets fabriqués selon la mode de Londres ont une grande vogue à Paris, en revanche les produits du goût français sont fort prisés à l'étranger. Et il s'en suit que les visiteurs de l'exposition achètent à Paris des objets qui ne leur sont pas nécessaires pendant leur voyage, mais qu'ils emportent avec eux (1). Les industries du vêtement, du meuble, de la maroquinerie, qui ont des magasins à Paris, profitent ainsi de l'Exposition.

SECTION III

Pourtant, et par là j'aborde le deuxième côté de la question, tous les négociants d'une même branche de commerce n'en profitent pas. Quels sont en effet les magasins que le provincial ou l'étranger visitera à

(1) Et quelquefois sur eux pour éviter les droits de douane. Les Américains emploient couramment ce moyen pour entrer aux Etats-Unis des toilettes achetées à Paris, et qui, n'ayant jamais été portées, auraient à acquitter des droits considérables.

Paris ? Ce sont les grands magasins, ceux qu'il connaît déjà, soit par leur prodigieuse réclame, soit par les rapports de ses compatriotes qui ont déjà visité la capitale, ou encore ceux qui, par le chiffre fantastique de leurs recettes et le nombre de leurs visiteurs, par leurs immenses étalages ou la grandeur des bâtiments qu'ils occupent, produiront sur son esprit l'impression la plus forte.

D'ailleurs, et c'est là un fait très remarquable, les établissements qui tirent profit des expositions ne sont pas toujours les mêmes. La masse des visiteurs en effet n'est pas toujours composée des mêmes éléments, et les mêmes magasins ne sauraient répondre aux besoins de gens de condition et de fortune différentes. Si les visiteurs de l'exposition sont pour la plupart des gens riches, dépensant sans compter, les établissements de grand luxe verront leurs affaires prospérer, pour peu que leur réputation soit faite avant l'exposition. Si au contraire, l'exposition reçoit des visiteurs aisés, mais dont la fortune n'est pas considérable, les commerçants qui feront des affaires, seront les propriétaires de magasins dits « bourgeois »

Un exemple fera comprendre ce que nous voulons dire. Dans nos expositions, jusque et y compris celle de 1889, les visiteurs anglais surpassaient par leur nombre ceux des autres nations. En 1878 il vint à Paris 64,000 Anglais et 24,000 Allemands (1). En 1889, il y eut aussi beaucoup d'Américains. Or les Anglais et les Américains en voyage ne sont généralement pas économes, ils dépensent largement pour

(1) Ces chiffres et ces renseignements ont été communiqués par la préfecture de police.

satisfaire à leurs besoins et à leurs plaisirs et aiment à fréquenter les établissements luxueux. Aussi en 1878, comme en 1889, les hôtels riches, les restaurants de nuit les plus coûteux, virent leurs bénéfices s'accroître largement. En 1900 au contraire, les Américains retenus chez eux par l'élection du Président des Etats-Unis, les Anglais, angoissés et lourdement éprouvés par la guerre du Transvaal, ne vinrent qu'en petit nombre. Ce fut l'élément Allemand qui domina. Il y eut en 1900 à Paris dix Allemands pour trois Anglais. Or l'Allemand qui voyage est aussi économe que l'Américain ou l'Anglais sont dépensiers. Aussi les fournisseurs de la clientèle riche n'ont pas fait plus d'affaires en 1900 que les autres années. Certains même jugèrent l'année comme très mauvaise. Il en fut de même des grands couturiers et des grands joailliers. Au contraire les magasins qui fournissent habituellement une clientèle plus modeste firent en 1900 de beaux bénéfices.

Mais dans l'un et l'autre cas, établissements riches ou magasins « bourgeois », ceux-là seuls tirent un bénéfice des expositions qui ont sur les autres l'avantage d'être déjà connus. Il en est parmi eux qu'on peut citer, et dont on connaît le chiffre d'affaires parce qu'ils n'appartiennent pas à des particuliers, mais à des Sociétés : les Bouillons Duval, par exemple, ont donné en 1889 à leurs actionnaires un dividende de 200 francs alors qu'ils ne donnaient que 95 francs en 1888 ; de plus, en 1889, il fut mis au fonds de réserve 100 francs par action. Le Grand-Hôtel de son côté compta en 1889 un bénéfice de 1,500,000 francs plus élevé qu'en 1888. Ce sont là des établissements dont la renommée est universelle et

auxquels les visiteurs de l'Exposition qui n'étaient auparavant jamais venus à Paris préféraient s'adresser parce qu'ils les connaissaient par ouï-dire. Il en est de même des grands établissements où l'on trouve de tout et qui sont connus partout sous le nom générique de « Grands Magasins ».

Mais, et cela résulte d'une enquête considérable à laquelle nous nous sommes livrés, les petits commerçants, ceux qui n'ont pas un nom connu, dont la maison n'est pas en vedette, ne font pas, pendant les années d'exposition, pour un centime d'affaires de plus que pendant les autres années. Ils conservent leur clientèle habituelle, mais ne la voient pas s'accroître d'éléments nouveaux, même passagers.

Et comme il en est parmi eux qui, non instruits par l'expérience, avaient compté sur une clientèle plus nombreuse pendant l'exposition, qui avaient espéré des bénéfices, et fait, en vue d'un accroissement d'affaires possible, des frais d'installation considérables, ils éprouvent une amère désillusion et, pour ceux-là, le résultat des expositions sera peut-être la ruine (1).

Ainsi donc nous constatons que pour certains commerçants parisiens, les Expositions sont productrices de rentes, au sens où Ricardo entendait ce mot; c'est-à-dire que leurs fonds de commerce acquièrent, sans que cela leur coûte un effort, une valeur plus grande. Mais ce phénomène ne s'étend pas à tous les commerçants parisiens, et ne profite

(1) Cf. Paul Leroy Beaulieu. — *Economiste Français*, 7 déc. 1895.

qu'aux négociants riches et déjà puissants, de sorte que les expositions arrivent ainsi à être un agent actif de la ruine et par suite de la disparition du petit commerce (1).

CHAPITRE V.

Appendice à la deuxième partie

Les Expositions Universelles et les consommateurs de Paris et de la province (2)

La masse des consommateurs parisiens souffre des expositions.

— Pendant leur durée, la vie est plus coûteuse. — La hausse des prix amenée par les expositions se fait sentir même en province.

Le même phénomène de rentes produites par l'Exposition se manifeste aussi pour certains habitants de Paris qui ne sont pas commerçants, mais qui sont propriétaires de maisons situées autour de l'emplacement de l'exposition. C'est ainsi que toutes les maisons situées dans le quartier des Invalides ou autour du Champ de Mars se sont louées fort cher

(1) Contentons-nous de signaler le fait, sans examiner si, comme le soutiennent les économistes de l'école classique, il est funeste, ou si au contraire, comme l'affirme Karl Marx, il faut s'en réjouir.

(2) Ville de Paris. — *Annuaire statistique*. — Ministère de l'Agriculture : *statistique agricole de la France*. — *Journal Officiel*, février 96. — Neymarck. — *Ce que la France a gagné à l'exposition de 1889*. — L. Albertini, *A propos de l'Exposition*.

en 1889 et en 1900, de sorte que leur valeur s'est accrue temporairement et que leurs propriétaires en ont tiré, ces années-là, des bénéfices plus considérables que d'habitude, sans avoir rien fait dans ce but. Mais la masse de la population parisienne, composée de ceux qui ne sont ni maîtres d'hôtel, ni restaurateurs, ni commerçants, ni propriétaires, mais tous les employés, ouvriers, fonctionnaires, oisifs, ont-ils à se louer des Expositions Universelles ou au contraire celles-ci leur rendent-elles la vie plus dispendieuse et plus difficile ?

En 1890, le gouvernement, déposant le projet de budget devant le parlement, y faisait porter une somme de deux millions pour indemniser les employés résidant à Paris du supplément de dépenses que leur avait occasionné l'Exposition de 1889 (1). De son côté le Conseil Municipal de Paris, « Considérant que l'Exposition Universelle, en appelant un très grand nombre de visiteurs, a déterminé sur les denrées un renchérissement qui pèse lourdement sur la classe ouvrière » a dû porter de 40,000 francs à 100,000 francs le secours de loyer accordé aux familles nécessiteuses, en plus de la somme allouée pour le même objet à l'occasion du 14 juillet.

C'est qu'en effet les prix de toutes les denrées de consommation haussent d'une façon notable pendant les expositions (2). Le prix du pain de deux kilogs, d'après la taxe officielle basée sur la valeur de la

(1) Les ouvriers, les employés de commerce et les rentiers ne bénéficient pas de ces largesses.

(2) Les chiffres ci-dessous sont extraits des *Annuaire statistiques de la Ville de Paris*.

farine augmentée d'une somme fixe pour frais accessoires, était en 1886, de 0 fr. 7193, en 1887 de 0 fr. 7695, en 1888 de 0 fr. 7791. Il s'est élevé à 0 fr. 7868 pendant l'année 1889 et à 0 fr. 7989 en 1890.

Le prix de la viande hausse aussi. C'est ainsi que le bœuf était vendu aux Halles Centrales, neuf centimes de plus par kilog en 1878 qu'en 1877, la vache sept centimes de plus, le veau huit centimes de plus, le mouton sept centimes de plus. Le porc n'avait pas augmenté.

En 1889 le prix du bœuf a augmenté de neuf centimes en moyenne par kilog., celui du veau de dix centimes et celui du mouton de sept centimes; les cours du porc sont restés stationnaires. De plus, tandis que la hausse des prix de la viande ne s'était pas maintenue en 1879, elle s'est accentuée encore en 1890.

Les prix de la triperie et des abats ont été de même en hausse en 1889. Voici quelques exemples puisés dans la partie de l'annuaire statistique de la Ville de Paris qui concerne la vente en gros :

Le mou de bœuf qui valait, par lot introduit aux Halles centrales

2 fr. 55 en 1888 valait 2 fr. 95 en 1889

Le cœur..... 1 fr. 29..... 1 fr. 43.....

La langue 3 fr. 10..... 3 fr. 44.....

Les cervelles (lot de 5).... 2 fr. 90..... 4 fr. 37.....

Les rognons..... 1 fr. 94..... 2 fr. 70.....

Les abats de veau et de mouton haussèrent dans les mêmes proportions (1). Les prix des fromages ont été supérieurs en 1889 à ceux de l'année 1888.

(1) *Annuaire statistique de la Ville de Paris*, année 1889, p. 480.

La vie est donc plus coûteuse à Paris pendant les années d'exposition et la classe pauvre en souffre beaucoup, puisque ce sont les prix des denrées de première nécessité qui s'élèvent ainsi. D'ailleurs si la hausse amenée par l'exposition ne continue pas à croître, pendant les années suivantes, dans les mêmes proportions que durant l'année où est ouverte la grande foire, néanmoins elle laisse des vestiges durables, et les prix des denrées ne reviennent que très lentement, quand ils y reviennent, au taux auxquels ils étaient auparavant.

Très coûteuse, la vie de la population parisienne devient aussi très inconfortable lors des expositions. La grande affluence de visiteurs qu'elles amènent, toute cette foule qui se rue dès leur ouverture vers la capitale, encombre tout, accapare tout, gêne tout le monde. Comme on prévoit à l'avance que les étrangers arriveront en grand nombre, on prend autant que possible des mesures destinées à éviter l'encombrement. Mais, avec la tendance que j'ai signalée plus haut, les arrivants, étrangers et provinciaux se précipitent tous vers les établissements connus et renommés. Et on assiste alors à ces poussées furieuses dont certains restaurants, au cours de l'exposition de 1900, ont donné le spectacle; et l'on voit, chacun voulant employer les moyens de locomotion les plus économiques et les plus commodes, de longues files de gens attendant pendant des heures devant un bureau d'omnibus, que le conducteur appelle le numéro qui leur permettra de monter.

Et les Parisiens, employés, ouvriers, travailleurs de toute sorte qui habitent loin de leur bureau, de leur atelier ou du centre de leurs affaires parce que les

logements coûtent moins cher loin du centre de la ville, et qu'en temps normal ils peuvent se rendre par une voie rapide et économique d'un de ces endroits à l'autre, sont obligés d'aller à pied parce qu'ils ne peuvent perdre un temps précieux à attendre une place libre.

Dans les restaurants où d'habitude ils déjeunent, parce que le service est rapide et qu'ils peuvent prendre leurs repas sans être dérangés par des gêneurs importuns, les tables sont toutes occupées, et quand enfin on a pu à grand'peine trouver une place, on n'obtient le mets demandé qu'après de longs moments d'attente ennuyeuse et énervante.

C'est pourquoi, à la fin de chaque exposition tous les consommateurs parisiens, enfin soulagés, souhaitent qu'aucune fête de ce genre ne vienne plus bouleverser leur existence.

En province, les consommateurs qui souffrent de l'exposition sont plutôt les riches. Les produits de premier choix, les meilleurs poissons, les meilleurs fruits, les meilleurs légumes, sont envoyés à Paris, et si on veut s'en procurer en province il faut les payer à des prix exorbitants. Mais la hausse se restreint à ces produits de luxe et n'atteint ni la viande de boucherie ni les légumes ordinaires. La grande masse de la population provinciale ne s'en ressent donc pas.

Après avoir étudié la situation commerciale soit dans la France entière, soit à Paris et en Province, il nous faut maintenant en examiner les conditions internes, si j'ose dire, et voir quelle est l'influence que les expositions universelles peuvent avoir sur la situation de la population ouvrière.

TROISIÈME PARTIE

Les expositions universelles et la situation de la population ouvrière (1)

CHAPITRE PREMIER

SECTION I

Le sort des ouvriers qui travaillent à l'édification des expositions est amélioré par ce fait même. — Mais pour les autres qui forment la grande majorité il n'en est pas ainsi. — Le nombre des grèves augmente pendant les expositions. — Les expositions sont généralement suivies de chômage.

Les espérances que fait naître, à ce sujet, l'ouverture d'une exposition sont fort grandes. On la considère un peu comme un remède à tous les maux dont souffrent les travailleurs, et M. le ministre du commerce exprimait une idée très répandue, quand il disait, dans un discours prononcé à la chambre des députés (2) : « Les travaux prévus pour l'exposition, contribueront à diminuer dans toute l'étendue du

(1) Office du travail : Notice sur les statistiques des grèves en 1890-91. — Office du travail : Note sur la statistique du chômage. — Renault : *Les grèves*. — Crouzel : *Etude historique des coalitions et des grèves dans l'industrie*. — Turquan : *Recherches statistiques sur les grèves qui se sont produites en France depuis 1874*. — Office du travail : Bulletin mensuel. — Société de statistique. — Annuaire statistique années 91 et 92.

(2) Cf. *Journal officiel*. — Doc. parlam. — Chambre des Députés 1896, p. 511.

territoire les causes du chômage pendant les années qui vont s'écouler. J'ai une preuve indéniable de ce que j'avance, messieurs, c'est la lettre adressée par les métallurgistes de l'Est et du Nord au ministre du commerce. En effet, trente métallurgistes de ces départements se sont prononcés très nettement en faveur du projet (1) dans les termes que voici :
« Depuis cinq ans l'industrie des fers des régions du
« Nord et de l'Est dans lesquelles se trouvent le
« département des Ardennes souffre d'un profond
« malaise qui ne fait que s'accroître et qui est la
« conséquence du manque de travail. Il en est résulté un
« abaissement de prix, par suite, un abaissement du
« taux des salaires, qui réduit l'ouvrier à une condi-
« tion des plus malheureuses. L'exposition de 1900,
« telle que l'opinion publique l'a envisagée, complète
« en un mot, nécessitera de nombreuses et vastes
« constructions qui assureront du travail à beaucoup
« d'ouvriers, permettra d'utiliser les bras inoccupés,
« rendra la vie à des usines menacées de chômage
« et, par suite, améliorera le sort des travailleurs. »

M. le ministre du commerce, parlant de cette lettre, disait qu'elle constituait la *preuve indéniable* que l'exposition aurait d'heureuses conséquences pour les ouvriers. Il nous paraît plus juste de dire qu'elle était la formule d'une espérance, et nous allons chercher si cet espoir a été réalisé.

Il faut distinguer parmi les ouvriers ceux qui travaillent pour l'exposition, et ceux qui ne participent pas aux travaux entrepris. Parmi les premiers même

(1) Il s'agit du projet d'exposition en 1900.

il y a lieu d'établir une distinction selon qu'ils sont employés directement à l'édification de l'exposition, comme les terrassiers qui préparent l'emplacement, les maçons et les charpentiers qui construisent les palais, les métallurgistes qui fabriquent les poutres et les passerelles, etc., où qu'ils sont employés à des travaux dont le but final est l'exposition, mais qui n'ont pas pour objet direct de la préparer. Tels sont les ouvriers des différents corps de métier qui fabriquent les objets destinés à être exposés.

Les ouvriers qui travaillent aux travaux d'édification de l'exposition profitent largement de l'aubaine qui leur échoit. Ils sont bien payés, ne sont pas surchargés de besogne et sont protégés par les traités passés entre l'Etat et les entrepreneurs. C'est ainsi que la loi du 13 juin 1896 porte dans son article 10 la disposition suivante :

« Dans tous les travaux, dans toutes les commandes de fournitures et de matériel ayant pour objet la construction des bâtiments, l'organisation, l'installation de l'exposition de 1900, *les conditions humaines de travail ouvrier* seront établies pour l'exécution des travaux en régie de la ville de Paris et de l'Etat, ou inscrites au cahier des charges des entrepreneurs, des industriels et des fournisseurs.

« Ces conditions seront : un jour de repos par semaine. »

Un arrêté du ministre du commerce, pris à la date du 25 septembre 1896, remédia à tout ce que la loi avait d'insuffisant, en imposant aux entrepreneurs certaines clauses dont les principales visent l'interdiction du marchandage, le nombre des ouvriers employés, le paiement des salaires, enfin l'hygiène

des ateliers et la sécurité des travailleurs (1).

Ainsi donc les ouvriers occupés aux travaux d'installation de l'exposition sont des privilégiés. Mais combien peu nombreux sont-ils en présence du nombre énorme de ceux qui demandent du travail et qui souvent en manquent ! Pour ceux-là, que fait l'exposition ?

(1) ART. 9. — L'entrepreneur ne peut céder à des sous-traitants une ou plusieurs parties de son entreprises.

Dans tous les cas il demeure personnellement responsable tant envers l'administration qu'envers les ouvriers et les tiers.

Le marchandage est également interdit à l'entrepreneur, conformément au décret du 2 mars 1848 et à l'arrêté du gouvernement du 21 mars 1848.

ART. 11. — L'entrepreneur est tenu d'observer tous les règlements qui sont faits par le commissaire général sur la proposition du directeur du service, pour la police des chantiers.

Les ouvriers auront un jour de repos par semaine.

ART. 13. — L'entrepreneur ne peut prendre pour commis et chefs d'ateliers que des hommes capables de l'aider et de le remplacer au besoin dans la conduite et le métrage des travaux.

L'architecte ou l'ingénieur a le droit d'exiger le changement ou le renvoi des agents et des ouvriers pour insubordination, incapacité ou défaut de probité.

L'entrepreneur demeure d'ailleurs responsable des fraudes ou malfaçons qui seraient commises par ses agents ou ouvriers dans la fourniture et dans l'emploi des matériaux.

ART. 14. — Le nombre des ouvriers de chaque profession est toujours proportionné à la quantité d'ouvrages à faire. Pour mettre l'architecte ou l'ingénieur à même d'assurer l'accomplissement de cette condition, il lui est remis périodiquement, et aux époques par lui fixées, une liste nominative des ouvriers.

Cette liste indique la nationalité des ouvriers. Le ministre se réserve le droit de fixer la proportion maxima d'ouvriers étrangers que l'entrepreneur pourra occuper pour chaque nature de travaux.

ART. 15. — L'entrepreneur paye ses ouvriers tous les mois

SECTION II

Tout d'abord, il est une question qu'il faut poser : celle de savoir si, pendant les années d'expositions et les années qui suivent, le nombre des grèves est plus considérable que pendant les années ordinaires.

L'*Office du travail*, qui dresse une statistique officielle des grèves, n'a fonctionné qu'à partir du 1^{er} octobre 1891, et nous n'avons par suite, sur les années précédentes, pas de renseignements dont on puisse affirmer qu'ils sont exacts et complets. Pourtant, avant la fondation de l'*Office du travail*, les préfets (1) étaient tenus d'adresser au ministre du

ou à des époques plus rapprochées si l'administration le juge nécessaire.

En cas de retard régulièrement constaté, l'administration, par application des lois des 26 pluviôse an II et 25 juillet 1891 se réserve la faculté de faire payer d'office les salaires arriérés sur les sommes dues à l'entrepreneur.

ART. 16. — L'entrepreneur est tenu, sous sa responsabilité, de prendre toutes les mesures nécessaires pour la sécurité des ouvriers et l'hygiène des ateliers.

Les indemnités qui pourraient être dues en cas d'accidents provenant de son fait seront à sa charge.

Un service médical pour les ouvriers atteints de blessures ou de maladies occasionnées par les travaux, ainsi que des secours temporaires pour ces ouvriers et, s'il y a lieu, pour leur famille, est constitué et géré par l'administration. Il est pourvu aux dépenses de ce service au moyen d'un prélèvement de 1 % sur le montant des travaux exécutés et des fournitures faites.

La partie de cette retenue qui resterait sans emploi à la fin de l'exposition, sera remise à l'administration de l'assistance publique de Paris. En cas d'insuffisance, l'Etat fournirait la différence.

Les soins et secours ainsi distribués ne dégagent pas la responsabilité de l'entrepreneur.

(1) Circulaire ministérielle du 3 juillet 1885.

commerce, un rapport détaillé sur toute grève survenue dans les départements.

Pourtant encore, M. Turquan, chef du bureau de la statistique générale de la France au ministère du commerce, publia en 1890 une brochure contenant des « Recherches statistiques sur les grèves qui se produites en France depuis 1874. » Cette étude centralisait les résultats d'une enquête ordonnée par la direction du commerce intérieur sur les grèves qui s'étaient produites de 1874 à 1885 et contenait des renseignements sur celles qui avaient eu lieu depuis cette époque jusqu'en 1887.

D'après ces documents les grèves se répartissent par année de la manière suivante : en 1874 il y eut 21 grèves ; — en 1875, 27 ; — en 1876, 50 ; — en 1877, 30 ; — en 1878, 34 ; — en 1879, 53 ; — en 1880, 65 ; — en 1882, 182.

Les résultats ainsi donnés sont si incomplets, qu'on a préféré ne pas faire figurer l'année 1881 dans cette statistique.

Voici, pour la même période et pour chacune des années, le nombre des grévistes : en 1874, 2.730 ; — en 1875, 8.544 ; — en 1876, 7.173 ; — en 1877, 4.662 ; — en 1878, 6.207 ; — en 1879, 43.283 (1) ; — en 1880, 28.526 ; — en 1882, 42.156.

Le phénomène de l'augmentation du nombre des grèves ne se produisit donc qu'en 1879, et dans les années qui suivirent, mais non pendant l'année même de l'exposition.

En 1888, il y eut cent dix grèves auxquelles prirent

(1) Cette augmentation est due à la grève des ouvriers menuisiers à Paris, à laquelle 20,000 ouvriers prirent part.

part 24,134 grévistes et qui occasionnèrent la perte de 478,391 journées de travail. En 1889, le nombre des grèves augmente, mais c'est en 1890 que son accroissement est le plus notable puisque 118,941 grévistes prirent part à 305 grèves et que, en ajoutant à celles-ci les grèves sur lesquelles les renseignements manquent on atteint le nombre de 313 grèves, amenant un chômage de 1,340,000 jours. En 1891, le nombre des grèves est de 267, celui des grévistes de 108,944 et celui des jours chômés de 1,717,200.

L'année suivante, en 1892, pour 261 grèves, 48,538 grévistes chômèrent 917,690 jours; enfin il y eut en 1893, 634 grèves; en 1894, 391 et 405 en 1895.

L'année de l'exposition avait été marquée par des grèves importantes : celle des ouvriers de la sellerie militaire de Paris, qui s'étendit bientôt aux ateliers de Rennes Marseille, Lyon, Toulouse, etc. ; celle des cochers, causée directement par l'exposition et qui ne cessa que devant la menace de faire conduire, comme en 1867, les voitures par des militaires, puis les grèves des garçons de café, des machinistes de l'Opéra, des bonnetiers de Troyes, des couturiers de Lyon, des mineurs du Pas-de-Calais. C'est de l'année de l'exposition que part le mouvement ascendant du nombre des grèves.

Et, bien que les résultats de l'Exposition de 1900 soient encore trop récents pour que nous puissions les apprécier, il semble bien qu'aux grèves nombreuses qui en ont résulté viendront bientôt s'ajouter d'autres grèves encore.

En effet, tandis que pendant les années précédentes il n'y avait eu que 476 grèves avec 49,851 grévistes en 1896.; 356 grèves avec 58,875 grévistes en 1897.;

398 grèves avec 82,065 grévistes en 1898 ; leur nombre augmente considérablement en 1899, où l'on compte 739 grèves avec 176.772 grévistes et encore plus l'année de l'exposition où 216,530 grévistes prirent part à 1,019 grèves.

Pour bien fixer les idées, nous avons dressé le tableau suivant (1) qui indique, par mois, le nombre des grèves en 1899 et en 1900, et la moyenne du nombre des grèves pendant les cinq années précédentes.

MOIS	ANNÉE 1899	ANNÉE 1900 (2)	MOYENNE des 5 années précédentes	NOMBRE des GRÉVISTES ayant pris part aux grèves sur lesquelles on a des renseignements (année 1900)
Janvier . .	31	65	29	20.578 pour 59 grév.
Février . .	29	87	26	16.918 — 81 —
Mars. . . .	46	80	39	11.723 — 79 —
Avril . . .	35	84	41	21.271 — 78 —
Mai	43	94	»	12.614 — 90 —
Juin	68	70	52	8.934 — 65 —
Juillet . .	143	74	59	13.243 — 70 —
Août. . . .	61	95	38	34.536 — 90 —
Septembre.	50	76	36	14.230 — 67 —
Octobre . .	74	69	34	36.469 — 62 —
Novembre.	91	68	45	15.925 — 65 —
Décembre .	68	37	31	10.089 — 35 —
TOTAL. . .	739	1.019		216.530

(1) Ce tableau a été dressé d'après les chiffres publiés dans le Bulletin mensuel de l'Office du travail.

(2) Les chiffres de l'année 1900 sont des chiffres provisoires.

SECTION III

M. le Ministre de l'intérieur, Président du Conseil, répondant, le 8 novembre 1900, à une interpellation, disait : Il eût fallu « comparer l'année 1889, par exemple, avec l'année 1886 ou 1887... comparer l'année 1878 avec les années 1875 et 1876, et remontant ainsi dans le passé, il (le député interpellateur) aurait constaté une vérité économique indéniable, c'est que les grèves sont en raison directe avec l'intensité de la fabrication et du mouvement industriel. » Si donc, pendant la période qui suit chaque exposition, le mouvement général s'accroît, ce serait parce qu'une ère de prospérité industrielle se serait ouverte.

Présentée ainsi, je ne crois pas que l'explication donnée soit juste. En effet, les grèves ne se placent pas à l'époque même où l'industrie prospère, mais au moment qui suit immédiatement cette époque. Une période de prospérité commerciale est toujours suivie après une durée plus ou moins longue, d'une période de crise (1). Ces deux périodes sont séparées par un temps où les bilans s'établissent, où les industriels, les commerçants et les capitalistes se rendent compte de la situation : c'est le moment de la liquidation. Or, en règle générale, les grèves éclatent en plus grand nombre au moment même où commence la liquidation.

Cela se comprend. La plupart des grèves et les plus sérieuses, ont pour cause une demande d'amélioration des conditions du travail, soit que les ouvriers demandent une diminution du nombre d'heures pen-

(1) Cf. Clément Juglar. — *Des crises commerciales et de leur retour périodique*.

dant lesquelles ils sont employés, le taux du salaire restant le même, soit qu'ils veulent obtenir une augmentation de salaire pour un nombre égal d'heures de travail. Ils sont donc portés à choisir, pour faire prévaloir leurs revendications, le moment où, selon eux, les patrons ont le plus besoin de leur aide, par conséquent le moment où les affaires sont le plus actives, le moment où la prospérité industrielle atteint son apogée, et par conséquent est près de finir. D'autre part, ce n'est qu'au moment où les affaires commencent à devenir moins actives, que le patron, qui jusque-là avait été disposé à céder aux réclamations de ces ouvriers mais qui alors n'a besoin que d'un moins grand nombre d'entre eux, donne à plusieurs leur congé, ou diminue la durée du travail ou le taux des salaires. De sorte que ces deux tendances contraires, à savoir la volonté du patron de restreindre ses frais et le désir des ouvriers d'améliorer leur situation, venant à lutter l'une contre l'autre, il en résulte une tension dans les rapports entre patrons et ouvriers, tension qui amène un accroissement dans le nombre des grèves.

Cette théorie se trouve confirmée par les faits. C'est ainsi que lorsque l'on consulte les statistiques des grèves et qu'on jette en même temps un coup d'œil sur l'histoire des crises commerciales et industrielles, on s'aperçoit que les grèves sont plus fréquentes dans les années où commencent les crises. (1)

(1) Cf. Clément Juglar. — Ouvrage précité. L'année 1882, par exemple, fut une année où commença une crise et pendant laquelle on vit éclater un grand nombre de grèves (182 contre 65 en 1880 et 53 en 1879).

D'autre part, nous avons observé (1) que si les années qui précèdent les expositions sont des années d'activité, les années qui suivent sont des années de calme, calme qui se fait d'autant plus sentir qu'on espérait un grand mouvement d'affaires à la suite de l'exposition. C'est justement cette espérance d'une prospérité plus grande qui engage les ouvriers à employer la grève pour obtenir des concessions de la part du patron, et c'est cette accalmie réelle des affaires qui invite le patron à restreindre ses frais.

Le nombre des grèves augmente donc après les expositions, parce que les années qui suivent sont toujours des années de liquidation, précédant la crise et que, inévitablement, les conflits entre les employés et les salariés prennent durant ces périodes un caractère aigu.

SECTION IV

Puis le nombre est grand de ceux auxquels l'exposition avait fourni du travail et qui n'en trouvent plus, une fois qu'elle est finie, et plus nombreux encore sont les ouvriers en qui elle avait fait naître l'espoir de trouver à s'occuper fructueusement, et dont l'espérance a été déçue.

Le 16 mai 1896, M. le rapporteur de la Commission nommée pour étudier le projet de l'exposition de 1900, disait à la Chambre des députés :

« Certainement vous allez donner pour quelques jours du travail à quelques milliers d'ouvriers, à quatre, cinq, six mille si vous voulez. Vous oubliez de dire que pour quatre, cinq, six mille ouvriers

(2) Cf. supra, p. 95 et suiv.

dont vous aurez besoin, il en viendra peut-être trente ou quarante mille de tous les points de la province.»

Ce n'est pas impunément qu'on fait naître des espérances, qu'on change les habitudes et qu'on bouleverse les situations déjà acquises par une promesse de travail sur un point donné. Il y a beaucoup d'appelés et peu d'élus, et les heureux même, qui temporairement ont trouvé le travail qu'ils cherchaient, sont, une fois l'exposition finie, dans la même situation que les autres. Tous, ils voient l'ouvrage manquer; tous, ils chôment. Et ce n'est pas un des moindres griefs que les adversaires des expositions ont fait valoir que celui qui les montre comme des agents de chômage (1).

Certes, il ne faut rien exagérer, et ne pas dire que les expositions sont une cause de misère pour les ouvriers. Le mal vient plutôt de l'idée qu'on s'en fait et des espoirs qu'on fonde sur elles que d'elles-mêmes. Beaucoup d'ouvriers, encouragés d'ailleurs par la réclame faite à l'œuvre entreprise, espèrent en elle pour améliorer leur sort; ils abandonnent parfois une situation sûre pour venir chercher un travail plus rémunérateur, ne se doutant pas qu'ils peuvent ne pas le trouver ou que, s'ils le trouvent, ce travail n'aura qu'une courte durée.

Le chômage qui arrive après les expositions ne commence qu'après que celles-ci sont closes; du moins il en est ainsi si on considère l'étendue du

(1) On peut définir le chômage professionnel, quelles qu'en soient les causes, la situation de l'ouvrier qui, vivant habituellement de son travail dans une certaine profession, se trouve actuellement sans travail dans sa profession.

territoire national. Mais, il arrive plus tôt, et presque dès que les travaux d'aménagement de l'exposition sont terminés pour un certain point de ce territoire, qui est justement l'endroit où elle a lieu. C'est ainsi que le pourcentage du chômage dans les années qui ont précédé l'exposition de 1900 et dans l'année de cette exposition elle-même n'indique pas pour celle-ci un nombre plus grand de chômeurs, du moins durant les premiers mois (1). Mais Paris a eu particulièrement à souffrir du manque de travail, malgré les précautions prises pour l'éviter.

Dès le 6 novembre 1900, une proposition était déposée sur le bureau du conseil municipal invitant l'administration à faire les démarches nécessaires pour obtenir de toutes les Compagnies en rapport avec la ville l'adoption d'une mesure aux termes de laquelle ces compagnies ne devaient recruter leur personnel (ouvriers et employés) que parmi les travailleurs parisiens ayant au moins cinq années consécutives de résidence à Paris, et invitant les Pouvoirs publics à prendre toutes les mesures facilitant leur départ de Paris, en leur assurant de sérieuses garanties, à tous les travailleurs français y résidant et qui ne peuvent y trouver à vivre par leur travail »

(1) Le chômage a été, après l'exposition de 1900, moindre qu'on ne le craignait, à cause de la création nouvelle de la Fédération des Bourses de Travail. Par cette institution, le placement de 25 mille ouvriers environ a pu être assuré.

Comparaison, par mois, du pourcentage du chômage
en 1897, 1898, 1899 et 1900 (1)

MOIS	ANNÉE 1897	ANNÉE 1898	ANNÉE 1899	ANNÉE 1900
Janvier	10.9 %	8 %	13 %	9 %
Février	7 —	8.5 —	11 —	8 —
Mars	7 —	7 —	8 —	7 —
Avril	6 —	6.5 —	10 —	7 —
Mai	7 —	7 —	8 —	7 —
Juin	5 —	7 —	7 —	6 —
Juillet	6 —	7 —	8 —	7 —
Août	6 —	» (2) —	6 —	8 —
Septembre . .	7 —	» (2) —	6 —	8 —
Octobre	7 —	10 —	6 —	7 (4) —
Novembre . . .	7 —	13 —	7 —	9 —
Décembre . . .	8 —	11 —	» (3) —	11 (5) —

(1) Ces chiffres ne comprennent pas les chômages volontaires dus à des grèves. Ils sont fournis à l'Office du Travail par les chambres syndicales d'ouvriers et d'employés de l'industrie et du commerce.

(2) Pas de renseignements.

(3) Les grévistes du centre, mineurs et tisseurs n'ont pas été compris dans les pourcentages des chômeurs qui précèdent. Leur grève a néanmoins affecté indirectement ces chiffres, par rapport à ceux des mois précédents, en causant un arrêt partiel de diverses autres industries par suite du manque de matières premières. Nos renseignements ne nous permettent pas de dire dans quelle mesure ces arrêts partiels ont contribué au chômage.

(4) Syndicats des mineurs des bassins du Nord et du Pas de Calais y compris. Si on ne les comprend pas dans ce pourcentage, la proportion des ouvriers en chômage est d'un peu moins de 9 % car le travail est très actif chez ces mineurs.

(5) Depuis le mois de décembre 1898, le pourcentage est établi, non compris les syndicats des mineurs du Nord et du Pas-de-Calais.

Pendant même l'Exposition, M. Vaillant, député de la Seine, interpella le gouvernement sur « les mesures qu'il comptait prendre pour remédier au chômage ». Le chômage fut d'ailleurs moindre après l'exposition de 1900 qu'après les précédentes. Les travaux entrepris par la Ville de Paris, ceux de l'Etat, ont contribué à le restreindre.

On avait pris des mesures, car ce qui s'était passé après l'exposition de 1889 était un avertissement qu'il ne fallait pas négliger. Le nombre des chômeurs, à cette date et une fois l'exposition terminée, avait été si considérable, que, le 5 novembre 1889, le Conseil Municipal de Paris recevait, dans sa séance de rentrée, une pétition émanant d'électeurs assemblés en réunion publique, qui, « considérant que plus de cent mille ouvriers sont actuellement sans travail à Paris, réclament avec instance la mise à exécution de toutes les opérations décidées par le Conseil Municipal et créditées sur fonds d'emprunt ».

Aussi donc il est vrai que les expositions amènent à Paris un grand nombre d'ouvriers auxquels le travail manque au bout de quelque temps et que les déceptions, la pauvreté attendent : quelques semaines leur suffisent pour épuiser leurs économies, et, une fois l'Exposition finie, ils sont obligés s'ils veulent regagner leur pays, ce qui arrive rarement, de s'adresser à l'administration ; ou bien, restant à Paris, ils tombent dans la plus noire misère.

Ce n'était donc pas pour des motifs peu sérieux qu'un conseiller municipal de Paris demandait que l'administration fasse publier quotidiennement, en tête du *Bulletin Municipal*, un « Avis aux travailleurs français » pour « les informer que, vu la

crise du chômage, il était de leur intérêt de ne pas venir à Paris jusqu'à nouvel ordre, parce qu'ils n'y trouveraient pas, par le travail, de quoi subvenir à leurs besoins d'existence ».

QUATRIÈME PARTIE

Les Expositions Universelles et la Centralisation (1)

CHAPITRE PREMIER

SECTION I

Les expositions amènent à Paris des ouvriers de province et y attirent des provinciaux qui désirent y revenir et s'y établir. — L'accroissement de la population parisienne est plus considérable pendant les années d'expositions. — Beaucoup de provinciaux venus à Paris amenés par l'exposition ne peuvent s'y procurer du travail et tombent dans la misère.

Ces ouvriers, qui viennent à Paris au moment de l'exposition, pour y chercher du travail, et qui en arrivent à grossir le nombre des malheureux, sont tous de province : ils constituent autant de forces dont la province est privée et qui, à Paris, seront presque improductives.

Et ce ne sont pas seulement des ouvriers provinciaux qui désertent ainsi leurs pays d'origine pour s'établir dans la capitale : il y a aussi des paysans, et M. Le Play avait raison quand il disait au Sénat, le 12 juin 1896 : « Vous emploierez tous les moyens possibles pour attirer ces malheureux à Paris : ça

(1) Cf. Ferrand : *Institutions administratives en France et à l'étranger*. — *Annuaire statistique de la Ville de Paris*. — *Résultats des recensements communiqués par le Ministère de l'Intérieur*. — *Société philanthropique : Annuaire*. — *Office central des Institutions charitables : Annuaire*.

leur coûtera dix francs, vingt francs au plus. Vous ne faites une exposition si grande que parce qu'il faut des foules pour en assurer le succès. Mais plus la foule sera nombreuse, plus elle se composera d'éléments ruraux et plus son résultat sera funeste ».

Si on voulait analyser plus loin les conséquences des expositions, il faudrait remarquer qu'elles exercent leur influence non seulement sur les visiteurs eux-mêmes mais sur leur enfants. Car beaucoup de gens sont séduits par la vie agréable qu'ils mènent durant leur séjour à Paris. Ils en remportent un souvenir durable et, se doutent d'autant moins des misères que cette surface de luxe recouvre que leurs parents ou leurs amis, chez qui ils ont logé ou qu'ils ont vus, ne leur ont montré, par un orgueil facile à comprendre, que ce que leur existence avait de joli et de facile, leur cachant soigneusement leur gêne souvent réelle. Aussi tous ces gens, de retour dans leur pays, n'auront qu'un but, si eux-mêmes ne peuvent se déplacer, qui sera d'envoyer vivre leurs enfants dans la ville où ils ont vu de si belles choses. De sorte que l'influence des expositions sur la dépopulation de la province se fait sentir même quand elle ne peut pas matériellement être constatée.

Mais bornons-nous à en envisager les résultats directs. On a prétendu (1) que ceux qui venaient gagner leur vie à Paris pendant l'exposition, retournaient en province, une fois l'exposition finie. Il n'en est rien et les renseignements que nous fournissent les divers recensements sont significatifs à cet égard.

(1) Discours de M. Lavertujon, à la Chambre des Députés en 1896.

Les recensements sont faits tous les cinq ans et, à chaque recensement on remarque un accroissement de la population parisienne, accroissement qui est dû d'une part à la différence entre le nombre des naissances et celui des décès, d'autre part aux arrivées de gens étrangers à la ville. Cette deuxième cause seulement explique que l'augmentation de la population parisienne soit plus considérable pendant les périodes quinquennales où se placent les expositions que pendant les autres.

a) Au recensement (1) de 1872. Paris comptait 1,851,792 habitants. Il en comptait, en 1876, 1,988,806 soit une différence de 137,014 habitants en plus. Il n'y avait pas eu d'exposition pendant cette période.

b) Au recensement suivant, en 1881, le nombre des habitants de Paris s'était élevé à 2,239.928. La différence entre ce chiffre et celui qu'avait donné le recensement de 1876 est de 251.122. C'est à cette époque qu'avait eu lieu l'exposition de 1878.

c) Aucune exposition ne s'ouvrit pendant les années qui séparent 1881 et 1886, date du recensement suivant ; d'après lequel la population parisienne avait augmenté de 21,017 habitants, et s'était ainsi portée à 2,260,945 habitants.

d) L'exposition de 1889 eut lieu entre ce recensement et le suivant qui eut lieu en 1891 et qui accusa un chiffre de 2,424.705 habitants de Paris. L'augmentation de la population parisienne est donc, de 1886 à 1891, de 163,805 habitants.

(1) Les chiffres qui suivent sont les chiffres officiels des divers recensements.

e) De 1891 à 1896 l'augmentation est de 86,879, ce qui la porte en 1896 à 2,511.629 habitants.

f) Enfin, d'après le recensement de 1901, le département de la Seine compte à cette date 292,000 habitants de plus qu'en 1896, accroissement extraordinaire si on le compare à l'accroissement total de la population en France (330,000 habitants). Quant au nombre des habitants de Paris, de 1896 à 1901, il a augmenté de 148,604.

Cet accroissement plus rapide du nombre des habitants de Paris pendant les périodes où des expositions ont eu lieu tient, comme nous avons dit, aux arrivées de gens étrangers à la ville. Ces étrangers sont d'origines différentes ; il y a parmi eux des étrangers proprement dits, des non-Français, et des nationaux, des Français, des gens venus de la province. Ces derniers (1) contribuent pour une forte part à l'augmentation signalée et ils viennent en plus grand nombre au moment des expositions.

a) La proportion des provinciaux venus à Paris pour y habiter est de 29,801 pour la période qui s'étend de 1872 à 1876. Ce nombre considérable tient à la grande quantité de personnes revenues après la guerre.

b) Elle est de 41,151 pour la période 1877-1881, où se place une exposition.

c) De 960 seulement pour la période suivante, 1881-1886.

d) De 32,611 pour la période 1886-1891.

(1) Nous ne parlons pas ici des voyageurs venus de province, mais des provinciaux venant demeurer à Paris et dont l'installation y est définitive.

e) Et de 22,219 pour la période 1891-1896 (1).

Ces chiffres sont singulièrement instructifs, et montrent tout ce que la province perd à ce point de vue à la suite des expositions. Toutefois, il faut aller plus loin et remarquer cette circonstance que la classe riche de province n'émigre pas facilement et que par conséquent ceux qui abandonnent leur pays pour venir chercher fortune à Paris sont des gens de condition peu fortunée, ouvriers ou paysans pour la plupart. La possession d'un bien attache celui auquel elle appartient au lieu où ce bien est situé. Ceux qui se déplacent facilement et se décident à changer de milieu sans espoir de retour sont en général ceux qui n'ont que leur travail pour vivre et qui ne possèdent que quelques objets usuels facilement transportables. C'est une constatation qui a été bien souvent faite que l'ouvrier même qui a un mobilier, le paysan auquel appartient un petit terrain ne quittent pas volontiers l'endroit où ils vivent.

D'autre part s'il arrive que des gens riches ou de condition moyenne viennent vivre à Paris, ce n'est pas un fait tel que l'exposition qui les y décidera. De sorte qu'on peut dire que la proportion des provinciaux aisés venant à Paris est sensiblement la même pendant les périodes d'exposition et pendant les autres années, et que l'augmentation signalée dans les arrivées de provinciaux à Paris pendant les années qui précèdent ou suivent une exposition et pendant l'année même où elle a lieu, porte uniquement sur la classe pauvre.

(1) Nos renseignements ne nous permettent pas d'établir la proportion de provinciaux venus s'établir à Paris de 1896 à 1901.

Ces ouvriers, ces paysans qui viennent s'installer à Paris, travaillaient en province, et y gagnaient leur vie : ils y étaient des forces productives. Or, si on se rappelle ce que nous avons dit à propos du chômage qui, à Paris, suit les expositions, on s'apercevra que pour la plupart, au bout d'un certain temps, ils sont condamnés à l'inaction et à la misère. Paris ne gagne donc pas tout ce que la province perd, et il y a une diminution des forces de la nation.

La vérité de ce que nous venons de dire se trouve confirmée par les faits.

a) C'est ainsi que le nombre des malades soignés par l'assistance publique dans les hôpitaux était en 1888 de 38.001 (1). Le nombre des malades inscrits comme étant en traitement à domicile était la même année de 89.706 et le nombre des secourus de 99.921.

En 1889, le nombre des malades admis dans les hôpitaux, des malades ajournés faute de lits, et des malades envoyés aux hôpitaux spéciaux était de 47.208 (2). Le nombre des malades inscrits au traitement à domicile était de 96.338 et le nombre des secourus de 108.710.

L'augmentation continue et en 1891, il y avait 61.777 malades admis, ajournés faute de lits ou envoyés dans les hôpitaux spéciaux, 102.117 malades

(1) Ce nombre comprend : les malades admis, au nombre de 12.306, les malades ajournés faute de lits, au nombre de 21.067, les malades envoyés aux hôpitaux spéciaux (adultes, enfants, au nombre de 4.628.)

(2) Se décomposant ainsi : malades admis 15.085, malades ajournés faute de lits, 26.340, malades envoyés aux hôpitaux spéciaux 5.783.

inscrits au traitement à domicile et 137.844 secourus à domicile.

b) Le nombre des indigents inscrits au contrôle des bureaux de bienfaisance et titulaires de secours représentatifs de séjour à l'hospice qui était en 1887 de 39.754 était en 1889 de 42.464, soit une augmentation de 2.710 ou de 6.81 0/0.

On peut constater ainsi la proportion énorme suivant laquelle s'accroît après les expositions, le nombre de ceux auxquels vient en aide l'assistance publique (1). Nous n'avons pas encore les chiffres qui concernent les années 1900 et 1901 mais le même phénomène se produira sûrement, puisque, dès le mois de novembre 1900, le directeur de l'assistance publique réclamait pour 1901, trois millions et demi de plus qu'en 1900.

c) Les opérations du mont de piété nous offrent aussi un symptôme de l'accroissement à Paris du nombre des malheureux après les expositions. S'il est vrai, comme le fait remarquer l'*annuaire statistique* de la ville de Paris, que « les engagements et les ventes ont diminué en 1889 » que « les dégagements ont au contraire augmenté considérablement » et que « les renouvellements n'ont que peu augmenté, ce qui tendrait à faire croire que l'exposition a amené un bien-être pour les classes laborieuses », les phénomènes inverses se produisent en 1890 et en 1891, années durant lesquelles on signala à l'entrée une augmentation du nombre des articles et de la somme prêtée, à la sortie

(1) Nous aurions voulu savoir le nombre des demandes de secours que reçoit chaque année l'administration de l'assistance publique : il nous a été impossible de nous le procurer.

une légère diminution du nombre des articles et une augmentation de la somme remboursée.

Si la population malheureuse devient plus nombreuse, les maux engendrés par la misère acquièrent une intensité plus grande : la criminalité augmente, et aussi le nombre des suicides, la mendicité et le vagabondage.

C'est donc à tort, on le voit, que l'on a dit que le séjour à Paris des provinciaux venus pour y chercher du travail, ne durait qu'autant que les expositions et cessait avec elles. Les expositions produisent des effets plus durables et sont véritablement un instrument de centralisation, et, il n'y a rien d'exagéré à le dire, de mauvaise centralisation.

M. Picard, commissaire général de l'exposition de 1900 et commissaire chargé par le gouvernement de défendre en 1896 devant les Chambres le projet de la dite exposition, sentant la force du reproche, répondait : « Jusqu'ici le but poursuivi par les décentralisateurs avait été d'accroître les attributions dévolues aux pouvoirs locaux, de réduire la tutelle confiée à l'autorité centrale, de desserrer les liens administratifs qui enveloppent encore la province, d'émanciper ainsi les intérêts spéciaux aux diverses régions. Ils voulaient diminuer l'action dirigeante de Paris sur les affaires publiques, prévenir l'accaparement des forces vives du pays, empêcher son étiolement par ce qu'ils appelaient la congestion ou l'hypertrophie parisienne... L'une des formes naturelles, logiques de la décentralisation consistait à organiser les expositions locales, de manière à mettre bien en lumière les intérêts spéciaux de la contrée... Mais Paris, c'est la grande capitale... Si une exposition univer-

selle et internationale doit avoir lieu, si toutes les nations étrangères y sont conviées, elle ne peut avoir d'autre siège. »

Nous discuterons plus loin la question de savoir si on peut faire avec succès des expositions en province et nous sommes d'accord avec M. Picard pour reconnaître qu'à Paris seulement peuvent avoir lieu des expositions universelles et internationales. Mais la question qui se pose, c'est justement de savoir si on doit continuer à faire des expositions, et si elles ne favorisent pas l'« hypertrophie parisienne » dont parlait le commissaire du gouvernement. Il y a une autre centralisation que la centralisation administrative ou politique; c'est celle qui consiste à accumuler une population énorme sur un point donné au détriment du reste du territoire, à développer le commerce de ce point à l'exclusion des autres (1), c'est ce que l'on peut appeler la centralisation économique. Or les expositions, nous croyons l'avoir surabondamment montré, sont un facteur puissant de la centralisation économique; et on peut à bon droit trouver étrange qu'au moment où les vues du gouvernement tendent à rendre la vie à la province (2), au moment où l'idée décentralisatrice compte des partisans dans tous les camps politiques, au moment enfin où chacun cherche un remède à l'absorption par la capitale de toutes les forces vives du pays, où l'on voudrait que la France ne soit plus cet être informe

(1) Cf *supra* ce que nous avons dit à propos du commerce intérieur de la France.

(2) En 1895, le gouvernement, sur le vœu de la Chambre, nomma une commission extraparlamentaire de décentralisation.

dont la tête déjà monstrueuse chaque jour devient plus puissante, tandis que chaque jour le corps s'affaiblit ; qu'à ce moment on s'obstine à maintenir et à conserver celui qui parmi les instruments de centralisation est un des plus actifs : les expositions universelles (1).

(1) Sans doute parmi les socialistes, les marxistes orthodoxes tiennent pour un fait contre lequel il ne faut pas lutter, la « tendance du genre humain et des richesses à se centraliser » ; mais Benoît Malon et son école (cf art. de M. Ghislair dans la *Revue socialiste* (1893) sont décentralisateurs, ainsi que le groupe anarchiste. — Le parti conservateur au congrès d'Angers 1895 demandait la réorganisation communale et provinciale de la France, et un socialiste, M. Millerand, disait à Troyes : « Nous irons dans ce sens jusqu'au fédéralisme ». — Enfin le parti modéré compte plusieurs de ses chefs parmi les membres de la Ligue Républicaine de décentralisation fondée le 6 mars 1895.

CINQUIÈME PARTIE

Les Expositions universelles et les Finances de l'Etat

CHAPITRE PREMIER (1)

Les Expositions universelles et les Impôts (2)

Le nombre des patentes ne s'accroît pas après les expositions. Le rendement des impôts indirects ne s'accroît pas dans des proportions anormales, mais reste satisfaisant. Le surplus des recettes réalisées sur les recettes prévues ne s'accroît pas.

SECTION I

Lorsque nous avons examiné l'influence qu'avaient les expositions universelles sur notre situation com-

(1) Cf. Ministère des finances : Bulletins statistiques, *ibid.* : Comptes généraux de l'Administration des Finances.

(2) Nous n'étudierons pas dans ce chapitre ce qu'ont coûté les expositions. Les comptes de certaines d'entre elles, celles de 1878 et de 1889, furent si embrouillés que la Cour des Comptes jugea impossible d'y apporter une lumière suffisante. D'autre part, l'étude des devis financiers des expositions serait bien plus à sa place dans une étude sur leur organisation, qu'ici où nous n'envisageons que leurs conséquences sur la fortune du pays. Disons cependant qu'il nous paraît difficile de répéter ce que M. Leroy-Beaulieu (*Economiste français*, 9 juin 1895) disait à propos du projet d'Exposition en 1900 : « Nous ignorons comment on parviendra à combler le déficit de l'exercice 1895 et nous ne sommes pas davantage fixés sur la manière dont on fera face au déficit de l'exercice 1896, mais nous savons déjà que cent millions au moins seront dépensés d'ici 1900 pour charmer pendant quelques mois les loisirs des désœuvrés des deux mondes. » En effet, l'Etat n'a à supporter qu'une partie des dépenses, la Ville de Paris intervenant aussi et la majeure

merciale et industrielle, nous avons parlé du produit des octrois pendant les années qui précèdent et les années qui suivent les expositions. Envisageant, maintenant l'effet produit sur les finances de l'Etat, nous allons rechercher si les impôts indirects subissent dans leurs variations l'influence de ces importants phénomènes économiques. Les impôts indirects sont les seuls intéressants à étudier à ce point de vue, car seuls ils subissent des variations accentuées suivant la prospérité plus ou moins grande du pays, et sur

partie des frais étant supportée par les souscripteurs des emprunts.

Il n'en est pas moins vrai que toutes les expositions se sont soldées par un déficit, contrairement à l'opinion générale. Pour arriver à balancer les comptes, on fait d'ordinaire rentrer dans les recettes les subventions de l'Etat et de la Ville de Paris, qui devraient figurer aux dépenses. Et tandis qu'en réalité les dépenses ont excédé les recettes de huit millions pour l'exposition de 1867, de 38 millions pour celle de 1878, de 17 millions pour celle de 1889, de 42 millions pour celle de 1900, on arrive, par le calcul faux que nous signalons, à établir le tableau suivant :

Années	1867	1878	1889	1900
Recettes.	24.144.660	23.685.200	49.500.000	114.456.213
Dépenses	22.983.820	55.390.000	41.500.000	116.500.000
Excédent de recettes.	1.160.840		8.000.000	
Excédent de dépenses.		31.704.800		2.043.787

Nous n'étudierons, dans ce chapitre, que la répercussion des expositions universelles sur les impôts.

eux seuls les circonstances extérieures ont des conséquences.

Parmi les impôts directs, pourtant, il en est un, l'impôt des patentes, sur lesquelles expositions auraient pu avoir une répercussion, car des établissements plus nombreux auraient pu se fonder à ces occasions, et ceux déjà existants auraient pu prendre une extension plus grande. Il n'en a pas été ainsi et ni le nombre des patentés, ni le chiffre des valeurs locatives des établissements occupés, ne se sont accrus après les expositions dans des proportions anormales.

La question à examiner se pose donc ainsi : le produit des impôts indirects varie-t-il durant les périodes d'exposition ; et dans quel sens se produit cette variation ?

M. le Président du Conseil, Ministre de l'intérieur, parlant en 1901 à la Chambre des députés, répondait affirmativement et observait que les expositions augmentent le rendement des impôts et servent à équilibrer le budget. Il faisait remarquer (1) que le rendement des impôts durant l'année 1900 avait été de cent millions supérieur au chiffre que l'on avait prévu en votant le budget. Est-ce-là un fait général, qui se produit pour toutes les expositions ? C'est là ce que nous allons examiner.

SECTION II

a) L'ensemble des impôts indirects (2) qui, en 1875

(1) Nous n'avons pu contrôler cette assertion ni donner de chiffres exacts et définitifs, l'administration des finances n'ayant pas encore publié son compte définitif pour l'année 1900.

(2) Les chiffres cités à propos du rendement des impôts ont été extraits des comptes définitifs de l'administration des finances.

avait produit 1,847 millions; en 1876, 1,912 millions et demi, produisit en 1877, 1,887 millions se décomposant ainsi : enregistrement, 470 millions : timbre, 156 millions ; douanes (non compris les sels et les sucres), 196 millions ; sucres, 170 millions ; sels, 34 millions ; boissons, 398 millions et demi ; tabacs, 329 millions et demi : transports, 99 millions ; taxes sur les valeurs mobilières, 34 millions.

Les impôts du timbre et les tabacs accusaient une augmentation; le produit des autres impôts était moindre que l'année précédente. Cette diminution s'explique pour certains d'entre eux par des causes particulières; c'est ainsi que la moins-value de l'impôt sur le sucre en 1877 provient d'une diminution dans la production et que le produit des douanes qui était en 1877 en diminution de quatre millions sur l'année précédente, restait supérieur de quatorze millions à celui de 1875 parce que l'année 1876 avait été exceptionnellement marquée par une plus-value de 400 millions dans les importations.

En 1878, année de l'Exposition, le produit de l'ensemble des impôts indirects s'élève à 1,964 millions 700,000 francs, L'enregistrement produisit 487 millions et demi, l'impôt du timbre, 159 millions, les douanes (non compris les sels et les sucres), 217 millions et demi; les sucres, 190 millions; les sels, 33 millions; les boissons, 411 millions; les tabacs, 332 millions; les transports, 100 millions et demi; la taxe sur les valeurs mobilières, 34 millions 200,000 francs. Le produit des impôts indirects en 1878 dépasse donc de 77 millions 700,000 francs celui obtenu en 1877 et de 52 millions 200,000 francs celui obtenu en 1876. La hausse sur le rendement de 1877

se fait remarquer sur l'enregistrement (hausse de 17 millions et demi), l'impôt du timbre (hausse de trois millions), les douanes (hausse de 21 millions et demi, expliquée par l'augmentation des importations), les sucres (hausse de vingt millions), les boissons (hausse de 12 millions et demi), les tabacs (hausse de deux millions et demi), les transports (hausse de un million et demi) (1), la taxe sur les valeurs mobilières (hausse de 200.000 francs).

L'augmentation du rendement des impôts indirects continue en 1879 où ce rendement atteint 2,011 millions et demi ; elle porte alors sur l'enregistrement dont le produit est de 520 millions et demi ; les douanes, qui produisent 237 millions et demi ; les sucres, 200 millions et demi ; les boissons, 421 millions et demi ; les tabacs, 335 millions ; la taxe sur les valeurs mobilières, 36 millions.

L'impôt du timbre produisit en 1879 un rendement de 146 millions et demi, en diminution de 12 millions et demi sur celui de l'année précédente, diminution provenant de la crise industrielle et agricole et de la loi du 22 décembre 1878. Le rendement de l'impôt sur les transports était en 1879 en diminution de 19 millions et demi sur celui de 1878. Cette diminution est la conséquence de la loi du 26 mars 1878 qui supprima le droit de manutention sur les transports en petite vitesse.

En 1880 et les années suivantes, l'augmentation

(1) L'impôt sur les transports, dont le rendement, en 1878 fut supérieur à celui de 1877, ne produisit néanmoins pas autant en 1878 qu'en 1875 et en 1876. Il avait produit 111 millions en 1875 et 104 millions et demi en 1876. Aucune loi nouvelle n'est intervenue à cette époque pour en modifier l'assiette.

du rendement des impôts indirects continue. Ils produisent en 1880, 2,080 millions et demi. L'augmentation porte sur tous les impôts indirects sauf sur les sucres.

A partir de 1881, année où le rendement des impôts indirects s'éleva à 2,086 millions, on ne peut plus guère observer l'augmentation réelle de leur rendement car, pour la plupart d'entre eux des lois sont intervenues qui en ont changé les bases. C'est ainsi que l'augmentation du produit des douanes qui s'élève de 262 millions en 1880 à 285 millions en 1881 est la conséquence de la loi du 7 mai 1881 sur le tarif général des douanes, loi qui augmenta considérablement les droits sur les bestiaux, le gibier, les viandes, les œufs, l'huile d'olive et les truffes.

La diminution du produit de l'impôt sur les sucres, qui passa de 179 millions en 1880 à 140 millions en 1881 fut amenée par la loi de dégrèvement du 19 juillet 1880. Cette même loi amena une moins-value du produit de l'impôt sur les boissons qui produisit 414 millions en 1881, alors qu'il avait produit 439 millions en 1880. Enfin la loi du 28 décembre 1880 eut comme conséquence une augmentation du rendement de la taxe sur les valeurs mobilières qui monta de 39 millions en 1880 à 44 millions en 1881. Dans ces conditions il nous est impossible de dire si l'accroissement qu'on remarque durant la période qui suit l'année 1881 est dû à une activité économique plus grande.

La comparaison est interdite avec les années précédentes puisque, si le système des impôts n'a pas été modifié, leur tarif a subi des changements profonds.

Il n'en reste pas moins de ce que nous venons de dire, et des chiffres que nous avons rappelés, que le rendement des impôts indirects après un fléchissement en 1877 augmenta considérablement et d'une manière constante en 1878 et dans les années qui suivirent.

b) Le même phénomène se produit aussi pour la période où se place l'exposition suivante. En 1886, l'ensemble des impôts indirects produisit 2,066 millions 900,000 francs. Il y avait une diminution sur la somme produite en 1884 et en 1885 (1). En 1887 le rendement des mêmes impôts s'éleva à la somme de 2,079 millions 400,000 fr. L'enregistrement avait produit 513 millions et demi; le timbre 157 millions et demi; les douanes (non compris les sucres et les sels) 315 millions 700,000 francs; les boissons 418 millions; les tabacs 369 millions et demi; les transports 92 millions 800,000 francs; la taxe sur les valeurs mobilières 48 millions 900,000 francs.

Une augmentation sensible se produit en 1888, où le rendement des impôts indirects atteint 2,144 millions et demi. L'augmentation porte sur le timbre qui produit 160 millions 200,000 francs, les douanes (351 millions 400,000 francs), les sucres (158 millions 600,000 francs), les sels (32 millions 900,000 francs), les tabacs (369 millions et demi), la taxe sur les valeurs mobilières (50 millions et demi). — L'enregistrement, dont le rendement fut en 1888 de 510 millions et demi, l'impôt sur les boissons (417 millions 600,000 francs), les transports (93 millions

(1) En 1884, le produit des impôts indirects s'élevait à 2,102 millions 200,000 francs et en 1885 à 2,079 millions 100,000 francs.

300,000 francs) accusent une très légère diminution.

Il faut remarquer que la plus grande partie de l'augmentation signalée est fournie par les douanes et les sucres. L'augmentation totale étant en effet de 65 millions 100,000 francs, les douanes fournissent 35 millions 700,000 francs et les sucres 27 millions 100,000 francs de plus que l'année précédente. Or, d'une part l'augmentation des douanes est due à la loi du 5 avril 1887 qui aggrava les droits sur les bestiaux et à la loi du 27 février 1888 qui régla les relations commerciales entre la France et l'Italie; d'autre part, la plus-value dans le rendement des sucres est la conséquence des lois des 27 mai et 4 juillet 1887. Ce serait donc une erreur d'attribuer à l'exposition qui devait avoir lieu l'année suivante, la plus-value qu'offrit en 1888 le rendement des impôts indirects.

Et ce serait une erreur aussi de dire que l'année 1889, année de l'Exposition, fut défavorable aux finances publiques parce que les impôts indirects produisirent moins cette année-là qu'en 1888. Leur rendement en 1889 fut de 2,138 millions 300,000 francs; la diminution sur le rendement de 1888 est donc de 6 millions 200,000 francs. Cette diminution porte pour la plus grosse part sur le produit de l'impôt sur les sucres, qui ne donne que 144 millions en 1889, par suite de la loi de dégrèvement du 24 juillet 1888. Les autres impôts indirects produisirent les sommes suivantes : l'enregistrement, 502 millions et demi : le timbre, 160 millions et demi : les douanes 340 millions 900,000 francs : les sels, 32 millions 800,000 francs ; les boissons 429 millions 900,000 francs, représentant ainsi une plus-value de près de 13 millions

sur l'année précédente; les tabacs 372 millions 800,000 francs; les transports, 105 millions 700,000 francs, présentant une plus-value de 12 millions 400,000 francs, plus-value explicable seulement par l'Exposition (1); la taxe sur les valeurs mobilières 49 millions 200,000 francs.

A partir de 1890, il nous est impossible de comparer le rendement des impôts indirects avec celui des années précédentes; car des lois financières nombreuses intervinrent, qui modifièrent la productivité des différents impôts: par exemple, la loi du 5 août 1890 eut comme conséquence une augmentation dans le rendement de l'impôt sur les sucres; la loi du 26 juillet 1890, réglant le régime des raisins secs, fut suivie d'une augmentation du rendement de l'impôt sur les boissons. Enfin et surtout la reprise de l'exploitation du monopole des allumettes par l'Etat date de 1890.

c) L'administration des finances n'a pas encore publié son compte définitif pour l'année 1899. D'après le compte provisoire, les impôts indirects produisirent en 1899 la somme de 2,477 millions 800,000 francs, alors qu'ils avaient produit en 1898 la somme de 2,477 millions 500,000 francs. Le budget voté pour 1900 prévoyait un rendement de 2,443 millions, chiffre qui fut de beaucoup dépassé par le rendement réel. Mais, pour les six premiers mois de 1901, au contraire, les recouvrements effectués, qui ont été de 1,345 millions 648,000 francs sont inférieurs de 49

(1) Nous verrons plus loin, dans un chapitre spécial, l'effet produit par les expositions sur les rapports entre les compagnies de chemins de fer et l'Etat.

millions 425,000 francs aux évaluations budgétaires, et cette moins-value porte surtout sur les impôts indirects (1) (sels et sucres non compris), dont le rendement est inférieur de 24 millions 708.400 francs aux prévisions.

SECTION II

Parmi les chiffres que nous venons de donner, il en est sur lesquels nécessairement les expositions ne peuvent avoir aucune influence, ou n'ont qu'une influence très restreinte; ce sont ceux qui expriment le rendement de certains impôts, tels l'impôt sur les sucres, l'impôt sur les sels, la taxe sur les valeurs mobilières (2), et même l'impôt sur les boissons. — La productivité de ces impôts varie suivant la qualité et la quantité des récoltes, les traités commerciaux; et subit l'influence de faits économiques bien différents de celui qui nous occupe. Parmi les impôts dont les expositions sont susceptibles d'accroître le rendement, il faut compter le timbre dont le produit augmente avec le nombre des transactions; les douanes, qui produisent plus ou moins suivant l'importance des importations et enfin l'impôt sur les transports sur lequel nous reviendrons. En se reportant aux chiffres que nous avons donnés, on voit que ces impôts donnent un rendement satisfaisant pendant les années d'exposition.

Si on se bornait à cette constatation, il faudrait

(1) Cette moins-value a pour cause principale le nouveau régime des boissons.

(2) Les expositions ont une influence sur le rendement de cet impôt à cause du trafic de titres qu'elles amènent.

conclure immédiatement que les finances de l'Etat ne sont pas troublées par les expositions universelles. Mais il faut se demander encore si en même temps que les recettes, les dépenses ne s'accroissent pas, et rechercher si le surplus des recettes réelles sur les recettes prévues reste le même pendant les années d'exposition et pendant les années ordinaires.

a) Les recettes (1) provenant des impôts indirects réalisées au cours des différents exercices furent supérieures aux recettes prévues de 125 millions 230.000 francs en 1875 ; de 157 millions 896.000 francs en 1876 ; de 44 millions 512 000 francs en 1877 ; de 62 millions 325.000 francs en 1878 ; de 146 millions 874.000 francs 1879 ; de 150 millions 502.000 francs en 1880.

La plus-value des recettes réalisées sur les recettes prévues fut donc moins forte en 1877 et en 1878, année de l'exposition, que les autres années.

Les dépenses effectuées furent en 1875 de 45 millions 308.000 francs plus fortes que la loi de budget ne l'avait prévu ; la différence s'éleva en 1876 à 109 millions 726.000 francs. En 1878, les prévisions de dépenses furent dépassées de 327 millions 800.000 francs.

Le déficit, c'est-à-dire la somme dont les dépenses totales dépassent le produit des recettes ordinaires s'élevait à 231 millions en 1875 ; à 253 millions en 1876 ; à 247 millions en 1877 ; il fut plus considérable en 1878, car il s'éleva à la somme de 495 mil-

(1) Les chiffres cités dans cette section ont été puisés dans les comptes généraux de l'administration des finances.

lions ; en 1879 il fut de 357 millions et de 408 millions en 1880 (1).

Ainsi donc, les finances de l'Etat, l'année même de l'exposition, année sur laquelle on avait fondé de si grandes espérances, ne furent rien moins que prospères. Déficit plus considérable, recettes réalisées inférieures aux recettes prévues, dépenses effectuées plus considérables qu'on ne l'avait cru, voilà certes des signes certains d'une mauvaise situation financière.

Si nous passons à la période où eut lieu l'exposition de 1889, nous faisons les constatations suivantes :

En 1886, la loi de budget prévoyait 3.031 millions 444.000 francs de recettes ordinaires. Les recouvrements obtenus jusqu'à la clôture de l'exercice s'élevèrent à 2.940 millions 286.000 francs. Il y a donc infériorité de la réalisation sur les prédictions de 90 millions 216.000 francs.

La même infériorité se constate pour l'année 1887 où les recouvrements obtenus ne s'élevèrent qu'à 2.968 millions 365.000 francs alors que les prévisions de recettes étaient de 2.990 millions 519.000 francs. La différence est donc de 22 millions 154.000 francs.

En 1888 le budget prévoyait que les recettes ordinaires s'élèveraient à 3.066 millions 475.000 francs. Les recouvrements dépassèrent cette somme de 45 millions et s'élevèrent à 3.106 millions 700.000 francs.

Les recettes ordinaires prévues dans le budget de 1889 s'élevaient à 3.096 millions 290.000 francs. Les

(1) Il ne s'agit plus ici des impôts indirects seulement, mais de toutes les recettes ordinaires de l'Etat.

recouvrements obtenus jusqu'à la clôture de l'exercice atteignirent 3.108 millions 72.000 francs soit un surplus de 13 millions 42.000 francs.

Alors que le budget pour 1890 ne faisait prévoir que 3.163 millions 754.000 francs, les recouvrements obtenus à l'époque de la clôture de l'exercice se chiffrent par une somme de 3.229 millions 372.000 francs soit un surplus de 65 millions 617.000 francs.

Enfin le budget de 1891 évaluait à 3.251 millions 140.953 francs les recettes de l'année; elles atteignirent 3.364 millions 14.677 francs soit un excédent de 112 millions 873.724 francs sur les prévisions.

Le produit des impôts indirects qui, en 1887, avait été de 7 millions 412.000 francs inférieur aux prévisions de la loi de budget, dépassa ces prévisions de 30 millions 570 000 francs en 1888, de 3 millions 78.000 francs en 1889 et de 58 millions 790.000 francs en 1890.

Les budgets des dépenses se règlent de la manière suivante pour les années de la période 1886-1891.

En 1886, les prévisions de dépenses s'élevaient à 3.157 millions 796.988 francs. Les paiements effectués à la clôture de l'exercice sont de 3.064 millions 428.308 francs; ils sont donc inférieurs aux crédits de 93 millions 368.680 francs.

Les crédits votés pour l'année 1887 atteignaient la somme de 3.054 millions 133.146 francs; les dépenses faites restèrent inférieures de 68 millions 574.238 francs puisqu'elles furent de 2.985 millions 558.907 francs.

Les dépenses effectuées en 1888 montent à 3.060 millions 338.105 francs, restant ainsi inférieures de 68 millions 643 695 francs aux crédits qui montaient à 3.128 millions 981.801 francs.

Les crédits pour 1889 s'élevaient à 3.169 millions 904.524 francs ; ils restèrent supérieurs pour une somme de 86 millions 25.776 francs aux dépenses effectuées qui furent de 3.083 millions 878.748 francs.

En 1890, le total des crédits fut de 3.225 millions 471.623 francs ; les dépenses faites, soit 3.141 millions 519.798 francs, leur restent inférieures de 83 millions 951.825 francs.

Enfin en 1891, les dépenses effectuées qui atteignirent 3.258 millions 171.024 francs sont encore inférieures de 89 millions 699.421 francs aux crédits qui atteignaient la somme de 3.347 millions 870.445 fr.

Si maintenant nous comparons les recettes et les dépenses, nous constatons que l'année 1886 se solda par un déficit de 124 millions 136.327 francs ; et qu'il y eut encore un déficit de 17 millions 81.073 francs en 1887 ; tandis qu'il y eut au contraire un excédent des recettes sur les dépenses de 47 millions 196.616 francs en 1888 ; de 24 millions 193.792 francs en 1889 ; de 87 millions 852.454 francs en 1890 ; enfin de 105 millions 843 653 francs en 1891. La période où se place l'exposition de 1889 fut donc plus favorable aux finances de l'Etat que celle où se place l'exposition précédente ; et s'il n'apparaît pas clairement que l'année de l'exposition de 1889 fut une année d'exceptionnelle prospérité pour elles, puisque le surplus des recettes réalisées sur les recettes prévues fut inférieur à ce qu'il avait été en 1888, du moins la situation ne peut pas être jugée défavorablement (1).

(1) Cf. *infra* notre conclusion générale à propos de l'influence des expositions sur les finances publiques.

CHAPITRE II

Influence des Expositions Universelles sur les relations entre l'Etat et les Compagnies de Chemin de fer (1)

Les expositions ont pour conséquence un grand mouvement de voyageurs et de marchandises. — Les recettes des compagnies de chemins de fer s'accroissent pendant les expositions. — Le rendement des impôts dont l'Etat frappe les chemins de fer s'accroît aussi pendant les mêmes périodes. — La somme que l'Etat paie aux Compagnies de chemins de fer à titre de garantie d'intérêts baisse pendant les années d'exposition.

SECTION I

Celui de tous les impôts indirects qui subit le plus l'influence des expositions universelles est celui qui a les transports pour base. Les expositions ont pour conséquence une énorme augmentation du nombre des voyageurs et un grand mouvement de marchandises. Les étrangers qui viennent à Paris, les provinciaux qui accourent à l'exposition, tous ceux qui en temps ordinaire restent chez eux et qui cette année-là voyagent, constituent pour les entreprises de transport, et surtout pour les six grandes Compagnies de chemin de fer, une clientèle extraordinaire. D'autre part toutes les marchandises destinées à être exposées, toutes celles qu'on vend à l'exposition, tous ces

(1) Cf. Ministère des finances : Comptes généraux de l'administration des finances. — Neymarck : *les chemins de fer et l'impôt*. — Théry : *Histoire des grandes Compagnies de chemins de fer dans leurs rapports financiers avec l'Etat*. — Feldmann : *De la garantie d'intérêt due par l'Etat aux Compagnies de Chemins de fer*.

produits venus des pays même les plus éloignés, circulent par tous les moyens de locomotion et surtout par les plus rapides : les voies ferrées. De cet immense mouvement, les Compagnies de chemins de fer retirent-elles un bénéfice ; et au cas où cette question serait résolue par l'affirmative, qu'elle est l'influence de ce surcroît de recettes dans leurs rapports avec l'Etat ?

Le domaine de l'exploitation des six grandes Compagnies de chemins de fer se divise en ancien réseau et nouveau réseau. Le premier est celui qui fut concédé aux Compagnies par les conventions de 1859. Ces conventions mirent à la charge de l'ancien réseau constitué par elles la responsabilité de la construction et de l'exploitation des nouvelles lignes que le gouvernement concéda dans la suite et qui furent groupées à partir de 1865 sous la désignation de Nouveau Réseau. Il nous faut donc, pour avoir une idée exacte de la situation financière des Compagnies pendant les périodes d'exposition, étudier simultanément la situation des deux réseaux.

a) En 1865, l'ancien réseau produit 455,029.000 francs. Les dépenses d'exploitation se montant à 192,077,000 francs, le surplus des recettes était de 262,952,000 francs. La même année les recettes brutes du nouveau réseau étaient de 115,406,000 francs ; les dépenses d'exploitation étaient de 71,860,000 francs ; le surplus des recettes était de 43,546.000 francs.

L'ancien réseau, en 1866, produisit 473,576,000 fr. ; les recettes brutes dépassèrent de 275,503,000 francs les dépenses d'exploitation qui s'élevèrent à 198,073,000 francs. Le surplus des recettes brutes du nouveau

réseau sur les dépenses fut de 54,234,000 francs. Les recettes brutes avaient été de 131,045,000 francs et les dépenses de 76,811,000 francs.

En 1867, année de l'exposition, les recettes brutes de l'ancien réseau s'élevèrent à 504,804,000 francs, les dépenses d'exploitation à 212,974,000 francs soit un surplus de recettes de 291,830,000 francs. Les recettes brutes du nouveau réseau ayant été de 151,127,000 francs, et les dépenses d'exploitation de 91,830,000 francs, la plus-value des recettes sur les dépenses s'éleva à 59,297,000 francs.

L'année suivante, le produit net de l'ancien réseau, c'est-à-dire la plus-value des recettes sur les dépenses s'éleva à 292,877,000 francs, les dépenses ayant atteint 218,054,000 francs et les recettes brutes 510,931,000 francs. La même année, la situation financière du nouveau réseau est la suivante : recettes brutes, 162,529,000 francs, dépenses 101,435,000 francs ; produit net 61,094,000 francs.

Enfin en 1869, pour l'ancien réseau, les recettes brutes furent de 559,002,000 francs, les dépenses de 230,234,000 francs, le produit net 328,768,000 francs : pour le nouveau réseau, les recettes brutes atteignirent 132,249,000 francs, les dépenses 81,668,000 francs : le produit net fut par suite de 50,581,000 francs.

b) Passons aux années qui précèdent l'exposition de 1878. En 1876, le produit net de l'ancien réseau était de 367,940,000 francs, les recettes brutes s'élevant à 665,865,000 francs et les dépenses d'exploitation à

(1) Les chiffres cités dans cette section ont été puisés dans le livre de M. Neymarek : *Les Chemins de fer et l'impôt*.

297,925,000 francs. Le nouveau réseau avait produit 55,062,000 francs ; les dépenses d'exploitation étant de 131,776,000 francs, alors que les recettes brutes s'élevaient à 186,838,000 francs.

Les recettes brutes de l'ancien réseau en 1877 s'élevèrent à 646.902.000 fr., dépassant de 352.733.000 fr. les dépenses d'exploitation qui étaient de 294.169.000 fr. Les comptes du nouveau réseau donnaient les chiffres suivants : recettes brutes 184.070.000 francs, dépenses 133.334.000 francs ; produit net : 50.736.000 francs.

L'année de l'exposition, les recettes brutes de l'ancien réseau s'élevèrent à 694.715.000 francs, les dépenses à 305.016.000 francs ; le produit net fut par conséquent de 389.699.000 francs. Le produit net du nouveau réseau était la même année de 55.473.000 fr., les dépenses d'exploitation ayant été de 140.252.000 fr. et les recettes brutes de 195.725.000 francs.

En 1879, la situation financière des compagnies de chemins de fer est la suivante : 1^o Ancien réseau : recettes brutes 691.674.000 francs, dépenses d'exploitation : 309.826.000 francs, produit net 55,919.000 fr.

c) En additionnant année par année les produits nets des deux réseaux, on constate que, au cours de l'année 1889, pendant laquelle eut lieu l'exposition suivante, le total est notablement supérieur à celui des années qui précèdent, ou la suivent. En 1886 le dit total était de 466.401.000 francs ; en 1887, de 490.148.000 francs ; en 1888 de 503.198.000 francs. Il s'élève en 1889 à 549.459.000 francs (1), pour tom-

(1) Le nombre des voyageurs à un kilomètre sur les chemins de fer est monté de 7.345 millions en 1888, à 8.528 millions en 1889.

ber à 535.978.000 francs en 1890 ; à 534.917.000 francs en 1891, à 516.672.000 francs en 1892, à 52.508.590 fr. en 1893 (1).

II^e SECTION

Les bénéfices que l'Etat retire des chemins de fer sont de deux sortes : directs et indirects. Les bénéfices indirects résultent de tous les impôts perçus sur les sommes dépensées pour l'établissement d'une ligne et de la plus-value que prennent les différentes formes de l'impôt public partout où pénètre une voie ferrée. Nous n'en parlerons pas car il est impossible de les apprécier exactement.

Parmi les bénéfices directs même, il en est dont nous ne dirons rien, et pour la même raison. Ce sont les économies que l'Etat réalise en utilisant les voies ferrées pour le service des diverses administrations publiques (2).

L'Etat perçoit des impôts sur l'industrie des chemins de fer, impôts qui se divisent ainsi : impôt sur la grande vitesse (3), impôt de 4 % sur le revenu,

(1) D'après le *Bulletin de statistique* du ministère des finances (janvier 1900) les recettes des grandes compagnies de chemins de fer ont été les suivantes en 1898 et 1899 :

Recettes en 1898, 1.351.350.200 francs, — recettes en 1899, 1.396.026.300.

(2) Les services postaux entre autres. Les recettes de l'exploitation postale se sont accrues de huit millions en 1889.

(3) Le rendement de cet impôt s'est accru de douze millions en 1889.

Tableau indiquant les résultats de l'exploitation des chemins de fer de 1865 à 1882
— En mille francs. —

ANCIEN RÉSEAU				NOUVEAU RÉSEAU					
ANNÉES	recettes brutes		dépenses d'exploitat	TOTAUX	ANNÉES	recettes brutes		dépenses d'exploitat	TOTAUX
1865	455.029	192.177		262.952	1865	115.406	71.860		43.546
1866	473.576	198.073		275.503	1866	131.045	76.911		54.234
1867 (1)	504.804	212.974		291.830	1867 *	157.127	91.830		59.597
1868	510.931	218.054		292.877	1868	162.529	101.435		61.094
1869	559.002	230.234		328.768	1869	132.249	81.668		50.581
1870	497.727	221.967		275.760	1870	123.780	82.694		41.036
1871	554.962	233.139		321.823	1871	144.553	88.784		55.769
1872	613.647	275.963		337.684	1872	157.223	107.494		50.029
1873	640.593	297.090		343.503	1873	169.075	122.451		46.624
1874	624.424	285.793		338.631	1874	168.380	121.352		47.028
1875	652.186	293.994		358.192	1875	180.005	123.248		56.757
1876	665.865	297.925		367.940	1876	186.838	131.776		55.062
1877	646.902	294.169		352.733	1877	184.070	133.334		50.736
1878 *	694.715	305.016		389.699	1878 *	195.725	140.252		55.473
1879	691.674	309.826		381.848	1879	207.500	151.581		55.919
1880	775.829	340.453		435.376	1880	232.185	160.201		71.984
1881	809.730	350.191		459.539	1881	240.663	165.245		75.418
1882	812.897	369.400		443.497	1882	247.172	169.535		77.638

(1) Les années d'expositions sont marquées d'un astérisque

droits divers sur les titres, timbre récépissé de voiture et divers autres moins importants. Le produit de ces impôts, on le comprend facilement, varie suivant l'importance du trafic que font les compagnies. Il sera d'autant plus important que l'activité de celles-ci aura eu davantage à s'exercer, et comme il est vrai, ainsi que le montrent les chiffres que nous venons de donner (1), que pendant les années d'exposition la circulation de voyageurs et de marchandises sur les chemins de fer augmente d'une façon notable, il est vrai aussi que les ressources que l'Etat tire de ce chef s'accroissent de même.

C'est là ce qui explique l'augmentation du rendement des impôts qui frappent l'industrie des chemins de fer, augmentation qui entre pour une large part dans l'accroissement signalé plus haut du produit des impôts indirects, ce qui sera démontré avec plus d'évidence encore par l'exemple suivant :

En 1886, l'ensemble des impôts perçus sur les chemins de fer, impôts sur la grande vitesse, impôt de 4 % sur le revenu, droits sur les titres, timbre de voiture, etc., produisirent 171.956.000 francs ; leur rendement s'élevait en 1887 à 174.249.000 francs et en 1888 à 175,286.000 francs. Il monta en 1889, année de l'exposition, à 189.686 000 francs, soit une différence de quatorze millions. En 1890, il était encore de 187.813.000 francs.

Mais l'augmentation du produit de ces impôts

(1) Voir *supra* les chiffres indiquant les recettes brutes des deux réseaux.

n'est pas le seul bénéfice que l'État peut retirer de l'activité d'affaires qu'amènent pour les compagnies de chemin de fer, les expositions.

Aux termes des conventions passées avec les compagnies, l'État garantit à leurs actionnaires un certain intérêt. Les paiements faits par suite de cette clause sont des avances dont il doit être remboursé (1) sur les produits nets des lignes auxquelles s'applique la garantie d'intérêt dès que ces produits nets, accrus des produits non réservés de l'ancien réseau dépassent l'intérêt et l'amortissement garantis, Parmi les six grandes compagnies de chemins de fer, cinq recourent à la garantie de l'Etat. Ce sont les compagnies de l'Est, du Midi, d'Orléans, de l'Ouest, de Paris-Lyon-Méditerranée. La compagnie du Nord seule se passe de ce concours.

Plus les recettes des compagnies seront considérables, plus les intérêts qu'elles pourront servir à leurs actionnaires seront élevés et moins elles auront besoin du concours de l'Etat pour parfaire le minimum d'intérêts fixé par les conventions. C'est ce qui est arrivé en 1889, année où la circulation a été très active à cause de l'exposition.

En 1886 (2), l'Etat versait comme garantie d'intérêts 11.007.000 francs à la compagnie de l'Est, 15.657.000 f. à la compagnie du Midi, 11.183.000 francs à la compagnie de Paris-Lyon-Marseille, 19.517.000 francs à

(1) Ces avances portent intérêt de 4. %.

(2) Chiffres puisés dans l'ouvrage précité de M. Neymarck :
« Les chemins de fer et l'impôt. »

la compagnie d'Orléans, 13,369.000 francs à la compagnie de l'Ouest, au total 70.735.934 francs.

En 1887, il versait au même titre 54.983.516 francs dont 12.451.000 francs à la Compagnie de l'Est, 12.219.000 fr. à la Compagnie du Midi, 3.077.000 fr. à la Compagnie de Paris-Lyon-Méditerranée, 16.720.000 francs à la Compagnie d'Orléans, 10.515.000 francs à la Compagnie de l'Ouest.

Les sommes versées au même titre en 1888 atteignaient un total de 49.333.478 francs. L'influence de l'exposition se faisait déjà sentir, et le mouvement des voyageurs et des marchandises devenant plus actif, les recettes des Compagnies s'élevaient. La Compagnie de l'Est reçut 10.339.000 fr. ; la Compagnie du Midi 12.032.000 fr. ; la Compagnie d'Orléans 16.222.000 fr. ; la Compagnie de l'Ouest 11.712.000 fr. La Compagnie de Paris-Lyon-Méditerranée put, au lieu de faire appel à la garantie d'intérêts, rendre à l'Etat 1.003.583 francs,

En 1889 l'Etat n'eut à payer aux Compagnies, comme garantie d'intérêts, qu'une somme bien inférieure à celles qu'il avait versées les années précédentes. Il leur versa 21.631.776 fr., dont 5.212.000 fr. à la Compagnie de l'Est, 10.348.000 fr. à la Compagnie du Midi, 8.040.000 à la Compagnie d'Orléans 2.177.000 francs à la Compagnie de l'Ouest. La Compagnie de Paris-Lyon-Méditerranée put, comme l'année précédente, se passer de son concours : elle rendit au contraire une somme de 4.147.000 francs.

En 1890, le montant de la garantie d'intérêts versée aux Compagnies fut de 46.878.405 francs ; en 1891 il s'éleva à 51.998.769 francs. L'année de l'exposition

fut donc exceptionnellement heureuse pour les finances publiques à ce point de vue. (1)

Tableau indiquant le montant de la garantie d'intérêts réclamée par les Compagnies de chemins de fer (années 1886-1892)

— En mille francs —

ANNÉES	EST	MIDI	P.-L.-M.	ORLÉANS	OUEST	TOTAL en francs
1886	11.007	15.657	11.183	19.517	13.369	70.735.934
1887	12.451	12.219	3.077	16.720	10.515	54.984.516
1888	10.339	12.032	-1.003 (2)	16.222	11.712	40.333.478
1889*(1)	5.212	10.348	-4.147 (2)	8.040	2.177	21.631.776
1890	10.909	10.776	813	11.555	12.823	46.878.405
1891	13.947	14.134	2.484	8.952	12.478	51.998.769
1892	18.863	18.701	17.667	13.077	17.755	86.065.928

SECTION III

De tout ce que nous venons de dire, nous pouvons conclure que les expositions universelles n'ont pas sur les finances de l'Etat une influence très considérable. Les impôts indirects fournissent durant les années où elles ont lieu un rendement supérieur à

(1) L'année 1889, marquée d'un astérisque, est l'année de l'exposition.

(2) En 1888 et en 1889, la Compagnie P.-L.-M. a rendu à l'Etat les sommes indiquées.

celui qu'ils donnent dans les années précédentes ; parmi eux, les impôts qui frappent les chemins de fer sont ceux dont le produit s'accroît le plus ; et l'Etat profite encore de l'avantage d'avoir à verser une somme moindre pour la garantie d'intérêts qu'il doit aux Compagnies de chemin de fer.

Mais il faut remarquer : 1^o que l'accroissement signalé dans le rendement des impôts indirects n'est pas anormal. Chaque année depuis longtemps, à moins qu'on ne se trouve dans une période de crise, les impôts indirects produisent davantage que l'année précédente ; et la différence entre leur rendement pour les années d'expositions et les années qui ont précédé les expositions n'est pas exceptionnellement considérable. 2^o Au sujet de la garantie d'intérêts que doit l'Etat aux compagnies de chemin de fer, que la diminution dans la somme qu'il doit verser est un fait très accidentel et sans durée.

De plus il ne faut pas oublier que s'il y a plus-value dans le rendement des impôts indirects, s'il y a diminution des sommes versées à titre de garantie d'intérêts, par l'Etat aux Compagnies de chemin de fer, il n'en est pas moins vrai que le surplus des recettes réalisées sur les recettes prévues fut moindre en 1878 que durant les années précédentes ; que la même infériorité se constate en 1889 si on compare cette année avec 1888 ; que, en 1878 les dépenses faites dépassèrent les dépenses prévues beaucoup plus que pendant la période qui précède ; et enfin que, au cours de cette même année, le déficit, c'est-à-dire la somme dont les dépenses totales dépassent le produit des recettes ordinaires, fut plus considérable que d'habi-

tude (1). Et quoique ces deux faits ne se soient pas produits après 1889, on est amené à conclure que si les expositions n'ont pas pour les finances publiques les suites funestes auxquelles certains ont voulu croire, elles ne sont pas pour lui des causes providentielles d'enrichissement. Leurs effets sur le Trésor ne sont ni aussi heureux ni aussi terribles qu'on a voulu le dire; et elles ne modifient d'une façon notable ni dans un sens ni dans l'autre la situation financière de l'Etat.

(1) Le 18 mai 1901, M. Caillaux, ministre des finances, disait à Mamers : « Suivant un phénomène connu, à la période d'activité industrielle et commerciale déterminée par l'Exposition (de 1900) a succédé, au moment où l'Exposition touchait à son terme, une période de calme... Telle est la cause générale des moins values dans les recettes » En même temps M. Caillaux ne contestait pas que les dépenses aient augmenté. Ceci tiendrait à faire croire que, du moins pour l'exposition dernière, l'accroissement du rendement des impôts au moment de l'exposition fut compensé par la diminution qu'il subit dans la suite.

SIXIÈME PARTIE

Idées proposées en matière d'Expositions Universelles

CHAPITRE I^{er} (1)

Les Expositions spéciales

SECTION I

Les expositions spéciales sont plus faciles à organiser, et rendent plus de services que les expositions universelles. — Les observateurs studieux n'y sont pas gênés par les visiteurs incompetents. — Elles occupent moins de place et sont plus complètes.

Il est très remarquable que tous les rapports officiels qui ont été faits sur les expositions universelles signalent quelques inconvénients de ces entreprises et cherchent à y apporter des remèdes. Ces rapports furent faits par des hommes compétents qui, chose curieuse, avaient occupé, avant de les rédiger, de hautes situations dans l'œuvre qu'ils jugèrent et à laquelle s'adressent leurs critiques, et en faveur de laquelle pourtant ils devaient être prévenus.

Le rapport administratif sur l'Exposition de 1855 fut rédigé par le prince Jérôme Bonaparte. Les conclusions auxquelles il aboutit sont les suivantes : les expositions doivent être internationales, mais partielles, c'est-à-dire embrasser seulement un groupe et

(1) Cf. Rapport du Prince Jérôme Bonaparte sur l'Exposition de 1855.

une spécialité de produits. On éviterait ainsi les difficultés d'emplacement et de construction des expositions universelles, et on pourrait aisément s'enquérir de l'état d'un groupe de la production et, à l'aide des documents statistiques réunis, déterminer quel espace est nécessaire pour ses produits.

SECTION II

A notre avis, rien n'est plus juste que l'idée ainsi exposée. Et en effet, le public des visiteurs qui se pressent dans l'enceinte de nos expositions universelles actuelles se divise nettement en deux parties : d'une part il y a la foule de ceux qui viennent uniquement pour s'amuser, parce qu'ils trouvent là l'occasion de plaisirs faciles et le prétexte d'un voyage agréable : de ceux-là nous ne parlerons pas, car le bénéfice qu'ils retireront de l'Exposition sera évidemment nul. Puis il y a les autres, la masse de ces savants, de ces négociants, de ces industriels, chercheurs d'idées nouvelles qui visitent l'Exposition pour s'instruire, pour essayer de trouver un procédé nouveau de fabrication, de découvrir une œuvre intéressante jusqu'alors inconnue, de se mettre au courant de l'état de la production. Ceux-là sont tous des spécialistes, c'est-à-dire qu'ils comptent parmi ceux qui ont absorbé leurs facultés intellectuelles dans une certaine partie des connaissances humaines. Et on les voit se diriger vers la section qui les intéresse le plus particulièrement, vers le lieu où se trouvent les objets sur lesquels ont porté leurs études, passant rapidement devant le reste.

Si les expositions étaient spéciales, elles répondraient mieux aux désirs de ces hommes, car « elles

rendraient, selon les expressions mêmes du prince Jérôme Bonaparte, les études plus faciles et plus fructueuses. L'esprit, concentré sur un petit nombre d'objets analogues, ne laisserait échapper aucun détail et s'en rendrait mieux compte. »

Il faut remarquer aussi que, dans les expositions spéciales, les observations de ceux qu'intéresseraient les produits exposés ne seraient pas troublées par les remarques quelquefois ingénieuses ou spirituelles, mais plus souvent ridicules et stupides, et toujours incompétentes des visiteurs indifférents qui passent rapidement en sortant d'une attraction pour aller dans une autre.

La question de l'emplacement, signalée dans le rapport sur l'Exposition de 1855, est aussi intéressante. Il y a loin de la première exposition organisée par François de Neufchâteau, et qui comptait 110 exposants, à l'Exposition de 1889 dont la superficie fut de 958.572 mètres carrés, à laquelle prirent part 54.486 industriels, dont 33.889 furent récompensés, et qui coûta 46 millions et demi ; et, pour ne remonter qu'à la première exposition universelle internationale, combien nos dernières expositions laissent loin en arrière l'Exposition de 1855 qui coûta onze millions et demi, occupa une superficie de 168.000 mètres carrés, et contenait les produits de 25.600 exposants. On a calculé que, si les applications industrielles et les moyens de communication se développent dans le monde comme ils l'ont fait depuis 50 ans, une exposition universelle faite dans une vingtaine d'années exigerait, pour mériter son nom, l'emplacement d'un département moyen. Et de la sorte, on se trouvera enfermé entre les deux termes de ce dilemme :

ou bien faire une exposition d'où on excluera certains groupes de produits, ou bien repousser dans tous les groupes de produits un certain nombre d'applications de l'activité humaine qui pourraient être nouvelles et intéressantes, mais qu'on ne pourra recevoir, faute de place.

Le rapporteur de 1855, développant son idée d'expositions spéciales, indique qu'on pourrait choisir la branche de l'activité humaine qui serait, à l'époque de l'exposition, en voie de perfectionnement, ou dont l'idée correspondrait aux besoins du moment; les expositions spéciales, dit-il, pourraient être plus fréquentes et plus complètes. Et « les industries ne s'offriraient plus dans un état réduit eu égard à leur importance réelle; elles se présenteraient à l'observation dans les conditions de leur existence régulière et de leur développement normal. »

Depuis 1855, beaucoup d'expositions universelles ont eu lieu, et chacune d'elles offre un argument nouveau en faveur de cette thèse. Pour ne retenir que la dernière (1), qui fut pourtant, si on la compare aux autres, la plus complète, on y peut remarquer des lacunes graves. Ces lacunes se présentèrent sous deux aspects différents; ou bien, comme cela se passa pour la métallurgie et la bonneterie, certaines des nations concurrentes n'exposèrent pas; ou bien, les industries de l'électricité furent dans ce cas, on eut à regretter l'absence de produits intéressants.

Le prince Jérôme Bonaparte indique ce que

(1) Cf *supra* : les expositions universelles et le commerce extérieur.

doivent être d'après lui les expositions spéciales ; il conseille de les placer pendant la belle saison, et de ne pas les faire durer plus de quatre mois ; de ne pas les faire coïncider entre elles ; de remplacer les jurys de récompense par des jurys d'étude qui feraient des observations et émettraient des vœux : enfin, de laisser le soin de leur organisation à des particuliers, l'Etat n'intervenant que pour nommer une commission qui prendrait la direction de l'entreprise sans être rattachée à aucune administration.

CHAPITRE II (1)

Les expositions permanentes

Critiques adressées par M. Le Play aux expositions universelles.

Il faut les rendre permanentes : Musées généraux et Musées commerciaux. — Organisation de ces Musées. — Critiques qu'on peut adresser au projet de M. Le Play.

SECTION I

Plus sujet à critique est le projet qu'indique dans son rapport administratif sur l'exposition de 1867, M. Le Play qui fut le commissaire général de cette exposition.

M. Le Play, après avoir fait observer que l'histoire des expositions montrait « le public satisfait, quand l'arène ouverte à l'émulation des divers peuples a été élargie, déçu lorsqu'une de ces solennités est restée dans les limites de celle qui l'avait précédée », concluait comme le prince Jérôme Bonaparte, qu'il serait bien-

(1) Cf Le Play. Rapport général sur l'exposition de 1867. — Livre II.

tôt impossible de trouver à l'intérieur des capitales l'emplacement d'une exposition (1).

Puis il adressait diverses critiques aux expositions conçues comme celles qu'on avait faites jusqu'à l'époque où il parlait, critiques qui s'appliquent aux expositions qui ont eu lieu depuis :

Il y a disproportion, disait-il, entre l'importance de l'œuvre et le temps employé à la préparer. L'organisation est forcément trop rapide et sa courte durée ne permet pas de réaliser complètement les plans les mieux arrêtés, ni d'y apporter l'esprit de méthode nécessaire. Pour faire quelque chose de bien, il faudrait que la préparation dure autant d'années que l'exposition dure de mois. Or les industriels, les commerçants et tous ceux qui sont susceptibles de participer à l'exposition ne se préoccupent pas volontiers si longtemps à l'avance d'une entreprise éphémère.

Difficiles à préparer, les expositions universelles coûtent cher, car il faut recommencer chaque fois une œuvre analogue à celle qui a été détruite quelques années auparavant. Et encore, si ces dépenses énormes, qui augmentent à chaque solennité nouvelle, étaient compensées par des avantages réels ! Mais la courte durée des expositions les empêche d'être réellement utiles. Elles ne peuvent être visitées en détail, et la confusion des produits importants et des produits secondaires porte obstacle à ce que les divers peuples dégagent les données

(2) Ceci est tellement vrai qu'en 1900 on fut obligé de faire à Vincennes une exposition annexe pour les machines, la place manquant à Paris.

essentielles au développement de leurs relations commerciales. »

Les expositions rapprochent beaucoup d'hommes sans grand profit social et non sans inconvénients. L'affluence des visiteurs rend la vie peu commode pour les étrangers, jette le trouble dans l'existence des habitants de la cité et détermine un renchérissement de toutes choses. Enfin les expositions n'amènent point les contacts politiques et sociaux qu'on pourrait attendre.

Ayant ainsi condamné les expositions universelles, M. Le Play propose le remède qui permettra de les continuer sous une forme nouvelle, « puisqu'elles sont restées nécessaires, mais sont devenues très difficiles sous leur ancienne forme ».

Leurs principaux défauts tiennent à leur caractère temporaire; et on y remédierait facilement en les rendant permanentes. Les expositions permanentes affecteraient deux formes différentes : les *Musées généraux* et les *Musées commerciaux*.

Les expositions complètes, trop vastes pour être contenues dans les villes, seraient installées dans une banlieue rurale, à proximité d'une capitale à laquelle de rapides et commodes moyens de transport les relieraient. Ce seraient les Musées généraux qui contiendraient tous les produits du travail, toutes les manifestations de l'intelligence et de l'activité humaines, tout ce qui peut servir à faire connaître chaque peuple, et à développer sa production, en somme tout ce que les uns ont intérêt à exposer, les autres à connaître. On diviserait ces produits en quatre classes : 1^o produits commerciaux qui sont l'objet de transactions internationales : 2^o plantes et

animaux utiles à exposer dans l'intérêt de la science et de l'acclimatation ; 3^e manifestations destinées à faire connaître les travaux des arts usuels, la culture des arts libéraux et les habitudes de la vie sociale ; 4^e des produits exposés périodiquement par toutes les nations du monde, rivalisant ainsi dans des sortes de concours qui donneraient aux Musées généraux une certaine variété et un intérêt d'actualité.

M. Le Play ne se dissimulait pas que les Musées généraux ainsi compris coûteraient très cher à établir, mais il croyait que leur permanence compenserait les lourdes charges de leur installation, car elle donnerait l'efficacité désirable à l'enseignement, à la publicité, et au rapprochement des hommes, et en modérant utilement l'affluence des visiteurs diminuerait l'effet désastreux des calamités publiques. Les Musées généraux ne feraient concurrence ni aux entrepôts, ni aux magasins de la capitale, mais créeraient bien au contraire de nouveaux débouchés au commerce et de nouveaux moyens d'action pour les établissements consacrés aux lettres, aux sciences et aux arts.

L'entreprise serait immense, partant difficile ; les dépenses à faire seraient immédiates, les recettes ne viendraient que plus tard ; les fondateurs auraient peut-être une tendance trop grande de spéculation. Mais les intérêts privés et publics qui ne peuvent être satisfaits autrement croissent sans cesse ; tout dépendrait du choix de la localité et, dans le cas où l'emplacement des Musées généraux aurait été bien choisi, les recettes et les bénéfices pécuniaires seraient considérables.

Les musées commerciaux seraient des expositions

restreintes établies dans les capitales mêmes, au centre de la ville. Ils comprendraient : 1° une exposition géographique permanente mettant en relief les productions naturelles du sol dans les divers pays, la race et les habitudes caractéristiques des différents peuples, les produits commerciaux recommandables par leur utilité, leur fabrication et leur bon marché; 2° des concours internationaux partiels et temporaires; 3° des cercles nationaux pour chaque pays, où seraient ouverts des salons de conversation, de lecture et de conférences.

SECTION II

Tel est le projet de M. Le Play, exposé fidèlement et souvent avec les termes dont lui-même s'est servi. Ce projet, susceptible au premier abord d'exciter l'admiration et l'étonnement par son ampleur ne résiste pas à un examen approfondi et à une critique sérieuse.

Il soulève d'abord de puissantes objections à cause du prix énorme que coûterait l'entreprise rêvée. On ne saurait en effet demander à l'Etat de subvenir aux frais que nécessiterait la construction des Musées généraux avec leurs compléments nécessaires : canaux, chemins de fer, etc. Quand on songe à ce que coûte une exposition universelle telle que celles qui ont été faites jusqu'à aujourd'hui, quand on fait le devis du prix de revient de ces constructions légères, et peu durables, où elles abritent les objets exposés, on s' imagine quelles sommes considérables seraient nécessaires pour bâtir des monuments destinés à rester et assez vastes pour contenir tout ce que M. Le Play tente d'y enfermer.

Mais ce que l'Etat ne saurait faire, une société financière pourrait-elle l'entreprendre? Non, assurément. M. Le Play prédit bien que l'entreprise serait fructueuse et rapporterait de gros bénéfices. Mais qui sait si sa prédiction se réaliserait? Et en l'admettant, dans combien de temps, après combien d'années, les bénéfices promis viendraient-il récompenser les hommes assez audacieux pour avoir tenté une telle œuvre? Il est à craindre qu'ils se fassent trop attendre et l'homme répugne généralement à employer son temps, ses efforts et son argent à quelque chose dont il ne verra jamais la réussite.

Puis les progrès industriels et scientifiques vont vite. Les découvertes succèdent aux découvertes, les procédés nouveaux sont remplacés par des procédés plus nouveaux encore; il ne se passe pas un mois, pas un jour, sans que l'intelligence humaine ajoute quelque chose à son domaine, reculant sans cesse par des conquêtes ininterrompues les limites de ses connaissances. Le monde est infini, et comme lui, est infinie notre faculté de comprendre. Et à mesure que l'homme connaît davantage, il accroît ses moyens de savoir plus encore. Une découverte n'engendre pas seulement une autre découverte, mais plusieurs autres. Et la marche du progrès, lente d'abord, plus rapide ensuite et qui, dans le siècle dernier, a acquis une telle célérité, en acquerra peut-être dans l'avenir une plus grande encore. Et alors on peut se demander si les Musées généraux de M. Le Play, quelque vastes qu'on les suppose, déjà remplis aussitôt après leur construction de choses intéressantes, ne deviendraient pas bientôt insuffisants. Encombrés, ils le seraient dès que la dernière pierre serait posée; et où placerait-

on alors toutes les machines inventées postérieurement, tous les produits nouvellement créés ?

Mais il y a plus. Si on suppose qu'un palais semblable ait été construit il y a une soixantaine d'années, on se demande comment, même s'il était assez vaste pour contenir tout ce qu'on voudrait y faire entrer, il serait aménagé pour recevoir les découvertes modernes. Comment pourrait-on y placer ces machines à volant immense, ces lourds moteurs qui font tout trépider autour d'eux, ou y installer ces merveilleuses applications scientifiques et industrielles de l'électricité ?

On ne peut prévoir quelles seront, dans l'avenir, les conditions de l'existence. Un palais construit il y a soixante ans ne saurait renfermer les découvertes de la science moderne, parce qu'il y a soixante ans on ne pouvait prévoir que ces découvertes changeraient la face du monde. Nous ne savons pas ce qui existera demain ; nous ignorons si on ne trouvera pas une force nouvelle qui, plus puissante encore que la vapeur et l'électricité, modifiera tout ce qui existe. Et, dans ces conditions, ce serait une singulière hardiesse que vouloir construire un palais permanent appelé à répondre à des besoins inconnus de nous. La construction des Musées généraux de M. Le Play ne serait possible que si le cours du temps s'arrêtait brusquement : la marche du progrès étant ininterrompue, ils sont irréalisables.

L'idée des Musées commerciaux est plus pratique et plus facile à mettre à exécution ; mais ces expositions permanentes sont-elles bien utiles ? Le seul point de vue auquel cette conception peut être intéressante et pratique, c'est celui qui concerne les expo-

sitions partielles qui se tiendraient dans les Musées commerciaux. Mais alors, pourquoi y ajouter des expositions permanentes qui occuperont elles aussi une place telle que le palais sera bientôt insuffisant à les contenir, et des salons de conférences et de causeries qui feraient double emploi avec d'autres institutions actuellement existantes.

La seule partie du projet de M. Le Play qui nous semble digne d'être retenue est celle qui a trait aux expositions partielles déjà rêvées par le prince Jérôme Bonaparte.

D'ailleurs l'idée de M. Le Play a été appliquée et on peut la juger d'après les faits. Cette idée même ne lui appartenait pas en totalité : avant lui, en construisant à Sydenham et non à Londres le Palais de Cristal, les Anglais avaient eu l'espoir d'y loger des expositions permanentes. Le résultat obtenu fut déplorable et par là on peut juger de la valeur pratique de la conception. Peu de visiteurs vinrent voir les expositions qui s'y ouvrirent ; le Palais de Cristal est aujourd'hui désert et on ne saurait actuellement, à cause de son installation qui ne répond plus aux besoins modernes et du manque de place, lui conserver son rôle de Musée général.

CHAPITRE III

Autres Projets

L'idée des expositions spéciales reprise par M. Lockroy, qui émet aussi l'idée d'expositions nationales à l'étranger. — Comment exécuter ces expositions. — Projet d'expositions partielles quinquennales : Ce projet est trop modéré pour changer grand'chose à la situation présente. — Projet d'expositions universelles contenant des expositions provinciales.

SECTION I

Le rapport administratif sur l'Exposition de 1878 fut rédigé par M. J.-B. Krantz, commissaire général. Ce rapport est très optimiste ; et M. Krantz n'émet pas d'idées nouvelles sur la matière. Pourtant il adresse aux expositions quelques critiques. Après avoir rappelé que le conseil municipal de Paris avait en 1876 « qualifié d'illusoires certains des motifs invoqués à l'appui du projet » d'exposition et contesté « au point de vue économique les avantages attribués aux expositions » (1), il s'exprime ainsi : « Nous savons tous que les difficultés de ces œuvres magistrales s'accroissent d'année en année et que les dépenses qu'elles occasionnent deviennent énormes, surtout si l'on tient compte des frais qui incombent aux exposants ». Mais il ne propose aucun remède.

SECTION II

L'auteur du rapport sur l'Exposition de 1889 observe la même attitude. Mais d'autres documents, publiés par des hommes qui ont pris une part active à l'orga-

(1) Rapport administratif de M. J.-B. Krantz sur l'Exposition de 1878. T. 1, page 27.

nisation de l'entreprise, sont intéressants à consulter.

C'est ainsi que M. Lockroy, qui y avait contribué en qualité de ministre du commerce, écrivait (1) : « On y vient (aux expositions) pour voir quelque chose de nouveau et pour s'amuser. Si la fête n'est pas belle, tant pis pour les organisateurs : ils perdent leur temps et nous font perdre notre argent », et, semblant se rallier (2) à l'idée du prince Bonaparte, il concluait que l'avenir appartient peut-être aux expositions spéciales ; mais qu'il faudrait alors pour le développement du commerce d'exportation, leur adjoindre des expositions nationales françaises dans les principaux centres de l'Europe et de l'Amérique.

C'est là une idée nouvelle et qui est digne d'être discutée. A notre avis, ces expositions nationales ouvertes à l'étranger devraient être encouragées et facilitées par le gouvernement. En effet, elles seraient un moyen de lutter contre la tendance déplorable à ne pas voyager qu'ont nos commerçants. Tandis qu'autour de nous tous les pays sont représentés sur toute la surface de la terre par des voyageurs actifs qui sollicitent la clientèle et font connaître leurs produits, nos fabricants négligent la partie commerciale de leur entreprise. Il y a longtemps déjà qu'on a observé que les Français étaient des industriels merveilleux et des commerçants médiocres. Favoriser les expositions nationales à l'étranger, ce serait leur faciliter les moyens de faire connaître ce qu'ils font et cela aurait d'heureuses conséquences.

(2) Journal *l'Eclair*, 17 juin 1895.

(3) E. Monod, *L'Exposition de 1889*. Préface de M. Lockroy.

Mais de telles expositions devraient être faites par des particuliers ou des sociétés, le gouvernement n'intervenant que pour les protéger et faciliter leur œuvre ; car la nation tout entière ne doit pas supporter les charges d'une entreprise dont les bénéfices n'iraient qu'à quelques-uns de ses membres. Les pouvoirs publics n'interviendraient ni dans l'organisation, ni dans la direction de l'exposition, mais s'entremettraient pour la faciliter auprès des gouvernements étrangers ; et feraient le nécessaire pour écarter les obstacles qui gêneraient les organisateurs.

Il est malheureux qu'au lieu de développer son idée, M. Lockroy soit revenu rapidement et pour des raisons étrangères à l'économie politique au système des expositions universelles.

Dans un autre ouvrage (1), un changement est proposé, qui concerne simplement l'attribution des récompenses. L'auteur accepte les expositions universelles et propose de remplacer les médailles par des diplômes, ou mieux par des éloges publiés dans les rapports, ce qui, d'après lui, serait désirable car, avec le système actuel, « il serait difficile de trouver un jury disposé à accorder à certains exposants des récompenses d'un ordre inférieur à celles que leur ont valu les expositions antérieures, même si le mérite de leur fabrication avait diminué. »

SECTION III

Cette année même, après l'exposition de 1900, quelques projets intéressants ont pris naissance.

(1) Berger : *L'Exposition de 1889*. — Considérations sur son organisation.

Frappé surtout de ce fait que les expositions telles qu'on les comprend aujourd'hui, exigent des emplacements de plus en plus considérables et occupent des étendues telles que l'attention des visiteurs étant trop dispersée, l'effet produit sur eux est moins grand, de sorte que plus on dépense d'argent et plus on occupe de terrain pour construire une vaste exposition, moins l'intérêt excité par l'œuvre réalisée sera grand, un industriel, M. de Lespinatz, dans un rapport présenté à la Chambre de Commerce de Nancy, proposait de faire tous les cinq ans des expositions contenant seulement la moitié des branches de l'activité humaine. Pour chaque industrie, l'exposition la concernant reviendrait donc, comme actuellement, tous les dix ans.

Dans ces conditions, il y aurait lieu de renoncer à créer pour chaque exposition, un cadre absolument nouveau. Il faudrait lui consacrer un emplacement convenablement situé, d'une étendue suffisante, au centre duquel on élèverait un Palais monumental, qui servirait pour toutes les expositions ; autour de ce palais, on édifierait des constructions provisoires.

De la sorte, d'après l'opinion de l'auteur de ce projet, on éviterait d'avoir à faire trop grand. De plus on n'aurait plus à craindre de concentrer, comme actuellement, sur un petit nombre d'années, l'activité commerciale qui se serait manifestée sur un plus grand nombre. Enfin chaque exposition recevrait assez de visiteurs pour assurer son succès, car elle contiendrait des éléments nouveaux ; on éviterait ainsi l'inconvénient grave des Musées généraux.

Ce projet serait certainement exécutable ; mais serait-ce un remède suffisant aux maux qu'amènent

les Expositions telles qu'on les comprend actuellement ? Nous en doutons fort ; la solution proposée est à notre avis beaucoup trop modérée. Que les expositions aient lieu tous les dix ans ou tous les cinq ans, qu'elles embrassent toutes les branches de l'activité humaine ou la moitié seulement des industries, les inconvénients qu'elles entraînent seront les mêmes, étant seulement un peu atténués si l'entreprise est moins considérable. En cette matière, on se trouve pris dans ce dilemme : ou bien faire grand, et attirer beaucoup de visiteurs, mais alors provoquer sur le point où l'exposition a lieu une activité factice nuisible à la marche générale des affaires, ou bien se contenter de n'avoir comme visiteurs que les gens compétents seuls intéressés aux produits exhibés, mais alors ne pas provoquer ce mouvement universel d'enthousiasme, d'admiration qui accueille les actuelles expositions. Toute autre solution est neutre et doit être rejetée.

Un autre industriel a surtout été ému de la puissance des expositions en tant qu'élément de centralisation. Et, cherchant le remède à ce mal, il voudrait que les expositions secondassent la cause décentralisatrice : « De même qu'elles se subdivisent en sections étrangères et sections françaises, pourquoi ne se subdiviseraient-elles pas en sections provinciales ? Pourquoi n'aurions-nous pas un Palais Lorrain, un Palais Limousin, Bourguignon, Provençal, groupant en faisceaux les éléments d'activité et de vie des divers coins de France qui, sans enlever un seul rayon de gloire à la Ville Lumière, regagneraient leur personnalité perdue et leur autorité ? (1) »

(1) L'auteur de ce projet désirant garder l'anonymat, nous ne pouvons le nommer, à notre grand regret.

Outre qu'une telle division des expositions entraînerait une dépense d'argent considérable et nécessiterait une étendue territoriale immense, il nous paraît qu'il serait difficile d'établir un tel classement entre les provinces si homogènes et si peu dissemblables de la France. Certes, dans un pays très divisé, où chaque province a une spécialité bien définie, on pourrait tenter une exposition ainsi comprise. Mais en France, non; sous peine de tomber dans une monotonie désespérante, et d'aboutir à des représentations identiques du même tableau. Prenons un exemple : on fabrique du drap à Elbeuf, à Roubaix, à Reims et dans bien d'autres villes encore. Si donc une exposition, divisée par provinces, voulait représenter vraiment toute la vie industrielle du pays, l'étranger qui la visiterait aurait sous les yeux des manufactures identiques au Palais Normand, au Palais Flamand, ou au Palais Champenois : il verrait là les mêmes métiers, les mêmes procédés de fabrication, les mêmes méthodes de teinture ou de tissage, et il se laisserait vite de ce tableau perpétuellement semblable à lui-même.

Quand on a voulu en 1900 consacrer une partie de l'Exposition aux provinces françaises, on a été forcé, pour faire quelque chose d'intéressant et d'original, d'édifier des copies de vieux monuments historiques et de faire une exposition rétrospective. C'est là un fait significatif.

De toutes les idées nouvelles émises en matière d'expositions; la moins sujette à critiques est celle émise par le prince Jérôme Bonaparte; à savoir l'idée des expositions spéciales.

La question se pose de savoir s'il est bien néces-

saire de chercher à remplacer les expositions universelles, et si vraiment il est à souhaiter que l'exposition universelle et internationale de 1900 ait été la dernière.

CONCLUSION

La discussion à laquelle nous nous sommes livré n'est pas purement académique. — Les expositions ont déçu les espérances que les premières d'entre elles avaient fait naître. — Elles ne devraient être ouvertes que dans des cas exceptionnels. — L'avenir est aux expositions spéciales.

SECTION I

Car maintenant il nous faut conclure.

On a prétendu qu'une discussion qui porterait, comme celle à laquelle nous venons de nous livrer, « sur les avantages ou les dangers des expositions universelles serait absolument académique. On a fait des expositions dans le passé, on en fait dans le présent, on en fera dans l'avenir. C'est une vieille habitude que les sociétés barbares ou civilisées ne perdront point. Il faut se résigner et prendre son parti. Les grandes foires ont succédé aux jeux olympiques; les expositions ont succédé aux grandes foires, je ne sais ce qui succédera aux expositions, mais on peut être assuré que ce sera la même chose. » (1).

C'est un raisonnement singulier que de dire: ce qui a existé dans le passé doit durer dans l'avenir. D'abord, il y a une différence énorme entre les grandes foires des siècles écoulés et les expositions. Nous avons montré que les unes et les autres n'étaient pas nées des mêmes besoins, n'avaient pas le même but, ni la même organisation. Il est faux de

(1) Lockroy. — Préface au livre de M. E. Monod: *L'Exposition de 1889*.

dire qu'il y a toujours eu des expositions : elles constituent au contraire une institution toute récente et bien moderne.

Puis, encore les générations lointaines en auraient-elles entrepris, encore en retrouverait-on en remontant à travers les siècles jusqu'aux époques les plus éloignées, serait-ce une raison suffisante pour prétendre soutenir que l'on doit les conserver? Les peuples d'aujourd'hui ont des besoins différents de ceux d'autrefois, les conditions de leur existence ont changé, les communications sont devenues à la fois plus sûres, plus rapides et plus économiques, on met actuellement pour traverser l'Europe moins de temps qu'on en mettait autrefois pour traverser la France; alors qu'il y a un siècle ceux-là seulement voyageaient qui y étaient obligés par leur métier ou par des circonstances graves, nous voyons chacun se déplacer facilement, et sans motifs importants. Et l'on voudrait, pour ce seul motif qu'elles ont jadis existé, conserver des institutions qui peut-être ne s'adaptent plus à la vie moderne, et peut-être sont devenues surannées. Raisonner ainsi, ce serait vouloir empêcher toute innovation, tout changement, tout progrès.

SECTION II

C'est donc légitimement et utilement que nous avons étudié les expositions universelles au point de vue économique, et qu'arrivé au terme de notre travail nous nous posons cette question : est-il désirable qu'on continue les errements du passé et que d'autres expositions soient entreprises dans l'avenir? Nous avons montré que les expositions n'avaient que peu d'influence sur les finances publiques, car

elles n'augmentent que peu sensiblement et d'une façon très temporaire les recettes provenant des impôts indirects, les seuls sur lesquels elles peuvent avoir une influence ; et elles n'empêchent ni les dépenses de s'accroître, ni le déficit de subsister.

Nous avons montré que leurs conséquences sur le commerce de province étaient funestes ; la province se dépeuplant pendant leur durée, et les affaires qui s'y traitent restant pendant trois ans dans un état de stagnation complète ; que le commerce parisien tout entier ne profitait pas de la clientèle nouvelle qu'elles attirent, les bénéfices étant accumulés par les grands commerçants déjà connus.

Nous avons montré que, loin de profiter à la masse de la population parisienne, elles lui sont plutôt néfastes à cause de la hausse des prix qu'elles amènent et que nous avons constatée.

Nous avons montré qu'elles sont un puissant agent de centralisation puisqu'elles conduisent à Paris des ouvriers nombreux dont la province tirait parti, et qui sont bientôt inutilisés par la capitale.

Enfin nous avons observé que la population ouvrière, loin de profiter de ces immenses entreprises, était atteinte d'un malaise sensible dans la période qui les suit, le mal ainsi constaté venant plutôt des promesses faites à l'occasion des expositions que des expositions elles-mêmes.

Sans vouloir charger les expositions universelles de tous les méfaits et conclure qu'elles sont absolument funestes pour le pays qui les entreprend, les conséquences fâcheuses qu'elles amènent étant considérées comme irréparables, tout au moins on peut dire, et c'est le jugement le plus doux qu'à tous les

points de vue on puisse porter sur elles, qu'elles sont inutiles.

Même au double point de vue de notre commerce extérieur et de notre commerce intérieur, il en est ainsi, car elles n'impriment au commerce et à l'industrie nationale qu'une activité factice bientôt ralentie, et vite suivie d'un calme largement compensateur.

Elles ont en somme, pour principal résultat, de concentrer en deux ou trois ans les affaires qui se seraient réparties dans une période bien plus prolongée; et, s'il est vrai de dire l'année de l'exposition est une année de prospérité grande; il est juste aussi de constater que les années qui suivent sont des années de calme intense, précurseur de crise : c'est là un phénomène très regrettable.

D'ailleurs les organisateurs de ces expositions, ou les chefs des gouvernements sous lesquelles elles ont lieu, ne songent plus, depuis longtemps à se placer sur le terrain économique pour se féliciter, après leur clôture, des résultats qu'elles avaient produits.

M. Lockroy, après l'exposition de 1889, disait : « Les hommes admirent leurs conquêtes et se donnent la main. Un grand souffle de fraternité passe sur leurs fronts. Et ces effets ne sont pas indifférents à la paix du monde. »

De son côté, dans le rapport qui précéda le décret ordonnant l'exposition de 1900, M. Jules Roche, ministre du commerce, s'exprimait ainsi : « Les expositions ne sont pas seulement des jours de repos et de joie dans le labeur des peuples; elles apparaissent comme des sommets d'où nous mesurons le chemin parcouru. L'homme se sent réconforté, plein de vaillance et animé d'une foi profonde dans l'avenir. Cette

foi, est la religion des temps modernes, culte fécond où les expositions prennent place... comme des entreprises se recommandant *moins par les bénéfices matériels de tout ordre qui en sont la conséquence* que par l'impulsion vigoureuse donnée à l'esprit humain. »

Enfin, lors de la cérémonie de la distribution des récompenses obtenues à l'exposition de 1900, M. le Président de la République prononça un discours où il vantait les travaux des congrès, l'œuvre de paix accomplie, le rapprochement opéré entre les peuples, la solidarité réalisée. Il ne dit pas un mot du rôle économique de l'exposition, non plus que M. le Ministre du Commerce qui, après lui, dans un magistral discours, constata les progrès scientifiques et industriels et représenta l'exposition comme un agent de solidarité.

Combien ces paroles sont différentes de celles que prononçait M. François de Neufchâteau lors de l'inauguration de la première exposition ! Son discours traduisait la confiance infinie qu'il avait en son œuvre pour activer le progrès économique ; ceux qu'on prononce aujourd'hui ne parlent même pas de cette question et, la laissant dans l'ombre, ne traitent que des bénéfices moraux sur lesquels on peut tout dire, puisque nul ne saurait les constater.

Pour nous les expositions universelles ne devraient pas être une institution périodique revenant suivant une règle immuable et intangible tous les dix ans. En temps normal elles sont funestes, comme sont funestes toutes les entreprises qui coûtent cher, exigent un déplacement considérable de capitaux et ne rapportent rien.

Elles ne devraient être considérées que comme un

moyen suprême de ramener l'attention du monde sur la production nationale, un remède qu'en n'emploie pas volontiers parce qu'il est dangereux. Et on ne devrait organiser une exposition que dans deux cas (1) : ou bien quand un évènement malheureux aurait plongé le pays dans un abîme tel que les autres nations le supposent perdu et d'où, par sa vitalité incroyable, il se sera rapidement retiré ; ou bien 2^o quand, soit par l'application d'une découverte scientifique, soit pour toute autre raison, le progrès économique accompli par lui aura été si rapide qu'on ne saurait y croire s'il ne le faisait constater.

Alors seulement les expositions universelles sont utiles. Hors de ces deux cas, elles sont inutiles et nuisibles et l'on doit s'abstenir d'en entreprendre de nouvelles.

SECTION III

Mais il faut bien remarquer que ce que nous venons de dire ne s'applique qu'aux expositions universelles internationales. Le temps est passé où l'on faisait des expositions universelles nationales dans la patrie même des exposants, excluant les étrangers par haine et par défiance. On ne saurait raisonnablement soutenir que ce retour au passé constituerait un progrès. Mais un moyen d'expansion commerciale qu'on ne devrait pas négliger consisterait à faire des expositions nationales dans les grands centres étrangers, à la seule condition que les exposants, qui seraient appelés à retirer tous les bénéfices de l'exposition, en supportent seuls les charges, le gouvernement

(1) Le premier de ces deux cas s'est rencontré en 1878. — On s'était trouvé dans la seconde hypothèse en 1855.

n'intervenant que pour aplanir les difficultés. Une tentative de ce genre a été faite en 1891 par des commerçants français qui exposèrent leurs produits à Moscou. Cette idée pourrait, nous semble-t-il, être féconde ; mais encore faudrait-il que les expositions ainsi organisées aient comme complément l'envoi de représentants et la fondation de succursales dans le pays où les commerçants français voudraient faire des affaires.

Une idée bien plus fertile en résultats pratiques est celle qu'émettait en 1855 le prince Jérôme Bonaparte. Les expositions internationales spéciales ont déjà produit d'heureux résultats. Elles ont sur les expositions universelles plusieurs avantages. D'abord elles ne coûtent rien à la nation ; les frais qu'elles nécessitent ne sont pas considérables ; et l'expérience a montré qu'elles peuvent facilement être organisées par des particuliers ou des Sociétés financières. Ensuite elles n'ont pas besoin pour réussir de se transformer en entreprises de plaisir, car leur succès ne tient pas à la présence dans leur enceinte d'une foule plus ou moins considérable de visiteurs. Seuls ceux qu'intéressent les produits exposés les visitent ; et comme ils sont relativement peu nombreux pour chaque industrie, le pays ne subit aucune commotion et n'est aucunement troublé.

Enfin les expositions spéciales sont les seules où les industriels ne dédaignent pas de montrer leurs derniers procédés de fabrication, de divulguer leurs dernières inventions et d'en produire les résultats. La masse des indifférents étant absente, l'examen des objets exposés se fait plus sérieusement et plus fructueusement. Aussi les expositions spéciales sont-

elles jugées par les industriels et les savants beaucoup plus favorablement que les expositions universelles (1).

De plus en plus les expositions universelles perdent leur premier caractère et deviennent des entreprises de plaisir. L'intérêt de l'industrie et du commerce n'en est plus que le prétexte, l'amusement est le but. Au contraire, les expositions spéciales restent très sérieuses et beaucoup d'entre elles ont été suivies de découvertes importantes. Il en fut ainsi pour la dernière exposition de la meunerie à la suite de laquelle on adopta les cylindres : pour l'exposition de l'électricité qui fit faire un progrès important au téléphone, etc.

SECTION IV

Dans ces conditions il nous semble que l'avenir n'est plus aux expositions universelles internationales. Cette institution a fait son temps et ne répond plus aux besoins actuels ; il faudra, pour favoriser l'expansion commerciale du pays, recourir à d'autres moyens moins coûteux et plus productifs.

Parmi ceux-ci, les expositions spéciales nous paraissent devoir occuper une large place car les résultats de celles qui ont déjà eu lieu ont été brillants. Un jour viendra certainement où elles seront surannées comme le sont aujourd'hui les expositions universelles ; et où l'on devra les remplacer par autre chose. Le

(1) C'est pourquoi on a pu voir en 1900 une exposition spéciale d'automobilisme ouvrir ses portes aussitôt que l'exposition universelle eut été clôturée.

temps s'écoule, les besoins des sociétés varient et les institutions doivent changer pour mieux s'y adapter. Ainsi le veut la loi du Progrès.

VU :

M. VIGNES.

VU : *Le Doyen de la Faculté de Droit
de l'Université de Dijon,*

E. BAILLY.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER,

Dijon, le 24 novembre 1901.

Le Recteur de l'Académie,

Ch. ADAM,

Correspondant de l'Institut.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
Bibliographie.	5
Introduction	11
Historique	19
L'origine des expositions. — Il n'y a pas eu d'exposition dans l'antiquité	19
Tentative de Louis XI en 1471 pour organiser une exposition française à Londres.	20
Les foires. — La première exposition artistique en 1648.	23
Les expositions nationales	23
L'exposition de Prague en 1791	24
L'exposition française de 1798. — Les espérances de François de Neufchâteau	24
L'exposition de l'an IX : Chaptal rend l'institution annuelle	26
L'exposition de 1802 : fondation de la société pour l'encouragement de l'industrie nationale.	27
L'exposition de 1806.	27
Les expositions sous la restauration. — Expositions de 1823, 1827, 1834, 1839, 1844	28
Les expositions universelles internationales	33
Exposition de 1850 à Londres	34
Exposition de 1855 à Paris	35
Exposition de Londres en 1862.	37
Exposition de 1867 à Paris	38
Exposition de 1878 à Paris.	40
Exposition de 1889 à Paris	42
Exposition de 1900 à Paris	46
Expositions internationales à l'étranger	49
Développement progressif de l'institution	50
Organisation d'une exposition	51
Organisation administrative: entreprise privée ou nationale	51
Combinaisons financières	52

	Pages
Règlements divers : le ministre du commerce chef des services administratifs	54
Admission, réception, retrait des produits	55
Rapports de l'administration avec les exposants. — Récompenses.	56
Situation juridique des locaux et des produits	57
Les expositions universelles et leur influence sur le commerce, la production et la consommation	61
Les expositions universelles et leur influence sur le commerce extérieur	61
Les expositions sont-elles un moyen de faire connaître à l'étranger les produits français.	62
Leur influence sur les exportations.	63
Leur influence sur les importations	66
Comparaison entre les valeurs respectives des importations et des exportations pendant les périodes d'exposition.	69
Les expositions profitent surtout aux nations jeunes . .	71
La plus-value d'affaires amenées par certaines d'entre elles ne profitent qu'à certaines branches du commerce	81
Les expositions ne dévoilent pas les procédés de fabrication	82
Les expositions universelles et leur influence sur le commerce intérieur	83
Les affaires financières pendant les périodes d'exposition	85
Le rendement des octrois pendant les périodes d'exposition	91
Les recettes des chemins de fer pendant les périodes d'exposition	93
Les expositions ne suscitent pas de découvertes. Elles n'amènent qu'un déplacement d'affaires qui n'affecte que quelques branches d'industrie.	95
Les Expositions universelles et leur influence sur le commerce de province.	100
Les Expositions sont-elles funestes au commerce de province.	100

	Pages
Lee rendements des octrois de province comparés à ceux de Paris	107
Les Expositions universelles et leur influence sur le commerce de Paris.	111
Les Expositions profitent à toutes les branches du commerce parisien mais tous les commerçants d'une même branche n'en profitent pas	112
Les Expositions universelles et les consommateurs de Paris et de la province	119
La masse des consommateurs parisiens souffre des expositions.	120
La hausse des prix se fait sentir même en province . .	123
Les Expositions universelles et la situation de la population ouvrière	125
Le sort des ouvriers qui travaille à l'édification des expositions est amélioré par ce fait même	127
Mais pour les autres ouvriers il n'en est pas ainsi . . .	128
Le nombre des grèves augmente pendant les expositions.	129
Les expositions sont suivies de chômage	135
Les Expositions universelles et la centralisation	141
Les Expositions amènent à Paris des ouvriers de province qui désirent s'y établir	141
L'accroissement de la population parisienne est plus considérable pendant les années d'exposition.	143
Beaucoup de provinciaux amenés à Paris par les expositions tombent dans la misère	146
Les expositions universelles et les finances de l'Etat	151
Les expositions universelles et les impôts.	151
Le nombre des patentes ne s'accroît pas après les expositions	153
Le rendement des impôts indirects reste satisfaisant sans s'accroître dans des proportions anormales. . .	153

	Pages
Le surplus des recettes réalisées sur les recettes prévues ne s'accroît pas.	160
Influence des expositions universelles sur les relations entre l'Etat et les compagnies de chemins de fer	165
Les expositions ont pour conséquence un grand mouvement de voyageurs et de marchandises.	165
Les recettes des compagnies de chemins de fer s'accroissent pendant les expositions	166
Le rendement des impôts dont l'Etat frappe les chemins de fer s'accroît aussi pendant les mêmes périodes. . .	169
La somme que l'Etat verse aux compagnies de chemins de fer à titre de garantie d'intérêts baisse pendant les années d'expositions	172
Idées proposées en matière d'expositions universelles.	177
Les expositions spéciales. — Les expositions spéciales sont plus faciles à organiser et rendent plus de services que les expositions universelles	177
Les observateurs studieux n'y sont pas gênés par les visiteurs incompetents	179
Elles occupent moins de place et sont plus complètes. .	179
Les expositions permanentes. — Critiques adressées par M. Le Play aux expositions universelles. . .	181
Musées généraux et musées commerciaux	183
Critique du projet de M. le Play	185
Autres projets	189
Expositions nationales à l'étranger	199
Expositions partielles quinquennales	191
Expositions universelles contenant des expositions provinciales	193
Conclusion.	197
Légitimité d'une discussion sur l'utilité des expositions. .	197
Les expositions ont déçu les espérances que les premières . .	

	Pages
d'entre elles avaient fait naître	200
Elles ne devraient être ouvertes que dans des cas excep- tionnels	201
L'avenir est aux expositions spéciales	202
